

حکومتی اہل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15001 - 7 F

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Télévision Radio  
Multimédia  
Tous les programmes

Il se rendra en Libye  
contre le DC-10 d'U...

## Le recul du chômage aux Etats-Unis ébranle à nouveau Wall Street

AU TERME d'une séance réduite de trois heures au lendemain de la fête de l'Indépendance, Wall Street a enregistré, vendredi 5 juillet, une forte baisse (-2,01 %). Une nouvelle fois, la publication de statistiques très favorables sur l'emploi aux Etats-Unis a relancé les craintes des investisseurs d'une surchauffe de l'économie américaine. Le chômage outre-Atlantique est descendu en juin à son plus bas niveau (5,3 %) depuis six ans. Dans le même temps, les salaires ont augmenté de 0,8 % en un mois, une hausse sans précédent depuis les années 60. Les taux d'intérêt à long terme ont en conséquence brutalement remonté de 6,93 % à 7,19 %, les économistes anticipant un relèvement rapide des taux directeurs de la Réserve fédérale pour combattre les tensions inflationnistes.

Lire pages 10 et 11

## Le Tribunal de La Haye s'apprête à lancer un mandat d'arrêt contre MM. Karadzic et Mladic

Les derniers témoignages accablent les dirigeants serbes de Bosnie

L'AUDIENCE PUBLIQUE du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye à l'encontre des dirigeants politiques et militaires des Serbes de Bosnie s'est achevée, vendredi 5 juillet, par un nouveau et accablant témoignage, celui d'un Croate de vingt-quatre ans ayant servi dans l'armée des Serbes de Bosnie. Dans sa déposition, le jeune militaire a raconté comment le commandant de son groupe, Branko Gokovic, leur avait annoncé que des autobus allaient amener des musulmans de Srebrenica et leur avait ordonné de les tuer.

La procédure à l'encontre du « président » Radovan Karadzic et du général Ratko Mladic devait se poursuivre, lundi, avec le réquisitoire du procureur, qui demandera aux juges la délivrance d'un mandat d'arrêt international contre les deux dirigeants serbes. Les juges s'apprêtent à suivre ce réquisitoire. Le mandat d'arrêt fera des deux dirigeants serbes des « fugitifs internationaux », susceptibles d'être arrêtés dans n'importe quel pays du monde, par le biais d'Interpol, et sans procédure supplémentaire. Après une délibération de quelques jours, les juges pourraient aussi décider d'adresser une requête au président du Tribunal afin que ce dernier dénonce au



terpol, et sans procédure supplémentaire. Après une délibération de quelques jours, les juges pourraient aussi décider d'adresser une requête au président du Tribunal afin que ce dernier dénonce au

Conseil de sécurité telle ou telle autorité qui aurait failli à ses obligations », a précisé le porte-parole du TPI, Christian Chartier. En clair, tenter de mettre en demeure Pale, chef des Serbes de Bosnie, et Bel-

grade de respecter les accords de Dayton et de livrer les criminels de leur territoire.

Lire page 3

## Le gouvernement indécis sur l'avenir du président de la SNCF

LE PRÉSIDENT de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, est maintenu en détention à la prison de la Santé, après le rejet, vendredi 5 juillet, par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, du « référé-liberté » introduit par l'avocat du prévenu. Mis en examen, notamment, pour abus de confiance et recel, M. Le Floch-Prigent est accusé d'avoir commis des malversations du temps où il présidait Elf Aquitaine. Le gouvernement s'interroge sur son maintien à la tête de l'entreprise ferroviaire, alors qu'Alain Juppé avait souligné, le 3 juillet, qu'une personne mise en examen est présumée innocente. Cependant, la détention, qui semble devoir se prolonger, oblige le gouvernement à envisager le remplacement d'un président mis dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

Lire page 5

## La pandémie de sida

La cinquième conférence internationale sur le sida réunit du 6 au 12 juillet à Vancouver (Canada) plus de quinze mille spécialistes.

## La colère des arsenaux

Les protestations s'amplifient contre la réforme des arsenaux, qui prévoit plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

## Hassan II perd contre « Le Monde »

Hassan II a été débouté de son action contre Le Monde engagée après la parution d'un article mettant en cause le pouvoir marocain dans le trafic de haschisch.

## Gros temps sur le sport

Le mauvais temps aura gravement perturbé le bon déroulement du Tour de France et celui du tournoi de tennis de Wimbledon.

## L'Etat mécène

Deux expositions à Paris permettent de découvrir les commandes passées à des artistes par l'Etat et les collectivités publiques.

## Michel Péricard au « Grand Jury »

Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 7 juillet à partir de 18 h 30.

## Le contrôle antidopage, lanterne rouge d'Atlanta

ATLANTA correspondance

A moins de vingt jours de l'ouverture des Jeux du Centenaire, le laboratoire de contrôle antidopage d'Atlanta n'avait toujours pas reçu l'accreditation officielle de la commission médicale du Comité international olympique (CIO). Il faut attendre, vendredi 5 juillet, deux semaines pile avant les trois coups de l'événement sportif numéro un de la planète. Trop tard pour envisager de tester, en conditions réelles, son matériel de contrôle et son personnel médical.

Le laboratoire SmithKline Beecham attendait son accreditation depuis juillet 1995. Désigné par le comité d'organisation des Jeux pour réaliser les 2 000 contrôles qui seront effectués entre le 19 juillet et le 4 août, il n'a toujours pas analysé le moindre échantillon d'urine. En juin, le contenu des flacons prélevés à Atlanta lors des sélections olympiques américaines d'athlétisme avait dû traverser tout le pays pour être livré au laboratoire universitaire d'UCLA, à Los Angeles.

Les dirigeants olympiques expliquent le retard par la décision du CIO d'utiliser à Atlanta des « spectromètres de masse de haute résolution », derniers-nés des appareils de contrôle antidopage, une merveille de technologie qui serait capable de détecter les traces de produits interdits administrés jusqu'à quarante-cinq jours avant la compétition.

Au matin du 20 juillet, début des compétitions sportives, le laboratoire SmithKline Beecham effectuera donc ses premières analyses sans avoir eu la possibilité de tester vraiment son matériel ni de tester la qualité de son personnel. « Tout se passe peut-être sans incident », souligne Craig Kammerer, l'un des spécialistes américains de la lutte antidopage. Mais le risque d'erreur sera impor-

tant. Je ne connais aucun laboratoire qui ait la mission d'effectuer près de 2 000 contrôles en moins de trois semaines sans avoir pu préalablement se tester dans des conditions réelles.

Dès lors, les JO courent un risque : de nombreux athlètes jugés positifs pourraient contester légalement la crédibilité du laboratoire olympique. Aux Etats-Unis, la plupart des affaires de dopage commencent sur le stade pour s'achever devant les tribunaux. Les avocats font systématiquement appel des décisions prises par les instances sportives, dénient sans mal un vice de forme, et l'emportent le plus souvent.

A Atlanta, les hommes de loi devraient dominer sans peine l'épreuve si leur adversaire, le Comité international olympique, ne peut apporter la preuve de la qualité irréprochable de son laboratoire de contrôle.

Alain Mercier

## Le pouvoir et les juges

UNE RÉVOLUTION rien moins que « tranquille » est en cours depuis sept ans en France : la révolution judiciaire. D'un gouvernement à l'autre, les politiques économiques ne varient guère, le chômage augmente, l'emploi précaire s'étend, l'Europe se construit. Il n'est pas jusqu'à l'immigration qui ne fasse l'objet, au bout du compte, d'un consensus silencieux, émaillé de quelques professions de foi tantôt répressives, tantôt humanistes.

Le temps où s'affrontaient des choix politiques majeurs n'est plus. En lieu et place des grandes querelles d'autrefois s'est installé un conflit entre la justice et le pouvoir, conflit qui n'a apparemment rien de politique et dont l'enjeu est pourtant l'un des plus politiques qui soient : l'égalité.

Cette domée semble échapper aux gouvernements comme aux dirigeants des partis. Lorsqu'on l'interrogeait à ce sujet durant sa campagne pour l'élection présidentielle, Jacques Chirac minimisait la gravité du problème. Comme François Mitterrand, il assurait que les élus étaient dans leur très grande majorité intègres et que l'essentiel était de restaurer la confiance des citoyens en leurs dirigeants, cela en s'attaquant efficacement aux vrais maux de l'époque : le chômage, l'exclusion, la « fracture sociale ».

Un an et quelques mois plus tard, alors que le chômage croît et que l'économie se traîne, le président de la République retrouve, après son prédécesseur, le même défi : que faire face à des juges qui ont décidé de ne plus fermer les yeux, comme souvent leurs aînés, sur les violations de la loi imputables à de hauts ou moins hauts responsables politiques, financiers, industriels ou associatifs ?

Le pouvoir RPR a avancé jusqu'à présent trois réponses. Deux sont officielles : la troisième est officielle, mais elle transparaît clairement dans ses actes. Première réponse : la dénonciation par le garde des sceaux, Jacques Toubon, de « l'ordre moral » dont seraient porteurs les juges et les journalistes dans leur mise en cause des pratiques des élus ou des partis. Pouvait-on s'attendre à ce que le garde des sceaux fasse un pas supplémentaire dans l'escalade de la riposte « politique » ? Après ce qui est resté dans les mémoires comme l'auto-amnistie socialiste de 1990, voici l'auto-absolution RPR.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 9 et, page 6, la « semaine politique » de Pascale Robert-Diard

## Télévision : les sagas de l'été

POUR son feuilleton estival, TF1 mise sur l'exotisme du Cuba des années 20. France 2 a choisi, quant à elle, une programmation diamétralement opposée et opté pour une plongée dans un orphelinat romain. On lira également dans notre supplément « Télévision, Radio, Multimédia » un article consacré au banc d'essai auquel sont soumis les CD-ROM. Les programmes de chaînes hertziennes et câblées ainsi qu'un guide radio accompagnent nos rubriques habituelles.

Lire notre cahier

« Télévision, Radio, Multimédia »

## Un putschiste en campagne



IBRAHIM BARÉ MAÏNASSARA

AU NIGER, le général Ibrahim Baré Maïnassara a, en quelques mois, transformé son image, trouvant son treillis d'officier séducteur pour le bouc de « candidat indépendant » à l'élection présidentielle qui a lieu dimanche 7 juillet. Pendant des semaines, il a fait campagne, avec le soutien des « préfets militaires » et grâce à l'argent de nombreux hommes d'affaires. Autant dire que la marche risque d'être longue avant de faire du général reconverti en démocrate un politicien ordinaire.

Lire page 8

### POLARS

Années cinquante

Tom 2

D'une redoutable efficacité, d'une étonnante diversité, 8 des meilleurs titres d'une collection mythique : Un Mystère

WILL BALLINGER, A large deployment  
WILLIAM ROSSIGNOL, La rue sans fin  
FERNANDO FUNDLEY, Chien en retour  
OSCAR CORTES, Les heures noires  
DAVID ALEXANDER, Mourir est chose oblique  
HELEN MEISER, Détour dans l'écosystème  
WILLIAM O'FARRELL, Au diable son âme  
ERIC ARBESLEY, Je ne suis pas un héros

1000 PAGES - 145 F  
omnibus

M 0148 - 0707 - 7.00 F



**CONFÉRENCE** Lors de la onzième Conférence internationale sur le sida qui doit avoir lieu à Vancouver du 6 au 12 juillet, les responsables d'Onusida feront le point sur

la diffusion de la pandémie. Depuis son apparition, près de 30 millions de personnes ont été contaminées par le VIH; en un an, le nombre de nouveaux cas de sida a augmenté de

20 %; chaque jour dans le monde, environ 8 500 personnes sont contaminées par le VIH. ● SELON LE CONSEIL NATIONAL DU SIDA, la prise en charge des personnes infectées

par le VIH dans les départements français d'Amérique est particulièrement critique: des manquements graves à l'éthique ont été constatés. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde,

Jean-Baptiste Brunet rappelle que, dans certains pays, une politique de prévention bien conduite a permis de stabiliser, voire de réduire, les taux de contamination.

## La pandémie de sida progresse rapidement dans le tiers-monde

Près de 30 millions de personnes ont été contaminées par le VIH en vingt ans. Environ 8 500 le sont chaque jour et le déséquilibre continue à s'accroître entre les pays industrialisés et de nombreux pays en voie de développement

QUINZE ANS après son identification, le sida ne cesse de progresser à travers le monde. Cette progression se fait de manière très différente selon les pays et les continents et un déséquilibre de plus en plus grand caractérise aujourd'hui les situations épidémiologiques dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement. Tel est le principal constat que fournira la onzième conférence internationale sur le sida, qui doit réunir, du 6 au 12 juillet à Vancouver, plus de quinze mille spécialistes.

Une nouvelle fois, c'est la longue litanie des bilans chiffrés de la pandémie qui ouvrira cette conférence. Selon les derniers chiffres publiés par Onusida - le programme commun des Nations unies en charge de la lutte contre le sida -, il apparaît que près de 30 millions de personnes ont, depuis le début des années 80, été contaminées par le VIH. Certaines estimations font état de chiffres plus élevés encore. Les épidémiologistes d'Onusida évaluent à près de 20 % l'augmentation du nombre des cas de sida officiellement déclarés entre juin 1995 et juin 1996. Ils situent d'autre part à près de 8 millions le nombre des cas de sida survenus depuis le début de l'épidémie. La dynamique de cette dernière peut être appré-

ciée à partir du nombre des personnes nouvellement infectées par le VIH. D'après les spécialistes d'Onusida, ce nombre devrait dépasser 3,1 millions en 1996, ce qui correspond à plus de 8 500 cas par jour dont 7 500 chez les adultes et 1 000 chez les enfants.

Certains épidémiologistes sont encore plus pessimistes. C'est le cas de ceux travaillant sous la direction des docteurs Jonathan Mann et Daniel Tarentola au sein du centre François-Xavier-Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme (école de santé publique de Harvard). A partir d'hypothèses légèrement différentes de celles d'Onusida (taux de progression différents en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-Est par rapport au reste du monde), ils aboutissent à un nombre cumulé de cas d'infection par le VIH chez les adultes de 30 millions et à environ 11 500 le nombre des infections survenant quotidiennement à travers le monde en 1996.

Au-delà de ces divergences, il faut retenir l'essentiel: le fléau ne cesse de progresser, pour l'essentiel dans les pays les plus défavorisés, et il touche aujourd'hui à l'échelle planétaire les hommes et les femmes dans une proportion presque identique. Dans les pays du tiers monde les plus touchés par

27,9 millions de personnes contaminées

Répartition estimative des cas d'infection à VIH depuis la fin des années 70 (en millions):

AMÉRIQUE DU NORD	1,2
AMÉRIQUE LATINE	1,6
EUROPE OCCIDENTALE	0,6
EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE	0,03
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	19,0
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT	0,2
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	0,04
ASIE DU SUD ET DU SUD-EST	5,0
AUSTRALASIE	0,02

la pandémie, les enfants sont aussi directement frappés, soit qu'ils sont infectés par le VIH et donc condamnés à très court terme, soit que leur parents décèdent des suites d'un sida lorsqu'ils sont en bas âge. Dans plusieurs pays d'Afrique, le phénomène des « orphelins du sida » a d'ores et déjà pris des proportions dramatiques, les sociétés africaines traditionnelles ne pouvant plus faire face à une réalité infectieuse socialement destructrice.

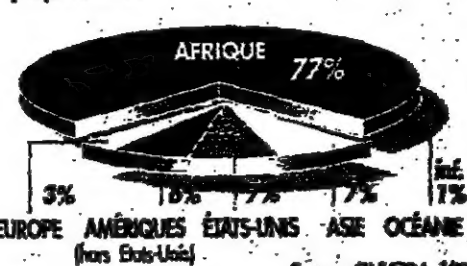
LOURD TRIBUT

On estime aujourd'hui que le quart de tous les décès d'enfants dus au sida concerne des enfants qui ont été contaminés in utero. Plus de 85 % de ces contaminations « materno-fœtales » par le VIH concernent des enfants des pays d'Afrique subsaharienne. Actuellement un million d'enfants vivent avec ce virus. « Depuis le début de l'épidémie mondiale, plus de 9 millions d'enfants de moins de quinze ans ont perdu leur mère, emportée

par le sida, rappelleront à Vancouver les spécialistes des Nations unies. La fréquence de l'infection par le VIH chez les enfants est plus élevée dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés.

Les dernières données épidémiologiques viennent donc une nouvelle fois rappeler que le sida est une maladie des pays les plus pauvres. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale regroupent 6 % des cas mondiaux de contamination par le VIH. D'ailleurs, différents indicateurs tendent à montrer que dans plusieurs pays industrialisés la courbe de l'évolution de l'épidémie commence à s'infléchir. « A travers le monde, plus de 90 % des adultes qui vivent avec une infection par le VIH ou avec le sida habitent des pays en voie de développement, peut-on lire dans le bilan que les responsables d'Onusida publieront à Vancouver. Plus de 13 millions d'adultes, soit plus de 5 % de la population de quinze à quarante-neuf ans vivant en Afrique subsaharienne,

Cas de sida estimés depuis la fin des années 70 jusqu'à mi-1996:



Source: ONUSIDA, 1996.

seraient infectés par le VIH. Dans ces pays, le virus se transmet surtout lors de relations hétérosexuelles, mais jusqu'à 10 % des cas d'infections sont la conséquence de transfusions sanguines avec des produits sanguins contaminés.

Alors que le virus a commencé, chez eux, à circuler de manière importante bien plus tard qu'en Afrique subsaharienne, les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est paient d'ores et déjà un lourd tribut. Les densités importantes de population expliquent la rapidité de la diffusion de l'épidémie dans ces régions. « Avec un chiffre estimatif de plus de 3 millions de cas d'infection, l'Inde est le pays qui compte le plus grand nombre d'adultes infectés par le VIH dans le monde et ce même si le taux de prévalence de l'infection n'a pas encore atteint 1 %, explique-t-on à Onusida. En Asie du Sud et du Sud-Est, plus de 90 % des cas d'infection se rencontrent en Inde, en Thaïlande, au Myanmar [Birmanie] et au Cambodge. En Amérique latine, où l'émergence du VIH remonte très

probablement à la fin des années 70 ou au début des années 80, on estime à 1,3 million le nombre d'adultes vivant aujourd'hui avec l'infection ou avec la maladie. Le Brésil et le Mexique comptent à eux deux plus de 70 % des cas actuels d'infection de l'Amérique latine. Dans les Antilles, les pays les plus touchés sont Haïti (4 % des adultes) et la Barbade. »

Contrairement à ce qui était généralement soutenu ces dernières années, la pandémie de sida ne sera pas sans effets démographiques. Une étude sur ce thème a été conduite par les Nations unies dans quinze pays d'Afrique subsaharienne. « A cause de l'épidémie de sida, la population de ces quinze pays sera de plus de 2 millions de personnes inférieure à ce qui était prévu: 221,2 millions au lieu de 223,4 millions fait-on valoir auprès d'Onusida. Dans dix ans cette population comptera 11,6 millions de personnes de moins. L'épidémie n'a, d'autre part, ramené dans ces quinze pays l'espérance de vie moyenne de la naissance de 32,8 ans à 49,6 ans. Pour la période 2000-2005 l'espérance de vie sans le sida aurait été de 37,1 ans. Le VIH va réduire ce chiffre de plus de 7 ans. »

Cette réalité épidémiologique et ces inégalités devant le risque infectieux ne sont plus, depuis longtemps déjà, contestées par les spécialistes et les autorités sanitaires internationales. Elles demeurent pourtant généralement absentes des conférences internationales et des opérations médiatiques qu'autorisent, en France notamment, les frayeurs suscitées par ce fléau sexuellement transmissible.

J.-Y.N.

### La maladie survient en moyenne douze ans après la contamination

Selon la plupart des études réalisées - la plus souvent dans les pays industrialisés -, il apparaît que 60 % des adultes infectés par le VIH développeront un sida clinique dans les douze à treize ans qui suivent leur contamination. Compte tenu de l'émergence récente de la maladie, on ne dispose guère de données allant au-delà de cette période. « En principe, la grande majorité des personnes infectées par le VIH finiront par développer un sida, précise-t-on auprès d'Onusida. Aucune étude de cohorte de longue durée n'a été menée à terme, mais l'évolution depuis le moment de l'infection initiale par le VIH jusqu'à l'apparition du sida pourrait être plus rapide dans les pays en voie de développement. » Grâce aux médicaments antirétroviraux et à des progrès réalisés dans le traitement des affections opportunistes, la survie à partir de l'apparition du sida a été prolongée en moyenne, dans les pays industrialisés, d'environ trois ans. Le sida se déclare le plus souvent chez des personnes qui ont moins de trente-cinq ans; plus de 90 % des décès surviennent chez des personnes de moins de cinquante ans.



### Série Livres bleus des Nations Unies

Cette série d'ouvrages concis retrace le rôle crucial joué par l'Organisation des Nations Unies et rassemble tous les documents essentiels sur les événements majeurs des 50 dernières années.

Chaque volume commence par une préface détaillée du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, qui offre une présentation globale du sujet et du rôle joué par l'ONU dans le domaine considéré. La genèse de l'intervention de l'ONU, les obstacles qu'elle a dû franchir, les mesures qu'elle a dû prendre pour l'exporter, sont retracés avec soin, de même que sont décrites les pressions et les forces qui ont fait évoluer l'attitude de l'ONU sur les questions comme le développement et les droits de l'homme.

Vient de paraître:

"Les Nations Unies et la Somalie, 1992-1996"

Cet ouvrage présente en détail l'entreprise à laquelle ont participé l'Opération des Nations Unies en Somalie et la Force d'intervention unifiée (sous la conduite des Etats-Unis d'Amérique). Il contient plus de 100 documents clés ayant trait à ces efforts. Ces documents sont précédés d'une introduction du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et sont accompagnés d'une chronologie détaillée. No de vente: F.96.1.8 ISBN 92-1-200193-9 535 pages Edition brochée 240 FF

Autres titres déjà disponibles (au prix unitaire de 240 FF):

Les Nations Unies et l'apartheid, 1948-1994

Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995

Les Nations Unies et le Cambodge, 1991-1995

Les Nations Unies et les droits de l'homme, 1945-1995

Les Nations Unies et la non-prolifération nucléaire

Les prochains volumes à paraître

porteront sur les sujets suivants:

La promotion de la femme;

Le Sommet social; la population;

l'Angola; El Salvador; l'Erythrée;

Haïti; le Rwanda; le Tribunal

Penal International pour l'ex-

Yugoslavie.

Publications en vente dans les grandes librairies ou auprès de:

Librairie du Commerce

International,

10, Av. d'Alsace, 75116 Paris

Téléphone: (1) 40 73 34 60

Télécopie: (1) 43 36 47 98

Publications des Nations Unies  
New York - Genève

### L'éthique est mise à mal dans les départements français d'Amérique

L'ÉTHIQUE sociale et médicale est chaque jour bafouée dans les départements français d'Amérique (DFA). Aux Antilles et en Guyane, malgré la grande disparité des moyens affectés à la prévention et à la prise en charge de l'épidémie, la prévalence du sida est bien supérieure à la métropole et les malades souffrent encore de graves réflexes d'exclusion et de discrimination.

Sur ce thème, le Conseil national du sida (CNS) vient d'adopter un rapport accablant. Au 31 décembre 1995, 19 % des personnes contaminées en France à la suite d'une transmission hétérosexuelle étaient domiciliées en Martinique, en Guadeloupe ou en Guyane, où les taux de sida déclarés sont respectivement 1,5 fois, 2,5 fois et 6,5 fois supérieurs à la moyenne française.

Les flux touristiques et le carrefour migratoire formé par les trois départements français de la Caraïbe « constituent un facteur central » dans le développement de l'épidémie et « ces mouvements alimentent les recherches circulaires de boucs émissaires », déplore le CNS. Ainsi, après avoir accusé les Européens, qui représentent 70 % des « touristes de séjour », d'importer le sida sur leurs terres, les habitants des Antilles et de la Guyane ont désigné les Nord-Américains, qui forment 90 % de la clientèle « de croisière ».

Une nouvelle population est aujourd'hui stigmatisée, avec l'arrivée récente dans les DFA de « routards » et de « jeunes exclus métropolitains » vivant dans « une grande précarité ». Ces jeunes adultes sont localement appelés « méro-taïco-clodo-séropo » et partagent le même sort que les populations issues des îles voisines,

Haïti, Saint-Domingue ou la Dominique, qui subissent « une très forte xénophobie dans l'opinion publique mais aussi chez certains responsables de l'Etat ou de collectivités locales ».

Ce rejet de l'occidental comme du migrant renvoie d'une part, selon le Conseil, à une « hiérarchisation raciale » de la société, et d'autre part, aux « pratiques de la médecine coloniale » qui visait en priorité « l'isolement du corps souffrant ». « La permanence des phénomènes de discrimination et d'exclusion » s'expliquerait ainsi par « le lourd héritage de la médecine coloniale dans ces départements, le poids des églises en matière de sexualité ou encore l'histoire de la mise en quarantaine dans les DOM ».

DÉRAPAGES

Le milieu professionnel concentre l'essentiel des dérives éthiques relevées par les experts. Des enquêtes d'opinion ont constaté que dans les DFA, un sondé sur cinq « pense qu'il est légitime de licencier une personne qui a le sida ou d'introduire à un enfant qui est atteint par cette maladie d'aller à l'école, soit trois fois plus qu'en métropole ». Des « pratiques totalement illégales dans la sphère du travail » sont dénoncées, telles que des déstachés à l'embauche ou des mises à pied abusives.

Des témoignages recueillis sur place ont fait état de « la divulgation à l'entourage proche ou lointain de la sérologie des patients ». La rupture de la confidentialité et du secret médical est dans cette France d'outre-mer apparemment chose courante. La « peur de la rumeur » pousse en outre des patients à rester dans l'ombre ou à attendre de développer une pre-

mière infection opportuniste pour se présenter à l'hôpital. Des tests effectués à l'insu des personnes ont également été rapportés dans les hôpitaux où « les difficultés d'approches linguistique et culturelle sont souvent un prétexte utilisé pour ne pas informer le patient de la nature du test ».

Les carences du dispositif sanitaire et social achèvent de noircir le tableau. Faute de volontaires, les associations sont peu nombreuses et ne jouent pas un rôle de relais de l'action publique comme en métropole. La responsabilité des autorités départementales et régionales des DFA est soulignée à plusieurs reprises. Le Conseil déplore notamment « un désengagement de l'Etat compensé par des subventions financières à croissance exponentielle » et observe que la Guyane est « le parent pauvre de l'aide de l'Etat tandis que la Martinique est largement privilégiée ». Les attributions de crédits ne semblent pas adaptées aux réalités épidémiologiques.

L'enquête du Conseil s'est de surcroît heurtée à « des réticences de l'administration française » et à « de réelles difficultés pour accéder aux informations ». La DDASS de la Guyane n'a par exemple pas daigné répondre à la demande du CNS sur ses plans d'action en matière de prévention. Une telle situation conduit le CNS à formuler de nombreuses recommandations. Il demande en particulier aux administrations préfectorales et aux directions départementales des différents ministères concernés de « faire respecter les droits des personnes atteintes, notamment en matière de logement et de travail ».

Laurence Folléa

### Jean-Baptiste Brunet, directeur du Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida

#### « Il faut obtenir une description médico-sociale du phénomène pathologique »

« Quel regard global l'épidémiologiste porte-t-il aujourd'hui sur la pandémie de sida ?

— Plus le temps passe, plus la situation est contrastée. Le phénomène épidémique que nous étudions est hétérogène, avec de multiples facettes, des « explosions » de contamination récente pouvant coexister avec des stabilisations à de hauts niveaux d'incidence. La pandémie se compose en réalité de multiples épidémies dont l'ancienneté, la dynamique et

l'impact sont très différents d'une région du monde à l'autre, d'un pays à l'autre, voire d'une ville à l'autre. Il faut par ailleurs souligner que nous avons la preuve que des programmes de prévention peuvent conduire à une stabilisation ou à une réduction des taux de contamination. C'est notamment le cas dans quelques pays d'Afrique de l'Est et d'Asie. Un phénomène similaire commence à être observé dans certains pays d'Europe du Nord.

— Quinze ans après l'identification de cette nouvelle maladie infectieuse, la surveillance épidémiologique se réduit-elle encore à la comptabilité des cas d'infection et de maladie ?

— Nullément. Cette surveillance dépasse de beaucoup cette comptabilité. Elle intègre aujourd'hui de nombreuses données concernant les comportements à risque, sexuels ou non, les ventes de préservatifs, les maladies sexuellement transmissibles, etc.

Même si cette approche est encore insuffisamment développée, elle existe. L'enjeu essentiel est que les programmes de surveillance dépassent l'épidémie elle-même pour englober tout ce qui permet de lutter contre elle. Nous devons quitter la seule description biomédicale pour atteindre une description médico-sociale du phénomène pathologique. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau



سكاف النحل

## Témoignages accablants à La Haye contre MM. Karadzic et Mladic

Un mandat d'arrêt devrait être délivré à l'encontre des deux dirigeants serbes de Bosnie après le réquisitoire du procureur du Tribunal pénal international

Le Tribunal pénal international de La Haye a, vendredi 5 juillet, les auditions de témoins contre les chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, tous deux accusés de crimes contre

l'humanité et de génocide. Les témoignages visaient particulièrement le général Mladic, et sa responsabilité dans les massacres qui ont suivi, en juillet 1995, la prise par ses troupes de l'enclave musulmane de Srebrenica.

À l'est de la Bosnie, l'une des dépositions a émané de Dragan Erdemovic, un Croate de vingt-quatre ans ayant servi dans l'armée des Serbes de Bosnie, également inculpé pour sa participation à l'exécution de 1 000 à 1 200 ci-

vilis musulmans de Srebrenica. La procédure devait se poursuivre, lundi, avec le réquisitoire du procureur qui devait demander aux juges la délivrance d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de MM. Karadzic et Mladic.

## Trois candidats se disputeront la présidence collégiale de la Bosnie

SARAJEVO

de notre correspondant  
Alija Izetbegovic (Musulman), Momcilo Krajisnik (Serbe) et Kresimir Zubak (Croate) seront les trois principaux candidats, le 14 septembre, à la nouvelle présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine. Biljana Plavcic (Serbe) sera candidate à la présidence de l'entité serbe. D'autres candidats d'opposition participent au scrutin, mais les diplomates estiment que les têtes de liste des partis nationalistes ont toutes les chances de l'emporter.

Alija Izetbegovic, soixante-dix ans, est l'actuel président bosnien, et le leader du Parti d'action démocratique (SDA, musulman). Défenseur acharné d'une Bosnie unitaire pendant la guerre, il semble de plus en plus revenir aux sources du programme du SDA, qui est la défense du seul « peuple musulman ». M. Izetbegovic avait été hospitalisé en février, à la suite de graves problèmes cardiaques, et il était éventuellement question qu'il passe le relais à son dauphin, Edhem Bilicic, le vice-président du SDA. Il a finalement décidé de conduire son parti à la bataille électorale, notamment depuis que l'opposition a été renforcée par l'arrivée de son ancien premier ministre, Haris Silajdzic. M. Silajdzic est lui-même candidat à la future présidence, tête de liste de son parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH).

Kresimir Zubak, quarante-huit ans, est président de la Fédération croato-bosniaque, créée en 1994 afin de mettre un terme à la guerre entre Croates et Musulmans. Considéré comme un « modéré », il a étroitement collaboré avec Washington afin de renforcer cette alliance anti-serbe qui a mené aux offensives conjointes de 1995, puis à la signature de l'accord de Dayton. M. Zubak reste néanmoins un pilier de la cause séparatiste croate en Bosnie, symbolisant les intérêts du lobby herzégo-vinien, très influent à Zagreb.

Momcilo Krajisnik, cinquante et un ans, est président du « Parlement » séparatiste serbe de Bosnie. Il est l'homme fort de Pale, situé à l'est dans l'enclave de Radovan Karadzic. Il semble être le successeur désigné du « président » ultranationaliste. A l'autorité dernier, il fit le premier à contester la validité de l'accord de Dayton, et à dénoncer une « paix injuste » pour Pale. Opportuniste et malin, il a cependant su maintenir le dialogue avec Belgrade, et éviter une incrimination pour « crimes de guerre ».

CONFUSION

La candidate à la présidence de l'entité serbe, Biljana Plavcic, cinquante-six ans, est l'actuelle vice-présidente de la « République serbe » (RS) autoproclamée en Bosnie. Extrémiste ultranationaliste, favorable à la « purification ethnique » et à la création d'une « Grande Serbie », M<sup>me</sup> Plavcic est devenue la semaine dernière « présidente par intérim », à la suite de l'offensive diplomatique occidentale destinée à écarter Radovan Karadzic du pouvoir.

La plus extrême confusion continue d'ailleurs de régner dans le camp occidental sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Pale. Carl Bildt, le haut représentant civil de la communauté internationale, considère que la direction du Parti démocratique serbe (SDS) - assurée par Radovan Karadzic - n'est pas une fonction publique, ce que les « criminels de guerre » n'ont pas le droit d'exercer. Il se contredit ainsi lui-même, puisqu'il déclarait récemment que le chef des Serbes de Bosnie devait abandonner tout poste qui lui permettait d'exercer « une quelconque influence ». Les Etats-Unis avaient fait savoir à Pale qu'ils attendaient une démission de M. Karadzic de la présidence de ce parti, mais l'OSCE a confirmé vendredi que le SDS pouvait participer au scrutin, bien que son dirigeant ait composé les listes de candidats et s'offre le luxe d'apparaître à la télévision presque chaque soir.

Françoise Lazare

Rémy Ourdan

LA HAYE

de notre envoyé spécial  
« Quand Dragan Erdemovic vient se poster à la barre des témoins, vendredi 5 juillet au Tribunal pénal international de La Haye (TPI), c'est une énorme angoisse qui pénètre avec lui dans la salle d'audience. Le jeune homme, en veste de jean, se mord les lèvres, serre les mâchoires, de temps à autre, il aspire une grande bouffée d'air pour pouvoir continuer à parler. »

Il a vingt-cinq ans et encore de l'enfance dans le visage. En une journée, le 16 juillet 1995, il a tué plusieurs dizaines de Musulmans faits prisonniers après la chute de l'enclave de Srebrenica. Combien exactement ? « Je ne sais pas. A vrai dire, je préfère ne pas le savoir », répondra-t-il aux juges vers la fin de son intervention. Il avait, auparavant, estimé à soixante-dix le nombre de ses victimes. Mais c'est en tant que témoin qu'il comparait vendredi dans le cadre des auditions publiques de l'accusation contre Radovan Karadzic

et Ratko Mladic. A l'autorité, il sera jugé lui-même à La Haye pour crime contre l'humanité et il plaidera coupable.

Il y a quelques mois, le jeune homme, qui se trouvait en Serbie, a eu besoin de parler. Il a téléphoné à l'ambassade américaine à Belgrade pour dire qu'il voulait prendre contact avec le Tribunal de La Haye, puis il a raconté son histoire à des journalistes d'une télévision américaine et du Figaro. Quelques jours plus tard, le 2 mars 1996, il était arrêté et incarcéré en Serbie.

Après que le procureur du TPI l'eût réclamé en tant que témoin - et probablement aussi grâce à de fortes pressions américaines -, Belgrade accepta de le transférer à La Haye le 30 mars. Etant donné ce qu'il avait à raconter, le TPI décida de le mettre en accusation ; sa coopération avec les enquêteurs du tribunal et sa déposition comme témoin dans les procédures engagées contre Karadzic et Mladic devraient lui valoir, à l'au-

tomme, une certaine clémence des juges.

Erdemovic n'était pas un extrémiste serbe. C'est un Croate de Bosnie qui servait dans le HVO (les forces croates de Bosnie) près de Tuzla, depuis plusieurs mois, lorsqu'il décida de passer avec sa femme en territoire sous contrôle serbe en novembre 1993 : « Un homme m'avait promis de nous faire passer en Suisse, raconte-t-il. Mais il n'est pas venu au rendez-vous. » C'était la guerre. « Je n'avais pas le choix ; pour pouvoir exister en République serbe de Bosnie, j'étais obligé de m'engager dans l'armée. »

C'est donc dans l'armée du général Mladic, au sein du 10<sup>e</sup> détachement de sabotage, qu'il est envoyé en juillet 1995, à Srebrenica, où l'offensive contre l'enclave est engagée. Le 16 juillet au matin, il reçoit, avec six de ses camarades dont il était le chef, l'ordre de partir pour une mission dont la nature ne lui est pas révélée. Quand ils arrivent à destination, à la ferme collective de Pilica, sur la route de Bielina, le commandant de son groupe, Branko Gokovic, leur annonce que des autobus vont amener des Musulmans de Srebrenica qui se sont rendus. « Il faut les tuer », leur dit-il.

Les soldats sont postés en ligne dans un champ et, peu après, le premier bus arrive. « Deux membres de la police militaire du corps de la Drina font descendre dix occupants du car et les amènent à 20 mètres environ de la ligne que nous formons. On nous donne l'ordre de tirer », raconte Erdemovic.

L'autobus est ainsi vidé de ses passagers, exécutés par groupes de dix à l'arme automatique. Quinze à vingt autobus sont arri-

vés dans la journée et la même liquidation méthodique se poursuit. Au total, entre 1 000 et 1 200 Musulmans, selon Erdemovic, sont assassinés ce jour-là à la ferme de Pilica. Les hommes du corps de la Drina ont pris soin d'obliger tous les chauffeurs (ce sont des cars de compagnies civiles de transport) à abattre chacun un Musulman « afin que ne leur vienne jamais l'envie de témoigner ».

« Je n'avais pas le choix. Mais ça a détruit ma vie. C'est pour cela que je témoigne »

Le jeune homme, dont la respiration est de plus en plus saccadée et qui, de temps à autre, demande quelques secondes de pause dans son récit « pour essayer de [se] ressaisir », essaie de convaincre que la besogne le répugnait. Il dit qu'au moment de tirer la première fois il a protesté, « mais Gokovic m'a répondu que, si je voulais, je n'avais qu'à me mettre du côté des Musulmans ». « Ceux qui refusaient d'obéir, on savait qu'ils les exécutaient », ajoute-t-il.

Il affirme avoir tenté en vain d'obtenir la vie sauve pour un des Musulmans de Srebrenica. Il déclare s'être rebiffé quand un officier du corps de la Drina (qu'il décrit comme une unité particulièrement barbare) est venu dire, une fois le travail achevé à Pilica, qu'il avait encore à liquider 500 prisonniers rassemblés dans une localité proche. Ce

manque de cœur à l'ouvrage vaudra à Erdemovic d'être agressé quelques jours plus tard par un soldat serbe. Blessé, il parviendra à se faire transférer dans un hôpital de Serbie.

« Pourquoi avez-vous voulu témoigner ? », lui demande un des juges. « Je veux dire que je n'avais pas le choix. Si j'étais mort moi-même, ça n'aurait pas changé le destin de ces gens. Mais ça a complètement détruit ma vie, ajoute-t-il au bord des larmes. C'est pour cela que je témoigne. »

Claire Tréan

■ Le TPI a refusé la présence de deux avocats de M. Karadzic en salle d'audience, vendredi 5 juillet en fin de matinée, en rejetant une requête présentée par deux avocats américains, M<sup>rs</sup> Edward Medvene et son associé, M<sup>rs</sup> Thomas Hanley, qui demandaient à être présents en salle d'audience pour défendre Radovan Karadzic. Les deux hommes ont été renvoyés dans la galerie du public, où deux fauteuils leur seraient désignés, et ils ont été invités à assister aux débats en qualité d'observateurs. Le juge français Claude Jorda, qui préside les débats relatifs à la mise en accusation publique des leaders politique et militaire des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, a motivé sa décision en rappelant que la procédure en cours, dite 61, - du nom de l'article du règlement du TPI auquel elle se réfère -, n'était pas un procès. - (APR)

### Le TPI et l'article 61

L'article 61 du règlement du Tribunal pénal international prévoit - en cas de non-exécution du mandat d'arrêt lancé contre des accusés - la tenue d'une audience publique au cours de laquelle la chambre expose les preuves, et peut inviter les témoins à déposer. C'est cette audience, concernant le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et le général Ratko Mladic, qui a débuté le 27 juin à La Haye et qui devait se poursuivre, lundi, par le réquisitoire du procureur, avant de se conclure, en milieu de semaine, par la délibération des juges.

Cette procédure devrait déboucher sur un mandat d'arrêt international délivré à l'encontre des deux accusés. Avant l'audience publique, le TPI était contraint à une procédure au cas par cas et devait, pour chaque pays, délivrer les pièces d'accusation et formuler un mandat d'arrêt auprès des autorités compétentes. Le mandat aura donc été délivré dans tous les pays participant au système d'interpol, sans qu'aucune procédure spécifique ne soit plus désormais nécessaire. Cette décision ne changera pas le rôle de la force multinationale qui n'a pas mandat explicite de les arrêter.

## La liberté des médias en Russie a fait « un pas en arrière », selon un rapport européen

MOSCOU

de notre correspondant  
L'élection présidentielle en Russie ne « fut pas un pas en avant pour la démocratie », affirme un rapport de l'Institut européen pour les médias (IEM) distribué à Moscou, vendredi 5 juillet, par la mission des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Dans ses conclusions, celle-ci affirme que « le déséquilibre de la couverture médiatique comme des ressources dont disposaient les candidats ainsi que le rôle de certains membres de l'administration présidentielle durant la campagne ont terni un processus électoral qui fut par ailleurs efficace ». Préparé par

des experts présents sur place depuis fin avril, le rapport de l'OSCE contredit les conclusions laudatives des missions d'observateurs formées de députés et autres acteurs politiques venus en visite d'éclat.

« ABSENCE DE VOLONTÉ »

Coordonné par le Britannique Michael Meadowcroft, ce rapport cite celui qui fut publié la veille par l'IEM, financé sur un programme Tacis de l'Union européenne. Ce dernier conclut que « l'élection présidentielle de 1996 a marqué un pas en arrière » en Russie en matière de liberté des médias. Il note en effet que, durant l'élection présidentielle russe de

1991, la population était informée par deux chaînes de télévision : la première était la propagande de Mikhail Gorbatchev, la seconde celle de Boris Eltsine.

En juin 1996, les trois chaînes étaient à l'unisson pour M. Eltsine. L'IEM en conclut que « l'absence de violations majeures dans les procédures de vote et de décompte des bulletins le jour du scrutin ne suffit pas, à notre avis, pour déclarer qu'une élection a été libre et juste. C'est tout le processus qui doit être pris en compte ».

Le rapport de la mission de l'OSCE partage cette approche, confirmée par la montée de la popularité d'Alexandre Lebed au moment où « les responsables de la

campagne de Boris Eltsine ont décidé de promouvoir ses apparitions à la télévision ». Le rapport met en doute l'impartialité de la commission électorale centrale (CEC) en dénonçant son « absence de volonté » de remédier au parti pris des télévisions, accentué entre les deux tours malgré les remarques faites par la mission de l'OSCE à l'issue du premier.

Les rapporteurs se disent en outre « particulièrement préoccupés » par la décision de la CEC, après le premier tour, de multiplier le nombre des bureaux de vote et d'autoriser le vote des électeurs en dehors des bureaux où ils étaient enregistrés, sans certificat issu de ces bureaux. Le rap-

port signale aussi une faille dans la loi électorale : celle qui a permis à une organisation non liée à un candidat de dépenser en sa faveur des fonds en quantité illimitée, hors contrôle de la commission. L'équipe de l'IEM a trouvé que, hormis Boris Eltsine et Alexandre Lebed durant les dix derniers jours précédant le premier tour, aucun candidat n'avait jamais été présenté sous des couleurs positives sur aucune des trois chaînes. Entre les deux tours, le déséquilibre fut encore accentué : Boris Eltsine fut mentionné 247 fois de façon positive, Guennadi Ziouganov 240 fois de façon négative.

Sophie Shihab

## Les ouvriers de Lada ont voté Eltsine, mais redoutent l'avenir

TOGLIATTI

de notre envoyé spécial  
Tout comme Moscou, le bastion industriel de Togliatti a plébiscité Boris Eltsine au second tour de l'élection présidentielle du 3 juillet, en lui accordant 70,8 % des suffrages. Autres similitudes : Togliatti passe aussi pour la ville de Russie où le pouvoir d'achat et la criminalité sont les plus élevés après Moscou.

Pour exagérées et peu fiables qu'elles soient, ces comparaisons reflètent bien la situation de Togliatti. Cette ville industrielle située à 7 000 kilomètres au sud-est de Moscou est née à la fin des années 50, après que l'usine Stavropol sur la Volga eut été engloutie lors de la construction du gigantesque barrage hydroélectrique Léningrad. Mais le nom de Togliatti rappelle à peu de gens celui de l'ancien secrétaire général du Parti communiste italien, décédé en 1964. Togliatti est, aux yeux de tous, la ville de Lada. Le constructeur automobile Avto VAZ, qui produit les célèbres voitures, fait vivre directement ou indirectement plus de la moitié des 700 000 habitants de la ville. Parc immobilier, centres culturels, services sociaux, tout appartient à Avto VAZ, dont l'ancien président, Vladimir Kadannikov, a été appelé en décembre 1995 à Moscou pour remplacer le ministre en charge des privatisations, Anatoli Tchoubaï.

Togliatti a clairement pris parti pour l'économie de marché et pour Boris El-

sine, si l'on en juge par la propagande en faveur du président qui a précédé le second tour. Contrairement à Samara, le chef-lieu de la région, où le candidat communiste, Guennadi Ziouganov, a recueilli un nombre de voix supérieur à la moyenne nationale, l'optimisme s'affiche presque partout et le dynamisme semble réel. Mais, ligotée par le poids écrasant d'Avto VAZ, Togliatti cumule nombre des paradoxes de la transition russe vers l'économie de marché : surdimensionnement ingérable, criminalité, corruption, luxe exagéré de certains lieux, déchéance d'une majorité d'autres.

POTS-DE-VIN

A première vue, Avto VAZ a surmonté le plus dur de la crise issue de l'effondrement du communisme : sa production est encore loin d'avoir retrouvé le record de 730 000 véhicules, réalisé en 1990, mais, après être tombée à 500 000 en 1994, elle se hisse aujourd'hui à plus de 600 000. Le siège social vient d'être transféré dans un gigantesque immeuble flamant neuf, aux bureaux couverts de marbre du sol au plafond. Le trentième anniversaire de l'usine, le mois prochain, sera l'occasion du lancement officiel d'un nouveau modèle, pour l'instant connu sous le numéro 2110.

Mais toutes les conversations révèlent les graves dysfonctionnements de Lada. L'usine ne pourrait sortir que quelques prototypes du nouveau modèle, faute de

fonds disponibles, et « une alliance avec un partenaire étranger est vitale », reconnaît Alexandre Zibarev, l'un des directeurs généraux. « Chez VAZ, il y a la mafia, mais on n'a pas le choix. On voit tout de suite que les chefs ne vivent pas qu'avec leur salaire », résume pour sa part un jeune ouvrier, entré chez Lada parce qu'« il n'y a pas de place stable ailleurs ». Sous le terme vague de mafia se cachent toutes sortes d'activités criminelles, du chef de production obligé de livrer les pièces détachées reçues s'il veut être certain de rester en vie, à la trentaine de distributeurs chargés des ventes automobiles qui échantillent la direction avec leurs marges considérables, sans parler des particuliers qui achètent légalement leur véhicule, mais sont ensuite obligés de verser des pots-de-vin pour en obtenir livraison. « En théorie, il faut des autorisations signées pour tout, le modèle, la couleur, les options, mais dans la pratique tout s'achète », remarque un homme d'affaires de la région.

Lada ne paraît gérer ni sa distribution ni ses finances, deux secteurs qui ne relaient pas de sa responsabilité dans le système communiste. Parmi ces distributeurs, Logo VAZ, dirigé par M. Berezovski, a été source de nombreux scandales, après avoir réinvesti ailleurs les énormes profits réalisés dans la vente des automobiles. M. Berezovski a même figuré au conseil d'administration d'Avto VAZ, mais aujourd'hui « il n'investit pas chez nous », se contentent

d'affirmer les dirigeants. Ces derniers reconnaissent par ailleurs que les Lada, exportées puis revendues dans plusieurs pays, reviennent finalement en Russie, où elles s'acquiescent pour des prix supérieurs. « Il est moins onéreux d'aller acheter sa Giga en Finlande », remarque-t-on. Mais la stabilité affichée par Togliatti, à défaut de réelle prospérité, risque d'être mise en péril lorsque Avto VAZ - privatisée, la participation de l'Etat au capital reste floue - amorcera une véritable restructuration. Jusqu'à présent, les 110 000 employés de l'usine d'automobiles n'ont pas subi de plan de licenciement. L'entreprise s'est contentée de transférer vers une filiale la gestion des appartements de son personnel. Le temps des constructions d'habitations gratuites pour les ouvriers est bel et bien terminé. Mais pourquoi des habitants qui risquent d'être licenciés accepteraient-ils de payer des loyers dans les immeubles décrépis d'Avto VAZ, le quartier de l'usine ? Comment survivront toutes les entreprises de la ville dépendant d'Avto VAZ ? Avant son départ de Togliatti, M. Kadannikov, l'ancien président de Lada, s'est déclaré fier d'avoir achevé la construction d'une église orthodoxe au centre de ce quartier. La réalisation du bel édifice blanc paraît bien dérisoire au regard de l'ampleur des problèmes de la ville.

Françoise Lazare

Rémy Ourdan



## Deux ans après la mort de Kim Il-sung la Corée du Nord n'a toujours pas de chef suprême

Kim Jong-il n'est pas encore formellement le « numéro un » du régime

L'investiture officielle de Kim Jong-il, fils et successeur désigné de feu le maréchal Kim Il-sung dans les fonctions de chef suprême de la Corée

du Nord, se fait toujours attendre. La prolongation de cette période de « deuil » illustre les difficultés croissantes auxquelles se heurte l'un des

régimes les plus « opaques » de la planète. Affaibli par de graves inondations, il y a un an, le pays souffre de pénurie alimentaire.

Kim Jong-il, qui a pris la tête de la Corée du Nord à la mort de son père, le maréchal Kim Il-sung, le 8 juillet 1994, ne reprendra pas, à l'occasion du deuxième anniversaire de cette disparition, les titres et fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire du Parti du travail (communiste), que détenait le défunt « Grand Dirigeant ». L'agence de presse officielle de Corée du Nord vient de l'annoncer. Celui qui l'hagiographie du régime désigne comme le « cher leader » se contentera donc, sans doute pour un an encore, des seuls titres de commandant en chef des forces armées populaires et de président du comité de défense de la RPD (République populaire et démocratique de Corée), qu'il détient respectivement depuis avril 1992 et avril 1993.

### RÉSISTANCE DE L'ARMÉE ?

Le motif donné pour justifier ce nouveau retard de Pyongyang à procéder à une succession complète est que Kim Jong-il, cinquante-quatre ans, entend porter le deuil une troisième année. Cette explication est certes peu convaincante, le marxisme-léninisme laissant peu de place au sentiment dans la pratique du pouvoir. Et l'on voit mal un État, né pour mettre en œuvre la lutte des classes et vouant une haine mortelle pour son alter ego du Sud, consentir à s'affaiblir pour une histoire de famille.

Même s'il est fort malaisé de percer les secrets d'un État tenu pour un des plus « opaques » de la planète et où, de surcroît, les étrangers n'accèdent que de façon extrêmement limitée, il est tentant de lier ce nouveau « retard à l'investiture » aux difficultés qu'a connues le pays avant et après la

mort de Kim Il-sung. La thèse qui vient le plus spontanément à l'esprit pour expliquer un tel statu quo est que le « cher leader » rencontre de sérieuses résistances dans l'établissement d'un pouvoir à part entière sur le « royaume ermite », résistances qui proviendraient de l'armée, seul centre de pouvoir ayant une certaine latitude par rapport au parti, dont le secrétaire

La thèse la plus fréquemment retenue est que Kim Jong-il a les choses en main. L'explication du délai apporté à l'investiture du dauphin serait alors que celui-ci préfère attendre le déassement de la grave conjoncture, marquée non seulement par une forte diminution des indices industriels, due notamment à une crise énergétique, mais encore par une pénurie

moitié des fonds requis pour honorer une partie de l'accord nucléaire de 1994, par lequel Washington s'engageait à aider Pyongyang à changer son programme nucléaire « proliférant » pour une filière plus innocente.

A Tokyo, où l'on est favorable à une aide, pour les mêmes raisons, on soulèverait un peu plus de « conditionnalité » dans l'assistance. A Séoul enfin, où l'on est persuadé que les vivres sont détournés par l'armée, on voudrait que toute aide soit subordonnée à la reprise d'un dialogue inter-corréen, paralysé depuis la mi-1994. Au total, 500 000 tonnes de céréales ont été envoyées depuis la fin de 1995 (l'ONU estime qu'il faut 1,2 million de tonnes de plus), et l'équivalent de 15 autres millions de dollars d'assistance ont été promis.

Cette - relativement - bonne disposition des principaux acteurs sera-t-elle suffisante pour éviter un drame ? Des cinq pays survivants de l'ex-camp socialiste (avec la Chine, le Vietnam, le Laos et Cuba), la Corée du Nord est la seule à n'avoir rien cédé à l'air du temps capitaliste dans l'organisation de son économie. Elle est aussi l'un de ceux que son transgression passée, au plan international, prédispose le moins à la reddition : on l'a encore vu, le 4 avril, lorsqu'elle a déclaré ne plus se sentir tenue par l'armistice qu'elle a signé, le 23 juillet 1953, à Panmunjom, au terme de trois ans de guerre.

C'est dire que la péninsule coréenne offre une situation virtuellement explosive, certainement une des plus dangereuses d'Asie, et peut-être tout simplement du monde.

Jean-Pierre Clerc

### Un pays affaibli par une grave pénurie alimentaire

La situation en Corée du Nord s'était déjà fortement tendue avec la fin de l'aide soviétique, à la fin des années 80, et un relatif ralentissement de l'aide chinoise, qui demande désormais un paiement en devises pour ses envois tant de céréales que de pétrole. Mais une aggravation du problème a été provoquée par des inondations qui, l'été 1995, ont affecté les provinces proches de la zone démilitarisée. Plus de 40 % des récoltes, selon des indications mal vérifiées, en ont été compromises. Des centaines de milliers de Nord-Coréens, pour le moins (le pays compte 22 millions d'habitants), sont victimes de carences alimentaires. Indication de la gravité de la situation : la radio diffuse des avis sur les moyens de sélectionner les meilleures herbes sauvages et racines comestibles pour remplacer le chou, légume de base de la population.

et le politburo sont noyautés par la famille du défunt maréchal Kim Il-sung. Il existe, notamment, un groupe de « vieux généraux néo-staliniens », légitimés par la lutte perpétuelle menée contre le Sud, dont l'avis était sans doute pris en compte à Pyongyang du vivant du fondateur de la RPD, et qui doit être bien plus encore aujourd'hui. Pourtant, peu d'observateurs de la Corée du Nord ont des preuves convaincantes qu'une lutte acharnée pour le pouvoir y est en cours, et que la position du « cher leader » y serait menacée. On se doute que les coulisses d'un tel régime ne sont pas un lit de roses, mais les oppositions, s'il en est, s'y jouent de façon feutrée.

alimentaire dans laquelle certains observateurs voient une « disette » et d'autres une « famine ».

### ÉVITER UN DRAME

La communauté internationale, surtout représentée par les États-Unis, mais aussi par le Japon et la Corée du Sud, a réagi de façon erratique. Persuadée que l'urgence est d'éviter une implosion - susceptible de déboucher sur une action militaire - du dernier régime stalinien au monde, Washington a jugé qu'il fallait apporter sans trop barguigner une aide à Pyongyang. Le président Clinton ne fait pourtant pas ce qu'il veut : la majorité républicaine du Congrès ne vient-elle pas d'obtenir la diminution, de

## L'Indonésie dans l'attente d'informations sur la santé du président Suharto

BANGKOK  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Le président Suharto, qui a fêté ses soixante-cinq ans le 8 juin, a dû renoncer à une visite de travail en Malaisie, la semaine prochaine, pour se rendre en Allemagne, dimanche 7 juillet, afin d'y subir un contrôle médical. Lors d'un contrôle de routine effectué le 29 juin, ses médecins auraient décelé une légère faiblesse cardiaque, qui ne nécessiterait pas une intervention chirurgicale, ainsi qu'un mauvais fonctionnement des reins, qui n'est pas nouveau.

Jusqu'à preuve du contraire, Suharto bénéficie toujours d'une relative bonne santé pour un homme de son âge et ses médecins souhaitent seulement l'avis de

confrères allemands disposant d'équipements plus modernes. Mais l'annonce de ce deuxième contrôle a provoqué un fléchissement à la Bourse de Djakarta et intervient au moment où la situation en Indonésie est plus incertaine que par le passé.

Au pouvoir depuis mars 1966, Suharto passe pour être candidat, en 1998, à un septième mandat présidentiel. Il vient de perdre son épouse, qui était sa principale confidente, et l'Indonésie traverse une crise politique avec la lutte pour le contrôle du Parti démocratique indonésien (PDI), l'une des trois formations politiques autorisées.

La crise au sein de ce parti ne semble pas s'être résolue avec le limogeage, le 21 juin, de Megawati

Sukarnoputri, fille de feu Sukarno, par une faction parrainée par le régime. Plusieurs manifestations, dont l'une a débouché, le 20 juin, sur des affrontements inhabituels avec les forces de l'ordre, ont souligné la popularité de Megawati.

### MISE EN GARDE

Depuis, la situation semble s'être durcie. Le gouvernement a annoncé, le 3 juillet, que seule la nouvelle direction du PDI serait autorisée à présenter des candidats aux élections générales de 1997. Plusieurs mouvements ont pris le parti de Megawati. Le 5 juillet, Abdurrahman Wahid, qui dirige le Nahdlatul Ulama, une association musulmane de trente millions de membres, a mis en garde les autorités contre le risque

de voir la violence gagner la scène politique.

Sous le long règne de Suharto, l'Indonésie a réussi son décollage économique mais la vie politique n'en demeure pas moins fort réglemenée. Et Suharto a encore indiqué, en juin, qu'il n'est pas question de changement. La place occupée par le chef de l'Etat à la tête d'un système fortement centralisé et les inconnues concernant l'organisation de son éventuelle succession expliquent également la nervosité manifestée par les principaux acteurs économiques à l'annonce de la modification du programme présidentiel, même s'il ne s'agit que d'un simple contrôle médical.

Jean-Claude Pomonti

## La délicate reconversion d'une armée sud-africaine en noir et blanc

JOHANNESBURG

de notre correspondant  
« Une nouvelle armée pour un nouveau défi », ce slogan, affiché dans les casernes sud-africaines, souligne le changement en cours. Au service du régime de l'apartheid pendant des décennies, l'armée se trouve désormais aux ordres d'un gouvernement dominé par le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela. Bon gré mal gré, elle se fait violence en incorporant dans ses rangs ses anciens ennemis, les soldats des branches armées des mouvements anti-apartheid. Le processus d'intégration, commencé au lendemain de l'accession au pouvoir de l'ANC en avril 1994, arrive aujourd'hui au terme de sa première phase.

Après avoir été sélectionnés et entraînés, la plupart des anciens du MK et de l'APLA, les groupes armés de l'ANC et du Congrès panafricain (PAC), sont maintenant en poste dans des unités. C'est là que commencent les difficultés.

Les ex-guérilleros se heurtent à une institution encore marquée par les hommes et les comportements de l'ancien régime. L'armée sud-africaine reste encadrée par des « anciens », blancs pour la plupart, qui constituent désormais moins de 40 % de l'effectif total, mais encore plus de 80 % des officiers. Ils ne s'opposent pas ouvertement au changement, mais un nombre croissant d'entre eux préfèrent quitter l'armée et ceux qui restent font preuve d'une résistance passive, dénoncée à

plusieurs reprises par le ministre de la défense, Joe Modise, qui fut à la tête des combattants de l'ANC.

« On a beau parler d'une nouvelle armée, moi je ne vois pas beaucoup de changement », affirme un ancien membre de l'APLA, affecté au 21<sup>e</sup> bataillon d'infanterie des forces territoriales de la région de Johannesburg. Comme lui, beaucoup des nouvelles recrues se plaignent de l'attitude hostile, voire raciste, de certains instructeurs ou officiers blancs, mais les frictions portent davantage sur les disparités de carrières ou de soldes que sur des états d'âme raciaux ou politiques.

### UNE NOUVELLE CULTURE MILITAIRE

« Les soldats s'inquiètent de leur situation présente et de leur avenir, les différends portent rarement sur le passé », explique le major général Mortimer, vice-président du comité d'intégration au sein de l'armée. La différence de salaire pour un même rang entre un ex-membre du MK ou de l'APLA et un « ancien » provoque un important mécontentement. Les tensions entre les deux groupes sont également attisées par la compétition pour les promotions, chacun s'estimant défavorisé par rapport à l'autre. La différence de statut contribue aussi au malaise. Les « anciens » sont considérés comme des membres permanents tandis que la plupart des anciens rebelles ne bénéficient que d'un contrat de deux ans.

Au ministère de la défense, on reconnaît

que le plus dur reste à faire. « L'intégration doit aller au-delà de la simple absorption dans l'ancienne armée, elle doit déboucher sur une véritable transformation », a récemment affirmé Ronnie Kasrils, ministre adjoint de la défense, ancien dirigeant des services secrets du MK. Aussi le ministère, qui a récemment demandé à un cabinet d'audit de contribuer au processus de réorganisation, a-t-il lancé - comme le gouvernement l'a fait dans les autres administrations - un programme d'affirmative action, destiné à éliminer les inégalités du passé et à favoriser l'emploi des Noirs. Il a également mis en place un groupe d'experts chargés de favoriser une « nouvelle culture militaire » et d'inculquer les « nouveaux principes de démocratie ».

Reste à appliquer ces principes sur le terrain, préalable au deuxième chantier auquel l'armée doit s'attaquer, celui de la « rationalisation ». Après avoir intégré 18 000 anciens membres du MK ou de l'APLA et environ 10 000 soldats des ex-bantoustans - ces territoires formellement autonomes ou indépendants sous l'apartheid -, l'armée compte environ 135 000 personnes (militaires et civils). Le ministère de la défense, dont le budget est en baisse constante depuis plusieurs années, s'est fixé comme objectif de ramener les effectifs à 90 000 d'ici à 1999. Cette compression de personnel ne peut qu'accroître inquiétudes et mécontentements.

Frédéric Chambon

## Le gouvernement ukrainien présente sa démission

KIEV. Comme prévu à la suite de l'adoption, le 28 juin, de la nouvelle Constitution du pays, la première de son histoire post-communiste, le gouvernement ukrainien a présenté sa démission, vendredi 5 juillet, au président Leonid Kouchma. Renforçant le pouvoir exécutif et adoptant le principe de la propriété privée, y compris sur la terre, cette Constitution avait été adoptée, le 28 juin, en troisième lecture par un Parlement qui avait longuement réchigné à le faire. Il avait fallu que le président menace d'organiser un référendum pour que les communistes et les socialistes, qui disposent d'une minorité de blocage sur les questions constitutionnelles, cèdent finalement sur la question de la terre et des emblèmes du pays, drapeau et hymne national. Les prochaines élections législatives auront lieu en mars 1998. Le président, élu en juillet 1994 et devenu le garant de la Constitution et de la souveraineté de l'Etat, remettra son mandat en jeu en octobre 1999. - (Corresp.)

## La campagne présidentielle en Equateur entachée d'insultes

QUITO. Deux avocats, Jaime Nebot (droite) et Abdala Bucaram (populiste) se disputent, dimanche 7 juillet, au deuxième tour de l'élection présidentielle, la succession du président Sixto Duran Ballén, à l'issue d'une campagne électorale marquée par des insultes réciproques. En plus de leur agressivité commune allant jusqu'à se traiter mutuellement « d'assassin », les deux candidats, tous deux de Guayaquil, deuxième ville du pays, ont à peu près le même programme : faire de l'Equateur le « meilleur pays du monde ». Le dernier sondage autorisé les donne à égalité à 39 % d'intentions de vote. Jaime Nebot, du parti social-chrétien (PSC) de droite, en est à sa deuxième candidature et promet de « s'attaquer à toutes les formes de corruption ». L'avocat Abdala Bucaram, du parti Roldosiste équatorien (PRE, populiste), qui en est à sa troisième candidature, se décrit lui-même : « J'ai bon caractère parce que j'aime les gens ». Lui aussi veut s'attaquer à la corruption. - (AFP)

### EUROPE

■ TURQUIE : un mouvement de grèves de la fabrique tournaise, suivi depuis 45 jours par 9 500 détenus d'extrême-gauche et kurdes s'est durci ces derniers jours. Ils demandent l'amélioration de leurs conditions de détention (davantage de soins médicaux notamment) ainsi que la fermeture de la prison de haute sécurité d'Es-kisehir, laquelle, fermée en 1992, a été remise en service par M. Agaz, élu du parti de la Justice (DYP) de Tansu Ciller, actuellement ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de M. Erbakan. - (AFP)

### AFRIQUE

■ LIBYE : le juge anti-terrorisme Jean-Louis Brugnière, en charge du dossier de l'attentat en 1989 contre un DC 10 d'UTA ayant fait 170 morts, est arrivé vendredi soir 5 juillet à Tripoli, a annoncé l'agence officielle libyenne JANA. Le magistrat doit rencontrer « ses homologues libyens dans le cadre de la coopération entre les justes des deux pays, pour faire la lumière sur l'affaire de l'avion d'UTA français », a indiqué JANA. - (AFP)

■ ALGERIE : un concert de musique raï, organisé à l'occasion de la fête de l'indépendance, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de jeunes, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 juillet, à Algier. Parmi les vedettes de cette grande manifestation publique, exceptionnelle dans la situation où se trouve l'Algérie, figuraient l'Oranaise Chaba Zahouania et le chanteur El Hindil. - (AFP)

### ASIE

■ Le Kazakhstan et la Chine ont mis en garde, vendredi 5 juillet, les mouvements ouïghours (peuple musulman de Chine et d'Asie centrale) contre toute tentative de sécession, dans une déclaration commune, signée à Alma-Ata par les présidents Noursoultan Nazarbaev et Jiang Zemin. Au Xinjiang, province chinoise frontalière du Kazakhstan, des groupes séparatistes ouïghours, certains ayant pris les armes, réclament la création d'un « Ouïghouristan » indépendant de Pékin. - (AFP)

■ INDE : des inondations dans l'Etat d'Assam ont fait onze nouvelles victimes, portant à quelque 520 morts le bilan de plus d'un mois d'intempéries en Inde, a-t-on indiqué samedi 6 juillet. Des hélicoptères de l'armée ont été mis en alerte pour participer à l'évacuation des dizaines de milliers de personnes déplacées en raison des crues de plusieurs rivières dans cette région de l'extrême nord-est du pays. - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ MEXIQUE : Microsoft-Mexique vient de présenter par voie de presse des excuses publiques pour les « erreurs graves » figurant dans son dictionnaire en langue espagnole, où l'usage de synonymes « offensants » avait été dénoncé pour leur caractère raciste. « Un nouveau dictionnaire sera prochainement mis à la disposition du public, gratuitement, sur le réseau Internet », a expliqué le plus grand concepteur mondial de logiciels. L'usage de synonymes tels que « vulgaire » pour paysan, « sauvage » pour indigène, « jaune » pour oriental et « blanc et éduqué » pour occidental, avait été révélé cette semaine par le quotidien de Mexico, La Jornada, provoquant une vague de critiques. - (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ESPAGNE : le conseil des ministres a adopté, vendredi 5 juillet un plan de lutte contre la fraude fiscale, qui renforcera le contrôle du paiement de la TVA, a annoncé le vice-président du gouvernement et ministre des finances, Rodrigo Rato. Le plan prévoit également des mesures destinées à lutter contre les entreprises fictives, la contrebande et la fraude à la Sécurité sociale. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : le plan du chancelier Helmut Kohl pour économiser 50 milliards de marks (170 milliards de francs) dans les finances publiques en 1997 s'est heurté, vendredi 5 juillet, à la résistance des Etats régionaux, qui ont critiqué son volet fiscal et refusé d'adopter un plan commun d'économies. - (AFP)

## Plus de 20 millions de Chinois sont touchés par les inondations

PÉKIN. Plus de 20 millions de personnes ont été affectées par les plus graves inondations survenues en un demi-siècle dans le sud et l'est de la Chine. Le nombre de 300 morts a été dépassé, selon un dernier bilan établi samedi 6 juillet. Ces inondations, dues à des pluies torrentielles, tombées au début de la semaine, ont détruit près de 211 000 maisons, faisant des centaines de sans-abri, selon le quotidien China Daily. Plus de 1,6 million d'hectares de cultures ont été dévastés, ce qui laisse 1,3 million de personnes sans ressource. Les dégâts sont estimés à 1,2 milliard de dollars. L'armée a dépêché 400 000 soldats dans les provinces touchées pour aider à l'évacuation de 450 000 personnes. - (AFP)



مكتبة النهر

gouvernement ukrainien  
bente sa démission

Campagne présidentielle  
Equateur entachée d'insultes

# FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1996

5

**SNCF** Le maintien en détention de Loïc Le Floch-Prigent, décidé vendredi 5 juin par Jean Beyer, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a re-

jeté la procédure de «référé-liberté» engagée vendredi matin par son avocat, contraindrait le gouvernement à s'interroger sur le maintien du PDG de la SNCF à son poste.

● LES PERSONNELS DE LA SNCF souhaitent avant tout que la politique engagée par M. Le Floch-Prigent ne soit pas abandonnée. ● EN AFFIRMANT, jeudi sur TF 1, que seule une

condamnation (et non une mise en examen), peut justifier la démission d'un ministre ou d'un haut responsable, Alain Juppé revient sur une jurisprudence de fait établie par

Pierre Bérégovoy et confirmée par Edouard Balladur. Jacques Chirac, bien que personnellement opposé à cette jurisprudence, s'y était rallié dès son élection.

## Le gouvernement n'exclut pas de devoir remplacer M. Le Floch-Prigent

Le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté vendredi le «référé-liberté» introduit par l'avocat du président de la SNCF. La chambre d'accusation se prononcera dans les prochaines semaines sur la procédure ordinaire de demande de mise en liberté

**LOÏC LE FLOCH-PRIGENT**, PDG de la SNCF, restera en prison. Son incarcération a été confirmée vendredi 5 juillet par Jean Beyer, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, à l'issue de la procédure de «référé-liberté». M. Olivier Metzner, avocat de M. Le Floch-Prigent, avait saisi le président de la chambre d'accusation vendredi matin par cette procédure d'urgence qui impose au magistrat de se prononcer dans un délai de trois jours ouvrables au vu du dossier et des arguments écrits de la défense.

La chambre d'accusation doit désormais se prononcer en collégialité, dans un délai de vingt jours, à l'issue d'une audience de plaidoirie, sur le fond du recours formé par M. Le Floch-Prigent contre son placement en détention.

M. Le Floch-Prigent a été mis en examen jeudi soir par le juge d'instruction Eva Joly pour «abus de confiance et recel, abus de biens sociaux et recel, présentation de faux bilan et diffusion de fausses informations». Il est poursuivi au titre de ses anciennes fonctions de président directeur général du groupe pétrolier Elf Aquitaine et d'administrateur du groupe textile Bidermann. Le substitut du parquet, François Franchi, avait requis jeudi



soir, au terme de l'article 144 du nouveau code de procédure pénale, sa mise en détention soulignant les «risques de pressions et de concertations entre les protagonistes du dossier» et le «trouble à l'ordre public». Le juge d'instruction Eva Joly avait elle aussi évoqué «les pressions sur les témoins»

et «les risques de dépréssion des preuves».

**HAUTE VOLTIGE**

Loïc Le Floch-Prigent peut-il être maintenu à la tête de l'entreprise ? Vendredi 5 juillet, à l'Elysée comme à l'Hôtel Matignon, on indiquait qu'en vertu des déclarations

faites par le premier ministre le 3 juillet sur TF 1, le remplacement de M. Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF n'était pas envisagé pour l'instant. L'entourage du premier ministre a rappelé, au cours de cette journée, que les statuts de la SNCF prévoient le cas d'empêchement de son président et qu'ils sont appliqués jusqu'à nouvel ordre. A la SNCF, on semblait également accréder l'idée qu'il était possible de s'installer dans le provisoire. La direction a notamment souligné, vendredi 5 juillet, que Loïc Le Floch-Prigent n'avait prévu aucune négociation avant septembre avec les organisations syndicales pour élaborer le projet industriel, un des socles de la réforme.

Toutefois, l'Elysée ajoutait que la situation serait appréciée en fonction de la situation de l'entreprise et de la durée de la détention de M. Le Floch-Prigent. Si le président de la SNCF recouvre sa liberté à court terme, ses fonctions lui seront conservées. Si la détention est appelée, au contraire, à se prolonger pendant plusieurs mois, le gouvernement devra alors en tirer les conséquences. La décision rapide de la chambre d'accusation, qui accréderait cette dernière hypothèse, pourrait accélérer la ré-

flexion gouvernementale. Au sein de l'entreprise, le maintien de Loïc Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF risque de relever de plus en plus de la haute voltige. Le gouvernement a fait savoir, vendredi 5 juillet, que selon les statuts, Loïc Le Floch-Prigent sera remplacé par Christian Brossier, administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la SNCF, si le PDG de l'entreprise publique est toujours en détention lors du prochain conseil prévu le 10 juillet. M. Brossier, président de la section des affaires économiques au conseil général des Ponts et Chaussées, dispose en effet d'une délégation permanente pour suppléer au PDG de la SNCF en cas d'empêchement.

**SITUATION SINGULIÈRE**

Mais l'ordre du jour du conseil d'administration de mercredi va rendre la situation singulière : la lettre que Loïc Le Floch-Prigent a préparé en réponse au courrier d'Alain Juppé, qui précise les grandes lignes du plan de sauvetage de la SNCF, doit y être discutée. Ce sera au représentant de l'Etat de prendre des engagements auprès de l'Etat sur le redressement de l'entreprise ferroviaire.

Sur le plan politique, même si les

### La tour Elf affiche son indifférence

«Avec les quatraines ou les «avions reniflants», on en a vu d'autres. Même si c'est la première fois que nous avons un ancien président en prison, le groupe s'en remettra. Nous avons le temps pour nous», affirme placidement un salarié d'Elf, vendredi 5 juillet, en évoquant l'incarcération de Loïc Le Floch-Prigent. Au siège de la compagnie pétrolière, l'arrestation de l'ancien patron n'a pas suscité d'effervescence dans les couloirs et les bureaux, car les gaffes ne visent pas véritablement le groupe. De plus, à l'époque, personne ne connaissait les liens notés avec Bidermann.

«Les gens sont un peu surpris. Ils ne s'attendaient pas à le voir en prison, souligne un salarié. Ils en parlent mais considèrent que ce dossier ne les concerne pas.»

Néanmoins, depuis plusieurs mois, les différents rebondissements sont suivis avec intérêt au travers des médias. «Je sais quand il y a un article sur le sujet dans les journaux à l'effluence autour de la photocopieuse», raconte un autre. Vendredi, ce fut le cas.

Si l'ère Le Floch-Prigent est ter-

minée depuis trois ans, le souvenir laissé par l'ancien président est celui d'un véritable industriel, certes mégalomane, mais qui savait dynamiser le groupe. Les personnes interrogées font cependant la différence entre le patron et ce qu'elles considéraient. «Comme ses affaires personnelles». A l'époque, d'ailleurs, les responsables du dossier Bidermann ne faisaient pas partie de l'entreprise, s'empressant de préciser un habitué de la tour Elf. «Ils n'étaient même pas dans nos locaux et tout le monde ignorait leur existence.»

Même si elle commence à dater, cette affaire «fait du tort à l'image de l'entreprise», s'exaspère un cadre, en espérant que l'abcès sera percé le plus vite possible. Un autre s'interroge sur les dessous politiques. Il évoque un règlement de comptes au sein du RPR, sur fond d'Afrique, entre balladurien - qui ont débarqué Le Floch-Prigent pour y mettre Philippe Jaffré en 1993 - et chiraquiens - qui lui ont maintenu leur confiance en lui confiant la SNCF.

Dominique Gallois

### «Référé-liberté» et détention provisoire

● La procédure dite de «référé-liberté» est née le 24 août 1993 d'une proposition de loi déposée par le sénateur de la Seine-et-Marne Jacques Larché (Rég. et Ind.). Elle permet de contester en urgence le placement en détention décidé par le juge d'instruction. Dans un délai de vingt-quatre heures, le prévenu doit demander au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de suspendre l'exécution du mandat de dépôt. Le magistrat doit se prononcer, seul, dans un délai de trois jours ouvrables. En marge de cette procédure d'urgence, la défense peut également faire appel sur le fond du dossier, devant la chambre d'accusation. Celle-ci doit alors se prononcer en collégialité, dans un délai de vingt jours, à l'issue d'une audience et décider si, oui ou non, la détention est nécessaire.

● L'article 144 du nouveau code de procédure pénale précise les conditions de la détention provisoire. Celle-ci peut être ordonnée lorsqu'elle est «l'unique

moyen de conserver les preuves ou les indices matériels ou d'empêcher soit une pression sur les témoins ou les victimes, soit une concertation frauduleuse entre personnes mises en examen» et «complices ; lorsqu'elle est nécessaire pour protéger la personne concernée, pour mettre fin à l'infraction ou prévenir son renouvellement, pour garantir le maintien de la justice ou pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction». Elle peut aussi être ordonnée, lorsque la personne mise en examen «se soustrait volontairement aux obligations du contrôle judiciaire». La détention provisoire concerne les personnes encourrant une peine de deux ans minimum, ou d'un an pour les flagrants délits. Si la peine encourue est inférieure à cinq ans, la détention provisoire ne peut excéder six mois. Dans le cas contraire, elle peut aller jusqu'à un an pour être ensuite prolongée tous les quatre mois, au terme d'un débat contradictoire.

### Les cheminots veulent le maintien de la politique engagée

«Le téléphone n'arrête pas de sonner aujourd'hui. Les gens s'appellent, échanger leurs commentaires, vent aux informations. Il y a un immense besoin de parler, de s'exprimer, de commenter», constate vendredi 5 juillet un cadre de la SNCF. Un cadre supérieur juge que l'ambiance relève «à la fois de la ténacité, de la rigolade ou du catastrophisme», selon les personnes.

«Cette entreprise est tellement nombriliste que les cadres s'intéressaient peu au passé de Le Floch-Prigent. Tout comme la CGT, les dirigeants estimaient que ce qu'il avait fait avant d'arriver à la SNCF ne les regardait pas», témoigne un cadre pour qui chacun était persuadé qu'un accord avait été conclu entre l'Elysée et Loïc Le Floch-Prigent pour éviter à celui-ci d'être emporté par les affaires.

Dès vendredi matin, certains démons se sont réveillés. Au sommet, la lutte des places aurait retrouvé ses droits entre les protégés du président et les autres. «De même, des tensions risquent de réapparaître très rapidement entre les deux directeurs généraux délégués. Comme l'un est chargé de la clientèle et l'autre de la technique, les différends entre eux sont fréquents. Mais Le Floch était là pour arbitrer et nul ne sait ce qui va se passer maintenant», estime un dirigeant.

«ON VA ENCORE PERDRE SIX MOIS»

Sur le terrain, «les salariés étaient satisfaits de voir que quelqu'un prenait en main énergiquement la conduite de l'entreprise», explique un chef d'établissement de la région parisienne. «Quelques semaines après son arrivée, Loïc Le Floch-Prigent avait engagé la réconciliation sociale, le plan de sauvetage et surtout l'évolution des modes de fonctionnement de l'entreprise dont l'effet est déjà sensible, ajoute-t-il. Aujourd'hui on a envie de continuer. Quelle que soit la personne qui lui succédera, il faut que la politique engagée soit poursuivie.»

«Malheureusement, on va encore perdre six mois pour qu'une nouvelle équipe prenne ses

marques. Or on a pas six mois devant nous», explique un autre cadre.

Les clients ne partagent pas encore l'enthousiasme des cheminots. Sur les cinq premiers mois de l'année, le trafic grandes lignes et régional n'a progressé que de 0,2 %, le trafic en banlieue parisienne a reculé de 5 % et le fret a baissé de 4 %.

D'où un sentiment d'inachevé : «Le projet industriel n'est pas bouclé et les organisations syndicales, qui ont haussé le ton lors du dernier comité central d'entreprise, ont l'impression que les promesses n'ont pas encore été concrétisées», explique le directeur des ressources humaines de l'une des vingt-trois directions régionales. Il ajoute : «Quelque chose s'était pourtant indiscutablement passé : sur ma région, sensible socialement, le nombre de jours de grève a été divisé par six au premier semestre 1996, par rapport à la même période de l'an dernier.»

C. J. et R. L.

### Alain Juppé ébrèche la «jurisprudence Bérégovoy-Balladur»

**LA «JURISPRUDENCE BÉRÉGOVOY»** sur la démission de tout membre du gouvernement mis en examen - une règle reprise par Edouard Balladur et confirmée par Jacques Chirac - a-t-elle vécu ? Les propos tenus par Alain Juppé, le jeudi 5 juillet, sur TF 1, conduisent à le penser, d'autant plus que l'Hôtel Matignon ne dément pas une telle interprétation.

Interrogé sur la nécessité ou non pour le président de la SNCF de donner sa démission dans l'hypothèse d'une mise en examen - Loïc Le Floch-Prigent se l'est vu notifiée et a été placé en détention le lendemain - le premier ministre avait répondu : «Pour être cohérent avec moi-même, je considère que tant que quelqu'un n'a pas été condamné selon les procédures normales, par un tribunal ou par une cour de justice, il est présumé innocent. [...] Je ne ferai pas le travail des juges.» Si la réponse visait au premier chef le président de la SNCF, par extension - et «pour être cohérent» -, elle devrait s'appliquer aux ministres et aux élus, parlementaires ou maires.

Même si le chef du gouvernement ne souhaite pas ériger un nouveau principe qui s'oppose à la «jurisprudence» en la matière, M. Juppé rompt néanmoins avec une pratique qui semblait admise par l'opinion. Si on écarte le gaulliste de gauche Philippe Dechartre, secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, invité en 1972 à se démettre de ses fonctions pour

«défendre son honneur» alors qu'il était mis en cause dans une affaire immobilière, le premier à avoir appliqué ce principe avait été Bernard Tapie sous la pression de Pierre Bérégovoy.

Ministre de la ville depuis moins de deux mois, M. Tapie s'était démis de cette fonction le 23 mai 1992, quatre jours avant son inculpation - cette procédure n'avait pas encore été remplacée par la mise en examen - pour abus de biens sociaux et recel dans une affaire d'ordre privé l'opposant à Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine. Ayant bénéficié d'un non-lieu le 18 décembre de la même année, M. Tapie avait réintégré le gouvernement à Noël.

Un mois après M. Tapie, c'était d'abandonner volontairement son mandat de député du Var et sa fonction de maire de Fréjus. Il venait d'être inculpé d'ingérence, trafic d'influence et corruption, le 29 juin 1992, dans l'affaire de Port-Fréjus. Ses amis du Parti républi-

cain saluaient alors son «courage» et sa «détermination», ceux du Parti radical, sa «dignité». Il «donne un exemple de civisme au monde politique», disait Jacques Millon ; il «manifeste un sens de l'honneur et un souci de transparence qui méritent l'estime», ajoutait Jacques Barrot ; l'attitude de M. Léotard était jugée «digne et courageuse» par M. Juppé. Deux ans plus tard, une ordonnance de non-lieu était rendue en faveur de M. Léotard.

**LE «PRÉCÉDENT ROUSSIN»**

Arrivé à Matignon en 1993, Edouard Balladur faisait sienne la règle de la démission de tout ministre mis en examen ou sur le point de l'être. Cette règle a été appliquée trois fois en 1994 : en juillet pour Alain Carignon (communication), dont la condamnation à une peine de prison fait aujourd'hui l'objet d'un appel ; en octobre pour Gérard Longuet (industrie), qui peut espérer aujourd'hui un non-lieu ; en

novembre pour Michel Roussin (coopération), inculpé dans l'affaire de fausses factures des sociétés d'IBM de la région parisienne.

A l'époque, Jacques Chirac, président du RPR, ne partageait pas le point de vue du premier ministre Edouard Balladur sur cette question. M. Chirac se déclarait, en privé, en complet désaccord, au nom de la présomption d'innocence, avec le principe retenu par M. Balladur. Cependant, bien que n'ayant pas reçu l'aval du candidat Chirac, la règle Bérégovoy-Balladur avait ensuite été admise par le même M. Chirac, devenu président de la République et par son premier ministre, M. Juppé.

Les proches du chef du gouvernement expliquent le revirement d'aujourd'hui par le «précédent Roussin» : mis en examen et contraint à la démission, l'ancien ministre de la coopération, chiraquien devenu balladurien, a finalement été blanchi par un non-lieu. Voilà un homme, disent les chiraquiens, qui, en vertu de la règle Bérégovoy-Balladur, a vu sa carrière brisée.

L'exemple choisi n'est pas tout à fait innocent : les ennus subis par l'ancien collaborateur de M. Chirac renvoient directement aux déboires du maire de Paris, Jean Tiberi... L'histoire judiciaire de M. Roussin, laisse-t-on entendre, prouve que l'acharnement contre M. Tiberi est injustifié. La boucle est ainsi bouclée.

Olivier Biffaud

### «Tout ministre mis en examen devra démissionner»

Rendant compte des décisions de la première réunion du conseil des ministres sous la présidence de Jacques Chirac, le 20 mai 1995, et citant largement les propos du nouveau président de la République qui souhaitait une plus grande simplicité du pouvoir, François Barrot, porte-parole du gouvernement, avait déclaré : «Dans le même esprit de rigueur et d'exemplarité, tout membre du gouvernement mis en examen devra démissionner immédiatement.» Aucun membre du gouvernement d'Alain Juppé n'a été contraint à la démission en vertu de cette règle, tacitement abandonnée par le premier ministre, avec ses propos du 3 juillet sur la présomption d'innocence.



## « Le temps se gâte », sitcom pour un début d'été pluvieux

**LUNDI :** Jean, Jacques et Jean-Louis. Résumé des épisodes précédents. Depuis quelques semaines, Jean a des ennuis avec la justice. Il est plutôt gentil, Jean. Le genre bon père de famille soucieux



d'assurer un toit à sa progéniture. Ce week-end, juste entre la préparation des valises de vacances et la finale du championnat d'Europe des nations de football, on a appris que le procureur de la République de Paris, Gabriel Bestard, saisi du dossier de l'appartement HLM attribué à Dominique Tibéri, a jugé que l'affection paternelle n'était pas un délit. Dossier classé.

Jean, on le sait déjà, a tout plein d'amis bien placés, qu'il connaît de longue date puisqu'ils fréquentent les mêmes couloirs de l'Hôtel de Ville de Paris que lui. Jacques, par exemple, est devenu garde des sceaux. Sympa, Jacques. Il vient d'avoir cinquante-cinq ans et, comme un autre l'avait dit avant et mieux que lui, « ce n'est pas maintenant qu'il va commencer une carrière de tyran ou d'oppressur ». Jacques ne voit pas pourquoi on ne le croirait pas lorsqu'il dit qu'il n'a « aucune part » dans les décisions prises par le parquet sur les affaires parisiennes.

Jean-Louis, lui, est ministre de l'Intérieur. Il estime que le directeur de la police judiciaire, Olivier Foll, a bien fait de donner l'ordre à ses policiers de refuser

d'assister le juge Halphen lors de sa perquisition au domicile de Jean, car, explique-t-il, « il en allait de la crédibilité de la police et de la dignité des fonctionnaires ». Avant, Jean-Louis était magistrat. Aujourd'hui, il est premier fil de France. Ça change l'angle de vue, forcément.

**MARDI :** Xavière et Xavier. Elle, c'est lui, et lui, c'est elle. « Voir Xavière, c'est un peu me voir », aurait coutume d'affirmer Jean. Sous son allure stricte - chignon relevé sur la nuque et tailleur sombre -, Xavière cache une âme de minette. Dans cet épisode, on apprend qu'elle confie à son journal intime les déboires judiciaires de son mari et qu'elle reproche à « Ch. » et « J. » d'avoir abandonné Jean.

On découvre également, ce jour-là, que Xavière, réputée pour le labour consciencieux du terrain électoral de son époux, trouve, en plus, le temps de rédiger un mémoire d'une vingtaine de pages sur les « Processus à développer dans le domaine économique, industriel et commercial entre les pays membres de la communauté francophone mondiale, au titre des opérations de coopération décentralisée des collectivités locales », cela au profit du conseil général de l'Essonne, présidé par une relation de Jean, Xavier Dugoin (RPR).

Xavier a d'ailleurs beaucoup de points communs avec Jean. Il est généreux avec ses amis - il aurait rémunéré le travail de Xavière 200 000 francs - et il a pris soin

de mettre sa famille à l'abri du besoin en versant à son épouse, pendant trois ans, sur les deniers du département, un salaire mensuel de 23 000 francs. Comme Jean, Xavier a des ennuis avec la justice. Jean a décidé de ne pas se laisser abattre. Il confère de presse et dépose plainte pour violation du secret de l'instruction.

**MERCREDI :** Alain. Il y a un an, Alain avait lui aussi défrayé la chronique « famille et logement » de la Ville de Paris. Depuis, il a emménagé à l'Hôtel Matignon ; c'est moins confortable, mais c'est irréprochable. Alain était adjoint aux finances de l'Hôtel de Ville, quand Jean était premier adjoint. Ce mercredi soir, Alain parle aux Français télé-spectateurs : « Je ne suis pas venu pour dire que tout va bien, je suis venu pour dire que ce n'est pas vrai que tout va mal ».

Il est aussi venu dire qu'en matière de justice, en revanche, rien ne va plus. Alain n'a « aucun commentaire » à faire sur les procédures judiciaires en cours, puisque, explique-t-il, il n'est « pas juge ». Comme premier ministre, il « juge » toutefois que tout ce déballage public est « une perversion de la justice » et il annonce son intention de saisir le gouvernement et le Parlement de la question du respect du secret de l'instruction.

Travelling : on distingue, dans le brouhaha des réactions politiques, les vrais et les faux amis de Jean. Parmi les premiers, il y a Roger. Lui aussi, il est ministre, chargé des relations avec le Parlement ;

lui aussi, il est élu de la Ville de Paris. Au pot amical de fin de session parlementaire offert à la presse, dans les salons du ministère, en compagnie des collaborateurs de Roger, on notait l'absence de son chef de cabinet. Il se prénomme Dominique, c'est le fils de Jean et Xavière.

**JEUDI :** M<sup>me</sup> Anzani et Joly. Ces deux-là apparaissent rarement à l'image, mais, depuis plusieurs années, on tremble à la seule évocation de leurs noms. Le décor est celui d'un palais de justice. Toutes deux sont magistrats. En sa qualité de présidente, Martine Anzani a saisi la chambre d'accusation de Paris du refus d'assistance des policiers au juge Eric Halphen, lors de la perquisition au domicile de Jean. Quant à Eva Joly, que l'on avait croisée précédemment dans le feuilleton Bernard Tapie, elle a décidé de mettre en examen et d'incarcérer, pour abus de biens sociaux et recel, Loïc Le Floch-Prigent, actuel président de la SNCF, en sa qualité d'ancien PDG d'Elf Aquitaine. Loïc aussi a eu beaucoup d'amis, mais c'est déjà une vieille histoire. L'un d'eux s'appelait François Mitterrand.

Pendant ce temps, que fait Jean ? Il lit attentivement un sondage publié dans *Le Parisien* ce jeudi matin, selon lequel 56 % des Parisiens ne font pas ou peu confiance au maire de Paris. Jean a toutefois repéré que 67 % des électeurs qui ont voté pour une liste RPR-UDF aux municipales de 1995 sont toujours prêts

à lui accorder leur confiance. Aussitôt, Jean communique pour se féliciter de ce résultat qui témoigne, selon lui, « de la reconnaissance du travail conduit depuis un an ». « Ce travail sera poursuivi au-delà des péripéties du moment dans la recherche de l'amélioration de la qualité de vie des Parisiens et des Parisiennes », écrit-il. Pour montrer sa détermination, Jean va inaugurer une fontaine, réputée pour son eau claire et pure. Ça tombe bien, la fontaine se trouve dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, un de ces coins où Jean a plus de chances de rencontrer ses électeurs de la majorité qui ont gardé le foi.

**VENDREDI :** Jacques, Alain, et nous, et nous, et nous. Le « baromètre » mensuel de la Sofres pour *Le Figaro Magazine* enregistre une forte baisse des cotes de popularité de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, qui perdent respectivement 5 et 4 points. Avec 42 % d'opinions positives, le président de la République plonge de nouveau nettement dans le rouge.

C'est arrivé en Russie. Pour dissuader les citoyens russes d'aller se mettre au vert dans leurs datchas, au lieu de remplir leur devoir électoral, la télévision d'Etat avait décidé de diffuser trois épisodes de suite de leur sitcom préféré. Jacques, Alain, Jean et les autres ont encore plusieurs mois devant eux avant de mesurer l'impact du feuilleton Tibéri sur les électeurs.

Pascale Robert-Diard

## Des changements à la tête de la police judiciaire en Corse

**LE MINISTRE** de l'Intérieur Jean-Louis Debré a tranché : dès lundi 8 juillet, le service régional de police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio sera doté d'un nouveau directeur, le commissaire divisionnaire Demetrios Dragacci. Ce Corse, âgé de cinquante-cinq ans, remplacera le commissaire Marc Pasotti, appelé à exercer « d'autres fonctions », selon un communiqué diffusé vendredi par le ministère. M. Pasotti, qui a appris la nouvelle vendredi, était en poste sur l'île depuis seulement cinq mois.

Ces changements interviennent quatre jours après l'attentat de Bastia (un mort et une douzaine de blessés, dont un grave), mais résultent en fait du malaise qui mine depuis plusieurs mois les rangs de la PJ locale. Ce malaise s'était traduit par une manifestation de policiers, le 24 mai, dans les rues d'Ajaccio, en protestation contre l'« apathie » de la hiérarchie (*Le Monde* du 26-27 mai).

Le syndicat majoritaire chez les commissaires avait alors apporté son soutien à M. Pasotti, estimant qu'il lui était surtout reproché de

« vouloir remettre certains de ses hommes au travail ».

La décision du ministre, prise « dans l'intérêt du service », apparaît aujourd'hui comme une sanction à l'encontre de M. Pasotti, auquel il serait également reproché la divulgation d'un procès-verbal d'audition dans lequel François Santoni, secrétaire national pour la Corse du Sud de A Cuncioita nationaliste (vitrine légale du FLNC-canal historique), dévoilait des noms de nationalistes impliqués dans une tentative d'assassinat. Cette « fuite », mettant en cause des fonctionnaires placés sous la responsabilité de M. Pasotti, a fait l'objet d'une enquête interne dont le rapport a été remis dernièrement à Jean-Louis Debré.

M. Dragacci a effectué l'essentiel de sa carrière en Corse. Il a notamment été chef de l'antenne bastiaise du SRPJ d'Ajaccio et chef de cabinet du préfet délégué à la sécurité en Corse.

Sa nomination est néanmoins considérée comme une « surprise » dans les rangs de la police nationale.

## Alain Juppé veut « trier » les aides à l'emploi

**LE PREMIER MINISTRE**, qui participait, vendredi 5 juillet à Bordeaux, à la signature du programme aquitain pour l'emploi des jeunes, a déclaré : « Tout le monde dénonce les aides à l'emploi, mais si on les supprime toutes, qu'est-ce qui va se passer ? On aura du chômage en plus à court terme. Ce n'est pas acceptable. » Aussi a-t-il préconisé de « trier entre celles qui sont bonnes et celles qui ne sont pas efficaces, qu'il faudra essayer de changer ou de supprimer ». Alain Juppé a lancé un appel aux chefs d'entreprise pour qu'ils élaborent : « Si vous ne nous aidez pas, si vous n'assumez pas dans ce domaine une responsabilité de caractère civique et social qui consiste à faciliter l'insertion des jeunes, on ne déclenchera pas le mouvement de reprise de l'économie. » Le premier ministre a encore confirmé que, le 1<sup>er</sup> janvier 1997, la prestation autonome pour les personnes âgées dépendantes serait instituée mais, dans un premier temps, avec un plafond de ressources de 7 500 francs au lieu des 13 000 francs prévus à l'origine.

### DÉPÊCHES

**■ CORSE :** le dirigeant nationaliste corse Charles Pietri, grièvement blessé à l'œil et aux membres dans l'explosion d'une voiture piégée, lundi 1<sup>er</sup> juillet à Bastia, a été transféré le 5 juillet à l'hôpital Saint-Roch de Nice, qui dispose de services d'ophtalmologie et de traumatologie. Un important dispositif de surveillance policier a été mis en place.

**■ TRANSPORTS :** la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan envisage une grève du paiement de la TVA et des charges sociales si le premier ministre ne répond pas à sa demande d'entrevue, au cours de laquelle elle veut lui demander de faire revenir Air France Europe (anciennement Air Inter) sur sa décision de supprimer à partir du 27 octobre sa ligne Paris-Perpignan. - (Corresp.)

**■ PROFESSIONS LIBÉRALES :** le comité interministériel des professions libérales, présidé par le premier ministre, a décidé, jeudi 4 juillet, que l'Union nationale des professions libérales (Unapli) deviendrait membre de la Commission nationale de la négociation collective. Le ministre de tutelle de ces professions est désormais Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat.

**■ SÉNATORIALES :** Alain Madelin apporte son soutien, lors de l'élection sénatoriale partielle du dimanche 7 juillet dans la Manche (*Le Monde* du 6 juillet), « à son ami Bernard Tréhet [candidat officiel de l'UDF], qui défend depuis des années les idées qu'il prône lui-même ». Le mouvement Idées-Action, qui préside l'ancien ministre des finances, précise qu'il a « relevé » Olivier Bidou, lui-même candidat à cette élection, de « sa délégation pour l'animation du cercle local Coutances-Saint-Lô ».

### DISPARITIONS

**■ FERNAND JARRIÉ**, ancien sénateur, est mort mardi 2 juillet, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Né à Bagnols-sur-Cèze (Gard), le 10 juillet 1899, cet industriel avait été élu conseiller de la République (sénateur) du Gard le 8 décembre 1946 sous l'étiquette MRP. Battu aux élections du 7 novembre 1948, il devint conseiller général du Gard le 15 mars 1964, mandat qu'il détiendrait jusqu'en mars 1976. Fernand Jarrivé fut également premier adjoint au maire de Bagnols-sur-Cèze de mars 1965 à mars 1971.

**■ MOUAFQ AL-ALLAF**, secrétaire général de la Ligue arabe et ancien chef des négociateurs syriens avec Israël, est mort au Caire, jeudi 4 juillet dans la nuit, des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix ans. Diplômé de la faculté de droit de Damas et diplomate de carrière, Mouafq al-Allaf, homme affable et courtois, maîtrisant parfaitement la langue anglaise, fut le représentant de la Syrie aux Nations unies à Genève et a dirigé la délégation syrienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël qui ont eu lieu à Washington à la suite de la Conférence de Madrid lançant le processus de paix au Proche-Orient, en octobre 1991.

### NOMINATION

**INSTITUT DE PHYSIQUE DU GLOBE DE PARIS**

Vincent Courtillot, géophysicien, spécialiste des variations dans le temps du champ magnétique terrestre et de la tectonique des plaques, vient d'être nommé directeur de l'institut de physique du globe (IPG) de Paris. Il remplace à ce poste Jean-Louis Le Mouél, nommé administrateur provisoire puis directeur, en 1991.

[Né le 6 mars 1948, Vincent Courtillot est diplômé de l'École des mines de Paris et des universités de Stanford, Paris-VI et Paris-VII. De 1989 à 1993, il a été directeur de la recherche et des études doctorales au ministère de l'Éducation nationale. Il a enseigné à Stanford, Santa Barbara et au CalTech (États-Unis) et a reçu divers prix de l'Académie des sciences et de la Royal Society, ainsi que la médaille d'argent du CNRS. « Fellow » de l'American Geophysical Union, il préside l'Union européenne des géophysiciens. Il est aussi professeur de géophysique à Paris VII-Denis Diderot et dirige l'unité CNRS de géomagnétisme commune à cette université et à l'IPG. Vincent Courtillot a travaillé longtemps avec son équipe sur une série d'événements géomagnétiques très brefs qui, en des temps récents, ont causé l'extinction en masse de très nombreuses espèces. A ce titre, il a analysé les effets des gigantesques éruptions de volcans indiens, les Traps du Deccan, qui pourraient être à l'origine de la disparition des dinosaures voici quelque 65 millions d'années. Histoire qu'il a relatée avec une grande clarté dans *Le Vie et catastrophes* publié chez Fayard en 1995.]

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissances

Valérie CABANNE et Antonio SALA ont la joie d'annoncer la naissance de Louise, Carla, le 3 juillet 1996, à Paris.

Piazza Principessa Clotilde, 4, 20121 Milan.

**Décès**

M. et M<sup>me</sup> Stafford Bryant, M. et M<sup>me</sup> Laurent Alpert, ses enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Paul ALPERT, chevalier de la Légion d'honneur, docteur en droit, journaliste et auteur d'ouvrages sur l'économie internationale, survenu le 3 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année, aux États-Unis.

Il fut membre dès sa création du secrétariat général des Nations unies et avait également enseigné à la New York University.

135 East 54th Street, New York 10022, River View, 420 East 54th Street, New York 10022.

M<sup>me</sup> Claudine Delarbre, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Georges Delarbre, son frère et sa belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> Roger Tourret, M. et M<sup>me</sup> Georges Tourret, ses sœurs et beaux-frères, Les familles Samani, Philippou, Delarbre, Bourdon et Jobard, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Prosper DELARBRE, survenu à Puteaux (Haut-de-Seine), le 30 juin 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

140, rue de Verdun, 92800 Puteaux.

— On nous prie de faire part du décès de

M. Fernand FAGNOT, président honoraire du tribunal administratif de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 juin 1996, à son domicile, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 28 juin, à Oncy-sur-Ecole (Eure-et-Loire).

Ses amis demandent à ceux qui l'ont connu de se souvenir de sa personnalité exceptionnelle et de rappeler à cette occasion le décès de son aïeul, le

docteur Alice FAGNOT, intervenu accidentellement le 18 août 1994.

16, rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.

**CARNET DU MONDE**

Téléphone 42-17-29-94

Télécopieur 42-17-21-36

### Alger, Paris.

Paulette et William, Suzanne, Ida et Louis, Raymond et Bernard, ses sœurs et beaux-frères, Patrick, Martine et Jean-Marie, Jean-Louis et Valérie, Olivier, ses neveux et nièces, Olivia, Jean et Thomas, ses petits-neveux et petites-nièces, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Léon FOUKSMANN, croix de guerre 1939-1945, survenu à Paris, le 3 juillet 1996.

Les obsèques auront lieu le lundi 8 juillet, à 14 h 30, au cimetière juif de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67, boulevard Saint-Marcel, 75013 Paris.

M<sup>me</sup> Danielle Goldberg, son épouse, Les familles Tasset et Ancelin, M. et M<sup>me</sup> Séverin Goldberg, son frère et sa belle-sœur, ont l'immeuble de faire part du décès de

M. Jean GOLDBERG, croix de guerre 1939-1945, survenu le 4 juillet 1996, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 6 juillet, à 11 heures, en l'église de Réans (Gers), suivie de l'inhumation au cimetière d'Escaux (Gers).

Cet avis tient lieu de faire-part.

32, rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud.

M. Marcel Landowski, chancelier de l'Institut, secrétaire perpétuel d'honneur de l'Académie des beaux-arts, M. Arnaud d'Hauterive, président, M. Jean Carlot, vice-président, et tous les membres de l'Académie des beaux-arts, ont la tristesse de faire part du décès de leur secrétaire perpétuel.

Bernard ZEEERFUSS, architecte, membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres, grand officier de l'Ordre de la République toulonnaise, chevalier du Dannebrog, survenu le 3 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Académie des beaux-arts, 23, quai de Conti, 75006 Paris.

(*Le Monde* du 5 juillet.)

— Le CAUE du Val-de-Marne, M. Jean-Bernard Bantec, président, et les membres du conseil d'administration, M. Patrick Urbain, directeur, et l'ensemble de ses collaborateurs, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques YOVANE, architecte paysagiste, membre du conseil d'administration du CAUE du Val-de-Marne, survenu le 29 juin 1996.

38, rue Aristide-Briand, 94430 Chevilly-Lévesque.

— Le docteur Charles Zémor, ses parents, ses frères, ses sœurs, Simon Villain, qui l'a élevé, ses amis de la Haute-Ville, tous les proches qui l'aimaient, ont le chagrin d'annoncer la mort brutale, le 29 juin 1996, de

Jean David ZÉMOR, à l'âge de vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Namdun (Belgique).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

21, square Armand-Steuers, 1210 Bruxelles.

**Anniversaires de décès**

— Pour le premier anniversaire du décès de

M. Henri CAMAYOR, son épouse, ses proches, ses amis, ses associés, ses collaborateurs, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Malsou-Laffite, il y a deux ans.

Jean-Yves MORIN, nous quitte.

« Les mystères élémentaires, absolus, incorruptibles de la science de Dieu se révèlent dans la ténacité plus que lumineuse du silence. » Dénys l'Areopagite.

— Le 7 juillet 1987, disparissait

Maurice VILLENEUVE. Nous pensons à lui.

**Soutenances de thèse**

— John F. May soutiendra sa thèse de doctorat (régime « Nouvelle thèse »).

Urgence et négligences : prestation démographique et réponses politiques au Rwanda (1992-1994), le 24 juillet, à 14 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

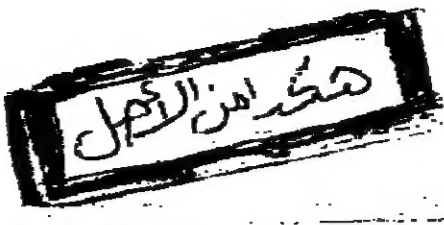
Cette soutenance sera publique.

**THÈSES**

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.





## SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1996

**MODE DE VIE** Deux cents personnes effectuent chaque jour le trajet aller-retour en TGV entre Vendôme et Paris. On les appelle les « TGVistes » ou les « navetteurs ».

Les abonnés appartiennent en majorité aux catégories aisées, compte tenu du coût du transport. **UNE ENQUÊTE DE LA SNCF** réalisée en 1992 évalue à 10 000 le nombre

d'abonnés à l'année venant travailler à Paris d'au-delà de l'Ile-de-France. Elle n'entend pas, toutefois, privilégier ce type de déplacement. L'entreprise ferroviaire, prenant en

considération le « coût du siège à l'heure de pointe », applique au contraire un système tarifaire dissuasif. **LES DÉPENSES** de transport entrent pour 15 % dans le budget

des ménages, alors que le phénomène de la péri-urbanisation entraîne un accroissement de plus de moitié des distances domicile-travail en quinze ans.

# Dix mille « TGVistes » installés à la campagne travaillent à Paris

On les appelle aussi les « navetteurs » et ils effectuent plus de 100 kilomètres chaque matin pour gagner la capitale. Le développement du train à grande vitesse a incité une population privilégiée à résider en province

**VENDÔME (Loir-et-Cher)** de notre envoyée spéciale 7 heures, Champigny-en-Beauce (Loir-et-Cher), 500 habitants. Au volant de sa voiture, Tony Carel quitte son domicile, à 190 kilomètres de la capitale. 8 h 35, quartier de la Madeleine à Paris. De tous les employés de la société, le même Tony Carel est le premier à franchir les portes de son bureau. Entretien, confortablement installé dans un fauteuil, il a disposé de près de trois quarts d'heure pour travailler. En vingt minutes de voiture, quarante-deux minutes de train et dix minutes de scooter, il est passé d'un monde à un autre, laissant femme et enfants à la campagne pour rejoindre cette ville dont les odeurs le frappent « dès la sortie du train » et qu'il a voulu fuir il y a cinq ans pour n'en plus faire que son lieu de travail.

A Vendôme, on les appelle les « TGVistes » ou les « navetteurs ». Ils sont environ deux cents qui empruntent le train pour la gare Montparnasse chaque matin, du lundi au vendredi. De deux, lorsque la durée du trajet pour Paris était de 2 h 15, le nombre

d'abonnés est en effet passé à deux cents, six ans après l'ouverture de cette gare construite au milieu de la forêt, à 5 kilomètres de Vendôme. « Et leur nombre monte en puissance, remarque le chef de gare, Patrice Habert, ils viennent de plus en plus loin, certains habitent à 35 kilomètres d'ici ».

### « ÉLITE VERTE »

Les deux tiers d'entre eux ne sont pas originaires de la région : Parisiens ou Français - en quête de verdure, ils se sont installés à la campagne, en temps - de la capitale. A la direction parisienne de la SNCF, on parle volontiers, à propos de ces « TGVistes » du Mans, de Tours, de Poitiers ou de Vendôme, d'une « élite verte ». Le guichetier le confirme : les abonnés sont, pour l'essentiel, des cadres, des agents immobiliers, des avocats, bref... des personnes qui peuvent faire face à un coût de transport non négligeable. Parking compris, le prix de revient de ces allers et retours quotidiens s'élève à 2 900 francs par mois. « Au trajet, ça ne fait pas cher », estime le chef

de gare, soucieux de couper court aux revendications des usagers constitués en association.

D'ailleurs, ceux qui ne sont pas trop exigeants en matière de logement s'y retrouvent : en additionnant l'abonnement au loyer de sa maison de village (2 000 francs pour 96 mètres carrés), Christophe Bec ne dépense pas ce que lui coûterait la location d'un appartement parisien. Pourquoi ne pas avoir fait le choix de la région parisienne ? « S'installer en banlieue, c'est s'offrir de ce qui fait l'attrait de Paris sans avoir grand-chose de plus », estime ce cadre de trente ans, responsable de création dans une société de marketing direct sise du côté de la place de la République. « Sans cette solution, j'aurais dû capable de refuser le travail qu'on m'offrait à Paris », poursuit ce rural d'origine, qui entretient un potager, fait partie de l'équipe de tennis du village et pratique le VTT. Un seul regret, partagé par tous les usagers : les arrêts du TGV n'étant pas fréquents, le dernier train, le soir, part de Paris à 19 h 35 ; bien trop tôt en cas de réunion tardive. Mieux vaut donc disposer d'un bon réseau d'amis parisiens hospi-

taliers. Et mieux vaut, aussi, abandonner toute ambition. Car ce choix privilégié l'a fait vivre au plan de carrière.

Les départs forcement matinaux (6 h 52 ou 7 h 32) sont tout autant dissuasifs pour les couples avec enfants dont les deux partenaires veulent continuer à travailler à Paris. L'installation de familles va de pair, en général, avec l'abandon du travail pour la mère. « Si on veut profiter de la vie ici, il faut que seul l'un des deux se rende tous les jours à Paris », témoigne Catherine Forge, l'une des pionnières. Passés d'un appartement en HLM, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à une maison de six chambres pleine de charme dans le centre de Vendôme, les Forge sont évidemment ravis de leur transfert. Au point d'admettre que leur cinquième enfant n'aurait sans doute pas vu le jour sans cette « mise au vert ».

« C'est un luxe merveilleux d'habiter une maison comme celle-ci », note Catherine, qui rêvait d'une famille nombreuse et s'est beaucoup investie dans l'aménagement du « cocoon » familial. En acquiesçant leur demeure un an et demi

avant l'ouverture de la gare TGV, Dominique et Catherine Forge ont eu « du nez ». Aujourd'hui, « il ne reste que des choses surfaîtes au niveau des prix », avoue un agent immobilier, qui constate une accentuation de la demande « de la part de gens venant de la région parisienne, qui recherchent un bien dans un rayon de 10 kilomètres autour de la gare TGV, là où il n'y a malheureusement plus rien ».

### REPOPULATION RURALE

La maison individuelle et le jardin sont, bien sûr, les motivations premières des nouveaux résidents, venus pour la plupart avec enfants. « On a gagné environ cent élèves en trois-quatre ans alors que les effectifs avaient diminué d'un millier en vingt ans », constate Daniel Chanet, le maire (PS) de Vendôme (18 500 habitants). Mais si le TGV a amené entre cent et cent cinquante familles dans le Vendôme en six ans - sans compter les retraités, très nombreux à être venus chercher les charmes de la campagne tout en restant à proximité de leurs enfants parisiens -, les entreprises n'ont pas suivi dans la même ampleur.

« Nous sommes loin d'avoir atteint le but que nous nous étions fixé », admet un acteur économique qui croyait dur comme fer à la création d'un pôle de développement autour de la gare. Comble de malchance : celle-ci est entrée en fonction en septembre 1990, trois mois avant la guerre du Golfe ; plusieurs sociétés qui envisageaient de s'installer là ont renoncé.

Les dirigeants de Cosbionat, l'une des rares entreprises délocalisées en provenance de la région parisienne, ne regrettent rien. Ils ont troqué une vue sur le cimetière de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) contre un cadre de verdure, ont découvert le plaisir de travailler avec un personnel « non stressé » et abandonné les angoisses dues à l'insécurité. Sans compter l'avantage, pour un laboratoire d'aromatologie qui fabrique des traitements à base d'essences de plantes, de pouvoir recevoir ses distributeurs dans un lieu serein à la fois à la campagne, à proximité de Paris et du centre historique de la France.

Marie-Pierre Subtil

## Décongestionner

« Malgré la tarification élevée, le train est plein. Qu'est-ce que ce serait si l'abonnement était moins cher et s'il y avait eu une campagne de marketing ? » Michel Godet, professeur au CNAM, est un « TGViste » enthousiaste. Installé à cinq minutes de la gare, le soir, il retrouve avec bonheur son jardin, son pré, ses poules. Convaincu de l'utilité du TGV comme moyen de décongestion de la région parisienne, il a lancé en 1994 un projet pour attirer des familles nombreuses dans le Vendôme : pendant trois ans, une prime, plafonnée à 5 000 francs par an, serait accordée à chaque nouvelle famille d'au moins trois enfants dont l'un des parents continuerait à travailler en région parisienne grâce au TGV. Cette initiative est restée sans suite. Le président de la SNCF de l'époque, Jean Bergougnoux, avait rappelé dans un courrier que « le TGV ne devait pas être utilisé comme un facteur d'accroissement des migrations quotidiennes dans le grand bassin parisien ».

COMBIEN sont-ils à effectuer 100, 150, voire 200 kilomètres en train, chaque matin, pour se rendre sur leur lieu de travail parisien ? La SNCF avance le chiffre de 10 000 abonnés à l'année, venant d'au-delà de l'Ile-de-France. Mais le nombre de « navetteurs » est beaucoup plus important, si l'on en croit une enquête réalisée en 1992 par la SNCF dans quarante-quatre gares situées hors de la région, dans un rayon de 175 kilomètres autour de la capitale : toutes sortes d'abonnements confondus, le nombre de « grands migrants » effectuant le parcours au moins trois fois par semaine s'élevait alors à 44 108, dont 85 % en déplacement domicile-travail.

Les migrations quotidiennes sont mal quantifiées. Aucun chiffre sérieux ne permet d'évaluer les évolutions et de faire la part entre les « navetteurs » qui se déplacent quotidiennement faute d'emploi dans leur région et ceux qui, originaires de Paris ou de la banlieue, se sont installés dans leur propre gré à la campagne, à proximité d'une gare leur permettant de rejoindre Paris rapidement. L'exemple de Vendôme est toutefois parlant : la direction locale de la SNCF évalue à deux tiers la proportion d'abonnés délocalisés, c'est-à-dire nouveaux venus dans le Vendôme.

## En quinze ans, les distances domicile-travail ont augmenté de moitié

Il est clair que le TGV a incité une population - privilégiée, étant donné le prix de l'abonnement - à quitter la capitale. Au départ de Tours, Angers, Poitiers, Le Mans et Vendôme, le nombre d'abonnés a augmenté de manière plus que significative depuis que ces villes sont devenues, en temps, proches de la gare Montparnasse. La gare de Tours, à 235 kilomètres de Paris, compte environ 700 migrants quotidiens ; celle du Mans, à 211 kilomètres, environ 500, soit deux fois plus qu'avant l'ouverture de la ligne TGV. Les abonnés quotidiens du TGV représentent toutefois moins du quart de l'ensemble des abonnés venant tous les jours du Bassin parisien en Ile-de-France. A elle seule, la gare des Aubrais, qui dessert Orléans, voit passer environ 2 000 migrants journaliers.

Sans doute les Parisiens seraient-ils plus nombreux à s'installer hors de la capitale, à proximité d'une gare desservie par le TGV, si le coût de l'abonnement n'était pas dissuasif. Pour la SNCF, « un siège vendu dans un train à une heure de pointe a une grande valeur », explique Jean-Paul Pierlot, chargé des questions tarifaires à la direction des grandes lignes. Alors que l'abonné voit ce que ça lui coûte tous les mois, la SNCF voit le coût du siège à une heure de pointe dans des corri-

dors où l'on est parfois très serrés. » Ce raisonnement a été poussé à l'extrême lors de l'ouverture de la liaison TGV entre Lille et Paris. Étant donné le poids démographique de la métropole du Nord et les problèmes d'emploi auxquels elle est confrontée, la SNCF a instauré un système doublement dissuasif pour les migrants quotidiens potentiels : les abonnés doivent planifier tous leurs trajets mensuels à l'avance et l'abonnement revient à... 4 000 francs par mois - des conditions auxquelles se plient toutefois un millier de personnes.

### Il est possible de vivre loin de la ville tout en restant urbain

Les transports représentent le troisième poste de consommation des ménages, avec 15 % du budget, derrière le logement (20 %) et l'alimentation (18 %), selon Données urbaines, publication du Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville du CNRS (1996). En outre, dans les dépenses de transport des ménages, les déplacements liés aux

activités quotidiennes sont majoritaires. Le phénomène de la péri-urbanisation a fortement accentué les distances domicile-travail, les faisant croître, entre 1975 et 1990, selon une étude de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets), intitulée « Espaces de vie, espaces de travail : quinze ans d'évolution », de 56 %.

Le Bassin parisien est le premier à bénéficier de ces nouvelles migrations entre le domicile et le travail. « On voit se dessiner une troisième couronne hors de l'Ile-de-France », remarque Bernard Prél, directeur adjoint du Bureau d'Informations et de Prévisions économiques (BIFE) et auteur de plusieurs ouvrages sur la ville. Il y a une diffusion de la région parisienne en dehors de son champ administratif. Les « grands migrants », qui participent de cette diffusion, sont, selon lui, représentatifs d'un nouveau phénomène : il est possible de vivre loin de la ville tout en restant urbain. « De plus en plus de gens vivent en deux lieux différents et semblent avoir des comportements contradictoires, dit-il. Or, il n'y a pas contradiction mais complémentarité : cette dualité permet de trouver un équilibre de vie. »

M.-P. S.

## Le roi du Maroc perd son procès contre « Le Monde »

LE ROI DU MAROC, Hassan II, a été débouté de son action engagée pour « offense à un chef d'Etat étranger » à l'encontre de Jean-Marie Colombani, directeur de la publication du journal Le Monde, et de notre collaborateur Eric Inciyan. Cette poursuite était fondée sur la publication, dans nos éditions du 3 novembre 1995, d'un article essentiellement consacré à la publication d'un rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) effectué en 1994 à la demande du secrétaire général des Communautés européennes. Sous le titre, « Un rapport confidentiel met en cause le pouvoir marocain dans le trafic de haschisch », l'article reprenait les conclusions de l'OGD dénonçant des complicités dans le trafic et les situant « jusque dans le premier cercle du pouvoir ». En outre, le rapport notait que la volonté politique affichée en 1992 par Hassan II de s'attaquer à la drogue « semble se limiter à des effets d'annonce destinés à maintenir l'image du pays ».

Le roi s'était considéré comme offensé et, sur ce point, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par Martine Ract-Madoux, lui donne raison. Dans leur jugement rendu le 5 juillet, les juges estiment que « cette

accusation de duplicité est à l'évidence offensante pour le roi du Maroc ». Cependant, le tribunal estime que le journaliste a agi de bonne foi : « Celui-ci s'est borné à citer sans atténuation, sans déformation ni interprétation abusive, les extraits d'un rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues, qui, pour être "confidentiel", n'en a pas moins existé ». Les magistrats ajoutent que « le caractère inédit du document découvert par le journaliste justifiait précisément, pour l'information du lecteur, une publication plusieurs années après sa rédaction ».

Enfin, pour répondre à l'argument du conseil du roi Hassan II, qui accusait Le Monde de ne pas avoir évoqué le Livre blanc publié par le Maroc en réponse au rapport de l'OGD, le tribunal déclare : « Compte tenu du sérieux qui doit s'attacher à une étude réalisée par l'OGD - organisation non gouvernementale indépendante - sur commande de l'Union européenne, le journaliste pouvait légitimement en faire état sans qu'il soit pour lui nécessaire de livrer au public tous les éléments survenus postérieurement au rapport pouvant le contredire ou en atténuer la portée ».

Maurice Peyrot

## L'école des policiers municipaux d'Orange menacée de fermeture

UN AN après l'arrivée du maire Jacques Bompard (FN) à la tête de la municipalité d'Orange, l'école nationale de police municipale est sur le point de fermer ses portes. Créée en 1986, cet établissement a reçu en stage plus de mille cinq cents policiers municipaux venus de communes de toutes tailles et de toutes tendances. Sa disparition est aujourd'hui programmée pour des raisons à la fois financières et politiques.

Comme dans les autres villes gérées par le parti d'extrême droite, les subventions aux associations ont été réduites. La municipalité d'Orange a ainsi décidé de réduire les moyens de cette école bénéficiant d'un statut d'association par-municipale. Le loyer de l'établissement (100 000 francs par an) est désormais facturé à l'école, tout comme les salaires des fonctionnaires municipaux (600 000 francs annuels) que les précédentes municipalités mettaient gratuitement à sa disposition.

De surcroît, les finances de l'établissement ont souffert de la récente désaffection d'un nombre important de communes. Fidèles depuis sa création à cette école, certaines villes ne semblent pas avoir apprécié la nomination - sta-

taire - du nouveau maire d'Orange à la présidence du conseil d'administration de l'établissement. Les municipalités de Bourg-en-Bresse (PS), Saint-Chamond (RPR), Salon-de-Provence (UDF-Rad), Tours (PS) et Vitry (FD, ex-CDS) ont ainsi pris leurs distances en 1996.

Un contrat en négociation avec la mairie (FN) de Toulon aurait pu permettre à l'école de restaurer son équilibre financier, mais une délibération du conseil municipal toulonnais sur ce point a été refusée par le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, de sorte que l'établissement d'Orange s'est vu privé des 700 000 francs qui auraient concerné la préparation d'une quarantaine de candidats toulonnais au concours d'entrée en police municipale. Résultat : le commissaire aux comptes vient de déclencher une procédure d'alerte, préalable à la fermeture de l'établissement. Ayant multiplié, ces derniers jours, les démarches auprès des ministères de l'Intérieur et de la Défense, le directeur de l'école, Daniel Bérand, voit mal « comment éviter de mettre la clef sous la porte à la fin du mois ».

Erich Inciyan

## Une examinatrice du baccalauréat relevée pour « notation trop sévère »

UNE ENSEIGNANTE D'ANGLAIS, qui faisait passer l'oral du baccalauréat à des élèves de série technologique au lycée Jacques-Prévert de Taverny (Val-d'Oise), a été remplacée car, selon Alain Marsigny, directeur du Service interacadémique des examens et concours (SIEC) d'Arcueil, « elle ne s'était pas livrée à l'interrogation dans des conditions normales d'équité et de sérénité ». Selon le syndicat FO des lycées et collèges, qui a rapporté les faits, survenus le 14 juin, le proviseur adjoint du lycée aurait demandé à l'examinatrice de « rentrer chez elle » car elle avait noté trop sévèrement (de 1 à 13, soit une moyenne de 8). Se fondant sur le rapport du chef de centre, le directeur du SIEC a pris « cette mesure tout à fait exceptionnelle mais pas anormale », décidant que les élèves devaient être réinterrogés dans des conditions « conformes aux textes officiels ».

### DÉPÊCHES

■ AMIANTE : plus d'un tiers des centres hospitaliers universitaires français seraient amiantés, selon une enquête parue dans la dernière édition de l'hebdomadaire médical Impact Médicins. 14 établissements sur un total de 26 en province et 11 à Paris seraient touchés à l'amiante, les analyses se poursuivant dans 7 d'entre eux.

■ AFFAIRES : Didier Schuller, ancien conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, a été radié du corps des administrateurs civils par décret paru au Journal officiel du 6 juillet. L'ancien dirigeant des HLM des Hauts-de-Seine, soupçonné de trafic d'influence dans l'attribution de marchés publics et sous le coup d'un mandat d'arrêt international, était toujours affecté au ministère de l'Équipement.

■ DEUX-ROUES : le Journal Officiel du vendredi 5 juillet a publié les décrets relatifs à la réforme du permis moto (Le Monde du 2 juillet). La conduite d'une 125 cc d'une puissance de 15 chevaux maximum est autorisée dès 16 ans pour les titulaires du permis AL et du permis auto depuis plus de deux ans. L'accès aux engins de plus forte cylindrée (permis A) impose aux 18-21 ans une période transitoire de deux ans pendant laquelle ils ne peuvent conduire une moto de plus de 34 chevaux. Les 14-16 ans peuvent piloter un cyclomoteur après avoir satisfait aux épreuves du brevet de sécurité routière.



# Un putschiste en campagne au Niger

**Du treillis d'officier seditieux au boubou de « candidat indépendant » à l'élection présidentielle, le général Ibrahim Baré Maïnassara a, en quelques mois, transformé son image. Mais, de là à devenir un politicien ordinaire, la marche risque d'être plus longue**



**P**OUR commencer le meeting électoral, en la ville sainte de Maradounfa, où quatre-vingt-dix-neuf hommes pieux bordent les rives du lac, l'imam dit la prière. Ensuite, de très jeunes filles chantent et dansent à la gloire du candidat à la présidence de la République du Niger. De riches marchands acquis à sa cause sortent de la foule et collent des billets de 50 nairas (3 francs environ) sur le front des adolescentes, comme il convient lorsque l'on est content d'un griot ou d'un musicien. La frontière avec le Nigeria n'est qu'à quelques kilomètres, et la monnaie du puissant voisin est ici plus répandue que le franc CFA. De toute façon, dans les échoppes, les marchandises viennent presque toutes du sud de la frontière.

Autre meeting, un peu plus d'une semaine avant l'élection du 7 juillet, cette fois à Nguigui. Il y a trente ans, le lac Tchad venait jusqu'au pied du poste colonial français, transformé en sous-préfecture. Mais ce pays toutouba a vu l'eau s'éloigner inexorablement sous l'effet des sécheresses consécutives de ce dernier quart de siècle et, aujourd'hui, il faut parcourir 60 kilomètres en territoire tchadien pour atteindre le rivage. A Nguigui, le sable envahit les rues et les cultures. Quelques chameliers touaregs se lancent dans une petite fantasia pour saluer le candidat et, dans la foule, on se réjouit de voir l'homme qui a promis de rétablir la sécurité dans une région troublée par une rébellion qui relève autant du banditisme que de la revendication identitaire.

Dans chaque ville qu'il visite, le président du Conseil de salut national, chef de l'Etat, le général Ibrahim Baré Maïnassara (« le Victorieux »), candidat indépendant (par opposition à ceux présentés par les partis), fait son entrée à la tête d'un cortège hétéroclite fait de véhicules tout terrain, de berlines antédiluviennes et de camionnettes militaires, transportant troupes et armement. Le général a beau avoir troqué le treillis contre un grand boubou bleu, il ne laisse jamais oublier qu'il est avant tout un militaire et que c'est en tant que soldat qu'il a pris le pouvoir aux civils lors du coup d'Etat du 27 janvier dernier.

Ibrahim Baré Maïnassara n'est pas un orateur né. Lorsqu'il s'ex-

prime en français, ses auditeurs – qui ne le comprennent pas, pour 85 % d'entre eux – ont tendance à porter leur attention ailleurs. Mais ici, les réunions politiques sont avant tout des fêtes, à une période de l'année où le Niger n'en connaît guère. C'est en effet le début de l'hivernage, la saison des pluies. Les champs de mil ont été semés et la céréale commence à lever. Lorsque le candidat passe dans une localité en milieu de journée, l'assistance n'est pas toujours très fournie. Son état-major de campagne peste : « Vous ne voulez pas comprendre, vous les Français, qu'il était impossible d'organiser une élection pendant l'hivernage. Ici, les gens sont plus préoccupés par leur récolte que par la politique. »

**« Jusqu'au début de l'année 1996, on avait honte d'être militaire, de sortir en uniforme »**

Pourtant, dans les plus petits villages, on voit flotter sur les cases des fanions de couleurs, orange et vert, vert uni, rose ou jaune. A chaque couleur correspond un parti. Dans chaque village, toutes les couleurs sont représentées. Au Niger, les alliances régionales ou communautaires ne sont pas le seul déterminant de l'appartenance politique. En trois ans, le pays a pris goût à la politique partisane, même si son appétit l'a conduit à l'indigestion. Le coup d'Etat réussi par les officiers emmenés par Ibrahim Baré Maïnassara était la conséquence d'une querelle qui opposait le premier président élu démocratiquement dans l'histoire du pays, Mahamane Ousmane, à Hama Amadou, pre-

sombré sont venus s'ajouter le blocage des négociations avec les belligères de fond entraînés par la crise politique et l'inefficacité des réactions des services publics lors de la grande épidémie de méningite, en 1995.

**O**R, à la tête de l'état-major des Forces armées nigériennes (FAN), se trouvait un officier parachutiste, qui avait été ministre sous la dictature de Seyni Kountché, ambassadeur à Paris et à Alger, un pur produit de système militaire-politique qui a régi le Niger de 1974 à 1990. Un homme pour qui l'intervention des militaires dans la vie publique ne représentait pas une transgression insurmontable. Ibrahim Baré Maïnassara, fils d'un instituteur gauchisant, avait embrassé la carrière des armes au moment même où les militaires arrivaient au pouvoir dans de nombreux pays africains. Né en 1949, il avait vingt-cinq ans lorsqu'il participa au coup d'Etat organisé par Seyni Kountché. Le dictateur en fit son aide de camp, avant de le nommer chef de sa garde personnelle puis de lui confier le commandement de la compagnie parachutiste.

Peu de temps après le coup d'Etat de janvier 1996, le colonel Baré a d'ailleurs redonné au stade olympique de Niamey le nom de Seyni Kountché, qui lui avait été retiré par la Conférence nationale de 1990. Cette Conférence, convoquée par le général Seybou, successeur de Kountché, sous la pression des syndicats, des étudiants et de la communauté internationale, reste un traumatisme encore vivace dans la mémoire des militaires nigériens. On leur demandait de rendre des comptes après des années d'atteintes aux

droits de l'homme, confondant tous les militaires dans l'opprobre qui entourait la dictature. « Jusqu'au début de l'année 1996, on avait honte d'être militaire, de sortir en uniforme », se souvient un officier supérieur.

Pourtant, de tous les militaires liés à l'ancien régime, le colonel Baré fut l'un des plus courtisés par la nouvelle génération d'hommes politiques. Depuis 1985, à sa carrière militaire il a ajouté une expérience ministérielle (le portefeuille de la santé) et diplomatique. Ambassadeur à Paris puis à Alger, ce dernier poste lui a permis de jouer un rôle important dans la négociation avec la rébellion touarègue. Conseiller militaire du premier ministre de la transition, il est nommé chef d'état-major particulier du président Mahamane Ousmane.

En janvier 1995, le Mouvement national pour une société de développement (MNSD) remporte les législatives anticipées. Issu du régime militaire, ancien parti unique, le MNSD est la famille politique naturelle du colonel Baré, qui se voit confier la direction de l'état-major. Dès le mois de mars, le conflit entre les deux têtes de l'Etat (la Constitution nigérienne est alors étroitement inspirée de celle de la V<sup>e</sup> République française) est devenu si aigu que les forces armées font savoir qu'elles sont prêtes à intervenir. « Dans les deux jours, ils ont trouvé un compromis, se souvient Ibrahim Baré Maïnassara, nous sommes restés en stand-by. »

Cette attente dure jusqu'en janvier 1996. Le président menace alors l'Assemblée de dissolution, alors que la majorité parlementaire brandit l'arme de la destitution du chef de l'Etat. L'après-mi-

di du 27 janvier, l'armée intervient, neutralisant la garde présidentielle, emprisonnant ou assignant à résidence les trois premiers personnages de l'Etat et suspendant les partis politiques ; une opération rondement menée, dont l'auteur garde quelque fierté. La principale innovation ayant été de procéder au putsch dans l'après-midi, alors que tout le monde l'attendait la nuit.

La direction des affaires de l'Etat est confiée à un Conseil de salut national de douze membres, avec à sa tête le colonel Baré. On découvre alors un officier mince et plutôt petit, au visage juvénile et séduisant, à la volubilité de timide, qui parle en avalant ses mots. On ne trouve plus, aujourd'hui, un seul Nigérien qui avoue avoir été surpris par le putsch, accueilli favorablement par la population. Très vite, des hommes politiques se rallient au CSN. L'un d'eux, chef d'un petit parti, se souvient : « Quand j'ai rencontré le colonel Baré, il m'a affirmé qu'il n'était là que pour dix-huit mois, deux ans au maximum, le temps de remettre tout en ordre, de faire redémarrer le pays. »

Pour ne pas dépendre exclusivement de cet entourage politique composé de partis très minoritaires, Ibrahim Baré Maïnassara cultive les bonnes relations avec les chefs traditionnels. Lui-même est issu d'une lignée de chefs et, dans chaque ville, il rend visite au sultan local, qui l'accueille avec tout le décorum – orchestre de trompes et de tambours, garde vêtue de chéchés aux couleurs vives – qui sied à une rencontre au sommet. C'est à la demande de la chefferie, que, après le putsch, il a accepté le grade de général.

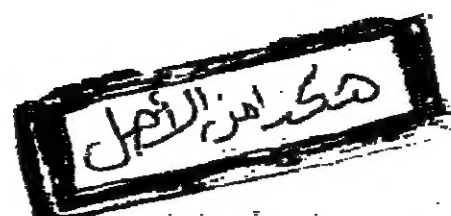
**C**E traditionalisme ne doit pas cacher des prises de position plus audacieuses. Dans ce pays musulman à 98 %, Ibrahim Baré Maïnassara défend le droit des femmes – avec un certain succès, à en croire l'affluence féminine lors de ses meetings – et la laïcité. Des thèmes qui peuvent séduire ses interlocuteurs occidentaux, mais pas si elles sont exprimées par un homme qui doit son pouvoir aux automitrailleuses. Sur leurs instances, les putschistes ont renoncé à leur projet initial de remise en ordre express : un calendrier électoral a été établi et une nouvelle Constitution – tout à fait présidentielle – votée.

Et voilà pourquoi Ibrahim Baré Maïnassara porte grand boubou et écoute patiemment les éloges que l'on déverse à ses pieds, pendant que, dans l'arène, flottent des fanions jaunes, la couleur que le candidat a choisie. « Des fois, on se pose des questions », soupire-t-il, lorsqu'on lui demande comment il supporte ces contraintes. Sur le fond, ses discours n'ont pas changé au cours des derniers mois. Il fustige toujours les « politiciens prébendiers », met en avant son rôle dans la conclusion des accords de paix avec la rébellion touarègue et jure de remettre le Niger au travail après des années de grèves dans les services publics, d'années blanches à l'université.

Ce discours rencontre un écho certain dans la population. Pourtant, le combat n'est pas gagné d'avance. A nouveau autorisés depuis le mois de mai, les partis politiques se sont remobilisés et présentent quatre candidats, dont l'ancien président Mahamane Ousmane, ainsi que Mahamane Tancha, dirigeant du MNSD, qui a refusé de se rallier aux militaires. Ces adversaires dénoncent la mainmise du « candidat indépendant » sur les moyens de l'Etat. Et il est vrai que les préfets militaires nommés avant le putsch sont les premiers agents électoraux du général et que de nombreux hommes d'affaires ont fait pleuvrou leur manne sur la campagne. Le putschiste de janvier, aujourd'hui « candidat indépendant », va-t-il devenir un politicien comme les autres ?

Thomas Sotinel  
Dessin : Jean-Marc Mathis





## Le Monde

EDITORIAL

### Le volcan social des arsenaux

C'EST à un « séisme économique » qu'il faut s'attendre, de la Normandie à l'Aveyron, dans l'élevage et le secteur de la viande bovine. C'est un « volcan social » qui gronde, et un cataclysme qui se prépare en termes d'aménagement du territoire, dans le Grand Ouest, maintenant que sont connus les projets du gouvernement pour réformer les secteurs militaires et réduire leur plan de charge.

Qu'il s'agisse de l'agriculture ou des navires de guerre, le gouvernement est confronté à deux dossiers particulièrement graves, dont les conséquences apparaissent déjà considérables en termes économiques, sociaux et politiques : les maîtres des villes maritimes viennent, devant la « tempête » prévisible, de former une « coordination » exigeant le retrait du plan Millon.

En-dehors des métaphores géologiques et climatiques et des effets de rhétorique, il est sûr que se profilent des mois difficiles, alors que la croissance de l'économie nationale reste molle et que le chômage repart à la hausse.

Pour avoir attendu trop longtemps avant de décider de réduire le format de ses armées, la France se trouve aujourd'hui au pied du mur, comme il y a dix ans face à la crise de la sidérurgie ou des chantiers navals civils. Et l'engagement pris par Jacques Chirac de suivre personnellement le dossier de la reconversion des arsenaux ne suffit pas à assurer la confiance. La suppression de milliers d'emplois d'ici l'an 2000 est inévitable dans des régions déjà fragilisées par leur situation périphérique, par rapport à la nouvelle et dynamique Lorraine de l'Europe des Quinze, regroupée autour de l'axe Nord-Sud Londres-Francfort-Munich-Milan.

Que la France s'engage sur la voie du désarmement et qu'elle donne la priorité aux

processus de paix plutôt qu'à la construction d'engins de mort coûteux - qu'ils servent à l'attaque, à la riposte ou à la dissuasion - ne saurait susciter de critique de principe. La morale et le réalisme géopolitique y trouvent leur compte, mais le redéploiement par le bas de l'outil industriel et technologique de défense a lieu à un moment où les mécanismes économiques sont grippés, les systèmes d'aides à l'emploi contestés, car dépendants et inefficaces, et la politique d'aménagement du territoire, malheureuse, en pleine léthargie.

An moment où les ouvriers des arsenaux et les maîtres concernés crient leur colère, le président de la République se rend en Arabie saoudite et au Qatar. Même si l'Élysée prend soin de préciser qu'il s'agit d'une visite à caractère politique, on comprend bien que la présence de Charles Millon au côté du chef de l'État n'est pas innocente. Les pays du Golfe ont besoin de moderniser leurs marines de guerre et les chantiers français ont eu déjà l'occasion de leur fournir des matériels sophistiqués. Les affaires restent les affaires, et les « canons des autres » seront toujours les bienvenus à Cherbourg ou à Lorient.

#### AU COURRIER DU « MONDE »

Marc Sautet, le promoteur des « cafés de philosophie », tient-il un discours « ambigu » sur le génocide des juifs pendant la deuxième guerre mondiale ? Le Monde du 14 juin a publié, sous la signature de Nicolas Weil, un article relayant cette accusation. Cet article se référait à des propos tenus par Marc Sautet, le 1<sup>er</sup> février, au cours d'un di-



ner organisé par le Café pour Socrate de Montpellier. L'article en cause donnait la parole aux accusateurs de Marc Sautet ainsi qu'à celui-ci. Il s'explique à nouveau aujourd'hui, à sa demande expresse. Nous publions, en plus de ce droit de réponse, les extraits de lettres que nous a valuées cette controverse.

#### LA SHOAH, UNE CATASTROPHE

De la Shoah à la nausée. Tel est le cours de mes sentiments depuis quelques jours. Sous le titre accrocheur : « Le promoteur des cafés de philosophie tient un discours ambigu sur le génocide juif », Le Monde a jugé opportun de suggérer à un journaliste de la rédaction un copieux article daté du 14 juin que je m'étais laissé gagner au « négationnisme ». S'appuyant sur une correspondance qu'on lui a fait parvenir de Montpellier, il fait état d'un malaise que j'ai provoqué lors d'une soirée passée dans cette ville, au cours de laquelle j'aurais affirmé qu'il n'existe aucune preuve de la réalité des chambres à gaz.

Compte tenu de la confusion qui règne dans les esprits et de l'extrême sensibilité de l'opinion sur ce sujet, je veux bien, pour cette fois, mettre une telle diffamation sur un excès de zèle, de la part d'un journaliste en alerte. Néanmoins, je ne peux que déplorer un tel procédé, qui non seulement m'atteint au plus profond de moi-même, mais dénature mon travail, dont les débats philosophiques dans les cafés sont l'expression la plus noble.

S'interroger est mon métier. Il est vrai que je m'interroge depuis longtemps sur la manière dont le III<sup>e</sup> Reich a procédé à la « Solution finale ». Mais ce n'est pas le centre de gravité de mes réflexions (...). De temps à autres, je me trouve, comme tout un chacun, confronté à des opinions qui concernent l'histoire du nazisme. Comme sur Nietzsche, comme sur la démocratie grecque, la démocratie sans fondement authentique régit sur le sujet. En public comme en privé. Parfois, je laisse passer. Parfois, non. Ce fut le cas à Montpellier, lors de ce dîner privé auquel Le Monde accorde un si grand intérêt. Ainsi je m'explique de ma teneur ?

La question des objectifs du nazisme demeure une vraie question. Il était notoire que le nazisme était une variante du fascisme. Depuis la vogue d'Hannah Arendt, cette approche paraît dépassée. A mes yeux, elle ne l'est pas, bien au contraire. Il me semble toujours que le fascisme avait pour vocation principale non pas l'extermination du peuple juif, mais la destruction du mouvement ouvrier et la subordination de la classe ouvrière au cadre de la nation. Face à tous ceux qui reviennent sur cette analyse, il me faut donc débattre : la montée en puissance du nazisme en Allemagne dans les années 20 puis sa victoire en 1933 a-t-elle, oui ou non, quelque chose à voir avec cela ? Hitler n'est-il pas le plus efficace des candidats fascistes de l'époque ? Et les premiers camps de concentration ne sont-ils pas destinés en premier lieu aux dirigeants et aux militants communistes, sociaux-démocrates, ainsi qu'aux syndicalistes ?

Quand quelqu'un escamote devant moi cet aspect du nazisme, il m'est très difficile de garder le silence. Car les horreurs de la Shoah, qui sont incontestables, sont précédées par les horreurs de

la répression du mouvement ouvrier en Allemagne, auxquelles le fascisme italien avait ouvert la voie. Ce point de vue, je l'ai exposé dans la seconde partie de mon ouvrage, *Un Café pour Socrate* (Robert Laffont, 1995) (...). Personne, à l'époque, n'a daigné reprendre le débat. Pourquoi laisser entendre que mon interrogation a des relents d'antisémitisme, alors que mon seul objectif est de réintroduire la question ouvrière dans l'appréhension des horreurs sans nom perpétrées par le III<sup>e</sup> Reich ?

Oui ! la Shoah est bien une catastrophe. D'où Le Monde tient-il que je le nie ? Je me demande seulement si cette catastrophe n'aurait pas pu être évitée. Supposons que le mouvement ouvrier allemand ait su résister à la montée du nazisme : y aurait-il eu extermination des juifs ? Y aurait-il eu, du reste, une deuxième guerre mondiale ? Il m'arrive de penser que cette tragédie aurait pu être évitée. Telle est mon intuition.

Marc Sautet  
Paris

[Après l'article paru dans Le Monde du 14 juin mettant en cause Marc Sautet, Colette Duflo, animatrice d'un café philosophique à Montpellier (Hérault), nous demande de publier ce que c'est Pierre-Louis Chevalier - qui n'est nullement un des organisateurs du café philosophique de Montpellier -, et lui rend, qui a pris l'initiative de communiquer à la presse la lettre de Marc Sautet. Elle tient en outre à affirmer qu'elle-même « et les participants du "Philosof" de Montpellier ne [sont] ni révisionnistes ni négationnistes et qu'ils n'ont soutenu ni soutiennent qu'on ne se réconcilie de ces événements ».]

#### HITLER DANS LE TEXTE

(...) On ne saurait trop conseiller à M. Sautet de « dépaillier » (comme il dit) un ouvrage comme celui d'Eugen Kogon, Hermann Langbein et Adalbert Rückerl, disponible dans la collection « Points » du Seuil, et intitulé *Les Chambres à gaz, secret d'Etat*.

A la page 266, il y trouverait un extrait d'une lettre de Hitler à un certain Adolf Gemlich, en date du 16 septembre 1919, et où l'auteur affirme que le « but ultime » de l'« antisémitisme rationnel » (sic) devait être « inébranlablement l'élimination pure et simple des juifs ». Car l'antisémitisme traditionnel est trop timoré : il s'en tient aux pogromes.

A la page 268, M. Sautet trouverait un extrait de *Mein Kampf* qui semble lui avoir échappé. Evoquant les premiers gazages d'êtres humains sur les champs de bataille de 1914-1918, Hitler soutient que, « si, au début de la guerre et pendant la guerre, on avait fait passer douze ou quinze mille de ces juifs corrompus aux gaz toxiques (...), les millions de victimes du front ne seraient pas mortes en vain ».

A la page 267, M. Sautet apprendrait que, dans son discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag, Hitler avait prédit que, « si la finance juive internationale (...) parvenait à jeter une fois de plus les peuples du monde dans une guerre

mondiale, le résultat ne sera pas la bolchévisation de la terre et donc la victoire du judaïsme, mais l'extermination de la race juive en Europe ».

Tous les historiens s'accordent pour reconnaître que les deux obsessions fondamentales chez Hitler étaient dès l'origine l'antisémitisme meurtrier et le combat pour le *Lebensraum* (l'espace vital). C'est pourquoi la Russie bolchévique apparaît comme un adversaire à abattre : parce qu'elle est « infestée de juifs » et parce qu'elle offre un terrain « naturel » et immémorial à l'expansionnisme germanique. C'est pourquoi l'invasion de l'Union soviétique s'accompagne de l'utilisation de camions à gaz itinérants.

On manque la spécificité irrédécible de l'hitlérisme si l'on en fait un antisémitisme d'abord et un antisémitisme ensuite. La racine du nazisme se situe dans un mythe racial mortifère qui commande dès le départ l'ensemble des projets et des pratiques.

Alain Sager  
Nogent-sur-Oise

#### PROCES D'INTENTION

Faites attention, faites très attention, à ne pas transformer la dénonciation, ô combien légitime et naturelle, de ceux qui nient la réalité du génocide juif, en un perpétuel procès d'intention, avec des procédés indignes (comme la publication de lettres privées). Faites attention à ne pas vous tromper de combat. Que veut dire des propos « ambigus » sur le génocide juif, je ne connais pas M. Sautet, mais, dans sa lettre de réponse (NDLR : publiée dans Le Monde du 14 juin), il dit : « Je ne reprends en aucune façon à mon compte la thèse qui nie l'existence des chambres à gaz » et la suite de sa lettre est « orthodoxe ». Il indique que l'extermination des juifs est, selon lui, la conséquence idéologique logique de la haine hitlérienne du mouvement ouvrier.

Telle n'est pas mon idée (moi qui penche plutôt vers une haine du monothéisme et donc du peuple qui incarne le plus cette filiation monothéiste), mais, de grâce, laissez à M. Sautet la liberté, s'il reconnaît la réalité du génocide, de la relier plutôt à telle ou telle « cause ». Qu'y a-t-il de blâmable là-dedans ? Quant au reste, que savez-vous des tenants et aboutissants d'une correspondance privée - qui ne vous regarde pas ? Quelle fut la part de dé-

monstration philosophique et la part de conviction ?

Damien Le Guay  
Boulogne-Billancourt

#### SURPRENANTE MÉCONNAISSANCE

Proposer une lecture de *Mein Kampf* pour s'étonner de ne pas y trouver en toutes lettres la description de la future « Solution finale » relève d'une troublante naïveté et d'une surprenante méconnaissance de l'histoire. Le simple survol d'un manuel scolaire, destiné à des élèves en classe de première, permet, à qui le veut, de connaître la chronologie de la politique nazie à l'égard des juifs : élimination par expulsion (point 8 du programme du NSDAP, février 1920) ; par exclusion (lois de Nuremberg, 1935 ; ordonnance de Goering du 12 novembre 1938) (...).

Après la conquête de la Pologne, la défaite française, le Reich confie à Heydrich la tâche de regrouper les juifs dans des ghettos, où malnutrition et répression font leur œuvre de mort, à Lodz (200 000 personnes) ou Varsovie (435 000). Au cours de l'été 1940 est envisagé le plan Madagascar ; transformer l'île, vidée de ses habitants, en un vaste ghetto, confié à l'administration française, sous contrôle militaire allemand. C'est au cours de la réunion de Wannsee, en janvier 1942, que le plan d'extermination proposé par Heydrich en juillet 1941 est adopté.

La destruction des partis ouvriers par le régime nazi est un fait. Il n'est pas « oublié » dans les manuels scolaires, encore moins dans les ouvrages spécialisés. Choisir de mettre en avant ce fait parce qu'il « précède » le génocide est un choix inquiétant. C'est faire de la lutte contre les partis ouvriers le fondement du nazisme dans *Mein Kampf* en lieu et place du racisme. Or le nazisme est raciste, à la différence de l'étatisme fasciste, lui aussi liquidateur de ces mêmes partis.

Florence Braunstein  
Jean-François Pépin  
Paris

#### « DOUTISME »

Il y avait les négationnistes. Faudra-t-il créer un néologisme, le « doutisme », pour y ranger M. Sautet et tous ceux qui provoquent le trouble et le malaise en jetant un doute sans fondement sur des questions aussi graves et sensibles que le génocide des juifs ?

Arnold Picardat  
Missègre (Aude)

### RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission  
8 juillet : **ESTP - CC ICARE**  
9 juillet : **IESEG**

Admissibilité  
8 juillet : **ENSAE Eco. et Maths**

## 3615 LEMONDE

2,23 F / min

### Le pouvoir et les juges

Suite de la première page

La deuxième réponse, elle aussi défensive et conservatoire, réside dans la répression opérée par Alain Juppé le 3 juillet. Interrogé à la télévision sur le cas de Loïc Le Floch-Prigent, qu'on savait menacé de mise en examen, le premier ministre a révisé la « jurisprudence » établie depuis la démission de Bernard Tapie du gouvernement de Pierre Bérégovoy en 1992. Une personne mise en examen, a-t-il dit, est présumée innocente tant qu'elle n'a pas été condamnée : il n'y a donc aucune raison pour qu'elle renonce aux fonctions qu'elle exerce.

La règle confirmée par Edouard Balladur en 1993 et par Jacques Chirac et Alain Juppé eux-mêmes en 1995 était, au contraire, qu'un membre du gouvernement mis en examen était tenu de donner sa démission.

Par extension, elle paraissait devoir s'appliquer à d'autres détenteurs d'un pouvoir exécutif comparable à celui d'un ministre, tels que le maire d'une très grande ville, par exemple, ou le patron d'une grande entreprise nationale. Cependant, n'établissant aucune différence entre les membres du gouvernement et les autres, M. Juppé a, par extension, simplement balayé la règle, qui n'avait évidemment aucun caractère d'obligation légale et relevait de la seule morale - autrement dit, de ce que M. Juppé lui-même appelle l'« ordre moral ».

La troisième réponse, non formulée officiellement, consiste à mettre en cause les journalistes et les juges, rangés dans la catégorie des troubles subversifs, coupables de saper le moral de la nation et d'empêcher les dirigeants d'assumer les lourdes charges dont ils sont investis.

Des découvertes des enquêteurs sont classées sans suite. Consigne est donnée à des policiers de ne pas exécuter les ordres d'un magistrat instructeur. Plainte est déposée pour violation du secret de l'instruction, ce qui vise à la fois les magistrats et la presse. Annonce est faite, par le premier ministre, que les dispositions en vigueur pour protéger ce secret vont être renforcées. L'intention est évidente : intimider la justice et les médias.

Comme certains socialistes avant eux, les hommes aujourd'hui au pouvoir opposent la légitimité démocratique à la mise en cause judiciaire. Ainsi Henri Emmanuelli s'était-il cru tenu d'acquiescer à la confiance de son mandat de député et en se faisant ensuite réélire : la confiance des électeurs des Landes valait, selon lui, démenti des accusations portées par le conseiller Renaud Van

Ruymbek. Aujourd'hui, l'antichambre du pouvoir politique est opposée aux investigations des juges. Le ministre de l'Intérieur « couvre » le directeur de la police judiciaire qui a contrevenu aux règles de procédure. Le gouvernement maintient sa confiance au président de la SNCF qu'il avait désigné en décembre 1995. Le président du conseil général de l'Essonne refuse de rendre public le rapport commandé à l'épouse du maire de Paris, Xavier Iliet, qui a coûté 200 000 francs aux contribuables.

Les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont entrés cette semaine dans une phase d'épreuve de force qui pourrait s'étendre son paroxysme lors de la réunion du Conseil supérieur de la magistrature, prévue le 9 juillet, sous la présidence de Jacques Chirac. Aux politiques qui réclament l'impunité, l'opinion publique, appuyant les juges, oppose une revendication simple : à défaut qu'ils puissent agir pour assurer l'égalité des conditions, du moins peut-on attendre des dirigeants d'un État démocratique qu'ils respectent et fassent respecter l'égalité des droits et des devoirs. Les privilèges de tous ordres sont d'autant moins acceptables que ceux qui y prétendent prétendent quotidiennement la rigueur, le réalisme, l'acceptation des contraintes de la mondialisation et de la dureté de la compétition économique, les restrictions budgétaires et la remise en question des « droits acquis ».

Pas d'autre politique possible, répète M. Juppé ; pas d'autre premier ministre possible, maintient l'Élysée

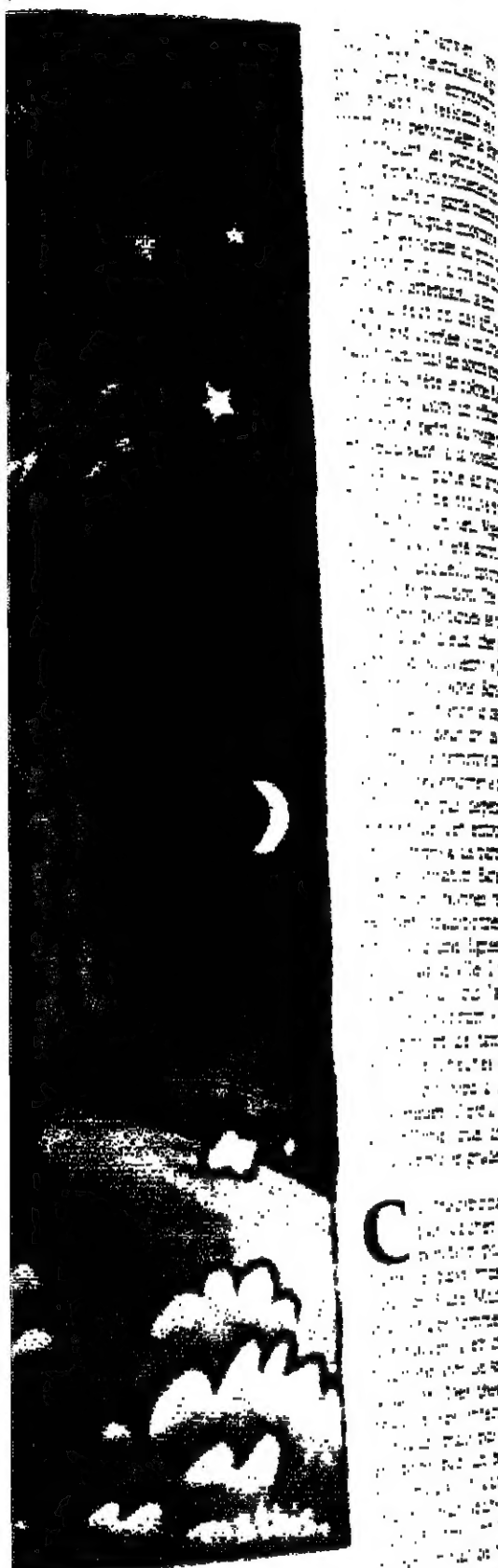
« Je ne donne pas six mois pour qu'ils soient rattrapés par les affaires, et ils ne s'en dépêchent pas », prophétisait un ministre du gouvernement Balladur au lendemain de l'élection de M. Chirac à l'Élection présidentielle. La première partie de la prédiction s'est vérifiée plus tôt même qu'il ne le prévoyait. La seconde prend d'autant plus de force aujourd'hui que l'attention se concentre sur les rapports entre le pouvoir et la justice en l'absence de tout autre débat politique.

Celui-ci est littéralement assésé par la combinaison Chirac-Juppé-majorité : en dépit des avis contraires qui sont de nouveau produits au président de la République, pas d'« ouverture » ministérielle qui affaiblirait l'autorité du chef du gouvernement, laisse-t-on entendre dans les hautes sphères du RPR.

M. Chirac, qui n'a pas encore déterminé sous quelle forme il s'adressera aux Français le 14 juillet, semble avoir épuisé les ressources qui lui avaient permis, au début de l'année, de prendre de la hauteur, dans les sondages, par rapport à un premier ministre sanctionné par le mouvement social de la fin 1995. En l'absence des signes de reprise attendus pour le milieu de l'année, le chef de l'État est amené à intervenir plus tôt qu'il ne le prévoyait dans une situation politique qui se révèle plus dangereuse qu'il ne l'avait envisagé.

Patrick Jarreau

ne au Niger





## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1995

**BOURSE** Wall Street a enregistré vendredi 5 juillet sa baisse la plus forte depuis quatre mois. L'indice Dow Jones a perdu plus de 114 points (2,01 %), en raison d'une

envolée des taux d'intérêt à long terme, après la publication de statistiques sur l'emploi en juin bien meilleures que prévu aux Etats-Unis. ● LE CHÔMAGE a baissé à 5,3 %

en juin, contre 5,6 % en mai, aux Etats-Unis. Il est à son plus bas niveau depuis six ans, après la création de 239 000 emplois le mois dernier. ● LE SALAIRE horaire a augmenté de

0,8 % en juin, à 11,82 dollars, contre 0,1 % en mai. Le salaire moyen hebdomadaire est en augmentation de 2,2 % à 410,15 dollars. ● LA RÉSERVE FÉDÉRALE américaine pourrait rele-

ver ses taux directeurs dès lundi pour lutter contre la surchauffe. Le tour de vis pourrait atteindre 0,50 % au lieu de 0,25 %, comme attendu, pour les prochains mois.

## Wall Street craint la surchauffe de l'économie américaine

L'indice Dow Jones a enregistré vendredi 5 juillet sa deuxième plus forte baisse de l'année. Les taux d'intérêt à long terme sont brutalement remontés de 6,93 % à 7,19 % après la publication de statistiques, meilleures que prévu, sur l'emploi

LA GRANDE PLACE de New York a de nouveau joué à se faire peur vendredi 5 juillet et a enregistré sa deuxième plus forte baisse de l'année. Au cours d'une séance pourtant réduite de trois heures au lendemain de la fête de l'indépendance américaine, l'indice Dow Jones a perdu 114,88 points, soit 2,01 %. Les coupe-circuits, qui freinent les transactions informatisées lorsque les fluctuations du Dow Jones atteignent les 50 points, ont été déclenchés onze minutes après le début des cotations.

Ce n'est pas tant l'ampleur de la baisse que ce qu'elle révèle de la fragilité de la plus grande place boursière du monde qui inquiète. Car la Bourse de New York affiche encore un gain supérieur à 9 % depuis le début de l'année et une progression de 55 % au cours des dix-neuf derniers mois. Des performances rendues possibles par la croissance ininterrompue de l'économie américaine depuis plus de cinq ans. Le paradoxe, c'est que cette croissance semble aujourd'hui trop forte aux yeux des boursiers.

A l'image des autres chocs subis cette année par Wall Street

(171 points de baisse le 7 mars, 88 points le 8 avril et 77 points le 7 mai), la publication de statistiques sur l'économie américaine soulignant sa vigueur sont à l'origine de l'accès de faiblesse. Vendredi ce sont de « trop bons » chiffres indiquant une baisse du chômage, à son plus bas niveau depuis six ans (5,3 %), et une hausse sans précédent en un mois depuis les années 60 des salaires (+0,8 %) qui ont effrayé. Ils signifient pour les analystes que la surchauffe menace.

**TENSIONS SUR LES SALAIRES**  
Ces statistiques ont des implications spectaculaires pour l'économie. « La croissance économique va être d'au moins 4 % pour le deuxième trimestre et peut-être même de 5 %, si l'on enregistre de bons gains de productivité », estime Kenneth Mayland, économiste de la banque Keycorp. La vigueur du marché de l'emploi « rend possible un vif rebond de la consommation des ménages en juillet et août », ajoute John Inowski, économiste à Moody's Investors Service. Une économie qui tourne à plein régime dans un contexte de plein



emploi est potentiellement inflationniste. D'ailleurs, des tensions sur les salaires commencent à apparaître. Du coup, les taux d'intérêt à long terme sont repartis vers le haut. Le rendement des obligations à 30 ans est passé de 6,93 % à 7,19 %.

Les observateurs considèrent aujourd'hui que la Réserve fédérale américaine se trouve condamnée à relever rapidement ses taux directeurs pour contrer les craintes de hausse des prix. Le choc sur les marchés obligataires a touché par ricochet les actions. D'autant plus facile-

ment que Wall Street est considéré comme un marché de plus en plus dangereux et fragile.

Parce qu'il n'a pas vraiment récupéré la baisse sensible du marché obligataire depuis le début de l'année (les cours des obligations baissent quand les taux montent). Parce que les ménages américains attirés par les performances exceptionnelles de Wall Street (620 % de hausse en 14 ans) désertent les placements traditionnels comme l'immobilier ou l'assurance-vie pour investir en Bourse et acheter des parts de fonds de placements en actions.

Sur les cinq premiers mois de l'année, plus de 120 milliards de dollars (610 milliards de francs) sont venus se déposer à Wall Street. Les introductions en Bourse se multiplient, trois cents depuis le début de l'année, à des cours toujours plus élevés.

« LE MARCHÉ EST SURACHETÉ »

Byron R. Wien, le stratège de la banque américaine Morgan Stanley, considère que les signes de spéculation se multiplient. « Le marché est clairement surchauffé. Le fait qu'il n'a pas subi depuis octobre 1990 une correction

d'au moins 10 % contribue au sentiment illusoire qu'il n'y a pas de risques », ajoute-t-il. Le marché des valeurs technologiques de croissance, le Nasdaq, qui a mené au cours des derniers mois la hausse des actions américaines est déjà entré dans une phase de correction. Il a cédé 7 % depuis le début du mois de juin. Mais une valeur sur huit cotée sur ce marché a perdu plus de 15 % dans le même temps.

L'Union de banques suisses pronostique dans son dernier bulletin de prévisions une baisse à venir de l'ordre de 1 000 points (18 %) de l'indice Dow Jones et s'interroge ensuite sur la réaction de millions d'actionnaires américains confrontés à des risques qu'ils n'ont jamais rencontrés. Quelle sera leur réaction, si leur patrimoine boursier, constitué pour la retraite, voit subitement sa valeur se réduire ? Selon des statistiques de 1992, 51,3 millions d'Américains détenaient directement ou indirectement des actions. Un nombre qui représentait 37,4 % de la population active et a certainement augmenté depuis quatre ans.

Eric Leser

## Les banques suisses consacrent la prééminence de la City en Europe

LONDRES  
de notre correspondant  
dans la City

La restructuration du Crédit suisse holding, qui fusionne différentes filiales et se réorganise en quatre divisions (Le Monde du 4 juillet), a galvanisé la City. Le groupe suisse consolide son implantation à Londres et consacre la capitale britannique comme pivot européen de la haute banque d'affaires.

Pendant une douzaine d'années, le Crédit suisse First Boston (CSFB), créé en 1978, lors de la fusion entre la First Boston et la banque d'affaires de l'institution helvétique, était considéré à Londres comme un acteur incontournable du marché international des capitaux. Mais la déregulation tous azimuts de la City en 1986, l'arrivée en force des géants américains et japonais et les problèmes du pôle new-yorkais, recapitalisé en 1990, avaient progressivement sapé cette prééminence.

L'arrivée à Londres en 1992 de David Murford, ancien numéro deux du Trésor, sous la présidence de George Bush, son intérêt pour l'Amérique latine et le rôle dominant de l'état-major new-yorkais dans le processus de décision, avaient renforcé un profil par trop « américain » de l'entreprise.

« Le moteur de cette réorganisa-

tion, qui nous projette au sommet du classement, est la demande de services bancaires à l'échelle planétaire », explique aujourd'hui au Monde David Murford, président pour l'Europe de la CSFB. Le regroupement au sein d'une même entité, basée à Londres, de la banque d'affaires CS First Boston, du portefeuille de clients internationaux du Crédit suisse, des produits financiers et d'une partie de la gestion de fonds de la clientèle institutionnelle, met en place une force de frappe avec laquelle les rivaux vont devoir compter.

**PRÉSENCE LIMITÉE EN ASIE**

« Avec cette nouvelle unité, la banque d'affaires va pouvoir exploiter à fond sa formidable présence à Wall Street qui manque à ses concurrents européens, tout en renforçant son image européenne », comme l'indique Simon Adamson, analyste auprès de l'agence de notation financière Ibcba, CSFB dispose, avec cet ancrage à Wall Street, d'un atout maître à faire pâlir d'envie plus d'un établissement qui, à l'image de l'ex-First Boston ou de la National Westminster, s'est cassé les reins en cherchant à s'implanter à tout prix outre-Atlantique. En revanche, sa présence limitée en Asie, les carences de la capacité de distribution et la faiblesse de son département de recherche

et l'éclatement des centres de décision entre New York, Londres et Zurich, sont autant de « points noirs » de la firme des Docklands.

La réorganisation du groupe annoncée le 2 juillet souligne combien le poids des établissements suisses, riches d'énormes capitaux en monnaie forte (8,5 milliards de dollars de capitaux pour CSFB) et de leur « triple A » (notation maximum) devient de plus en plus important dans la City.

L'Union des banques suisses peut se targuer d'un impressionnant service de gestion d'avoirs et de dépense des titres, en particulier sur le marché obligataire. Après bien des soubresauts, SBC-Warburg, filiale de la Société de banques suisses, est considérée comme l'un des champions du conseil aux entreprises et des fusions et acquisitions.

Au fil des restructurations, des rachats ou du développement des

activités, une décennie après le « Big Bang », une nouvelle carte de la banque d'affaires haut de gamme se dessine progressivement dans la première place boursière européenne.

Au sommet, une poignée d'organisations, véritable supermarché de la finance, qui interviennent sur tous les grands compartiments du marché et jouent un rôle capital : les Américains Goldman Sachs, Morgan Stanley et J. P. Morgan, les trois banques suisses, et l'allemand Deutsche Morgan Grenfell. Juste dans la deuxième division, figurent les gros établissements britanniques et étrangers comme Paribas ou ABN Amro, centrés sur plusieurs métiers. Enfin, les banques spécialisées, à l'instar de Rothschild ou Lazard qui ont choisi d'exploiter un domaine d'excellence bien choisi.

Marc Roche

## Le diamantaire De Beers espère conclure un accord avec la Russie

LONDRES  
de notre correspondant  
dans la City

Juste après le deuxième tour de l'élection présidentielle en Russie, le 3 juillet, la Central Selling Organisation (CSO), la filiale de vente de la Compagnie sud-africaine De Beers qui commercialise plus des deux tiers des diamants bruts extraits à travers le monde, a annoncé une augmentation globale des prix de 3 %. Selon les experts, la réaction du président sortant devrait déboucher dans quelques mois sur la signature d'un accord commercial en bonne et due forme sur trois ans entre la CSO et la Russie, deuxième producteur mondial de pierres brutes.

La crise de 1995 causée par les ventes illégales russes qui avaient mis le géant sud-africain dans une situation critique, est en passe de résolution. Un accord de principe a été conclu avec le Kremlin, le 23 février. Signe de confiance retrouvée : les ventes du CSO ont progressé de 8,2 % pour le premier semestre 1996 par rapport à la période correspondante de 1995.

**LIVRAISONS CLANDESTINES**

Après des mois de négociations difficiles et une féroce bataille au sommet du gouvernement russe, la De Beers avait obtenu l'exclusivité

de 87,5 % des exportations de « pierres d'éternité » russes, en majorité de qualité. Moscou vendra par lui-même, en-dehors du CSO, le restant. Ce nouveau partenariat avait provisoirement mis fin aux livraisons clandestines russes à bas prix à Anvers. Mais la campagne électorale avait interrompu les pourparlers. D'après nos informations, le trafic de pierres avait même repris depuis mai à la suite de l'incertitude et du résultat serré du premier tour, le 16 juin.

Autre motif de satisfaction pour la De Beers : la défaite du challenger communiste renforce l'actuelle direction de la république semi-autonome de Sakha située au nord-est de la Sibirie qui fournit actuellement la quasi totalité des diamants.

Proche de la De Beers, la présente équipe dirigeante, cataloguée « eltsinienne », devrait à son tour conserver le pouvoir lors des élections générales de décembre dans cette région. Principal responsable des « ruées », le Comité d'Etat pour les pierres et les métaux précieux (Roskomgradmet), responsable du stock stratégique accumulé par l'ex-régime communiste, qui représentait les éléments les plus nationalistes du Kremlin, apparaît plus que jamais sur la touche.

M. R.

## Le conseil d'administration de Renault s'adapte à la privatisation

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE a annoncé, vendredi 5 juillet, que le conseil d'administration de Renault serait désormais composé de quinze personnes au lieu de dix-sept auparavant, dont cinq représentants de l'Etat, six représentants des actionnaires privés et quatre des salariés. Le renouvellement du conseil d'administration s'inscrit dans la nouvelle donne du capital de Renault, dont la majorité (54 %) est passée au privé. Outre Jean-Luc Lagardère, Louis Schweitzer, Antoine Riboud et Michel Pébereau, déjà nommés en assemblée générale en 1994 et 1995 pour représenter les actionnaires privés, le conseil d'administration du 5 juillet a choisi François Priole de Combar, associé gérant de la Banque Lazard frères, et Robert Stader, président du conseil d'administration de l'Union de banques suisses, deux des nouveaux actionnaires du constructeur. Parmi les cinq représentants nommés par l'Etat, deux administrateurs sont directement issus de ministères (économie, industrie) et trois sont nommés au titre de « personnalités qualifiées ». Contrairement aux vœux de l'entreprise, le gouvernement n'a pas renommé l'ancien président Raymond H. Lévy.

**DÉPÊCHES**

■ **MAZDA** : le président du groupe automobile japonais, Henry D. G. Wallace, vise une part du marché mondial de 2 % à 2,2 % et espère entrer dans le « top ten » des constructeurs à l'horizon 2000, a-t-il déclaré vendredi 5 juillet. Mazda, dont l'américain Ford a pris le contrôle il y a moins de quatre mois, possède actuellement une part de marché de 1,8 % environ.

■ **TABAC** : la justice italienne accuse le groupe américain Philip Morris d'avoir fraudé le fisc pendant une décennie en ne payant pas des taxes sur un chiffre d'affaires représentant 10 000 milliards de lires (environ 35 milliards de francs). Le juge de Naples Agostino Cordova a gelé des royalties que doit payer au groupe américain la fabrique nationale italienne et il a confisqué les passeports de cinq dirigeants dont le patron européen de nationalité suisse, Walter Thoma. Le conflit porte sur le taux des impôts que devait payer en Italie Philip Morris.

■ **INSEE** : la situation de trésorerie des industries s'est légèrement dégradée au premier semestre 1996, surtout dans les grandes entreprises (plus de 500 salariés), et devrait de nouveau se détériorer au second semestre, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE. Au premier semestre 1996, les entreprises du secteur ont affiché une baisse de leurs résultats d'exploitation, à cause de ventes peu dynamiques et de prix de vente déprimés : 43 % des patrons sondés estiment leurs résultats d'exploitation « faibles », contre 33 % en décembre 1995.

■ **SEPT** : le conseil d'administration de l'entreprise espagnole SEPI (Société d'Etat de participations industrielles) a décidé vendredi 5 juillet d'ouvrir le processus de privatisation d'Endesa (électricité), d'Austri (constructions), de Musini (assurances), de Gas Natural et d'Enagas.

■ **TELECOMUNICATIONS** : la dérégulation du marché allemand des télécommunications a franchi une étape décisive avec la décision du Parlement allemand, prise vendredi 5 juillet, d'adopter la loi autorisant l'arrivée sur ce marché après 1998 d'opérateurs autres que Deutsche Telekom.

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : l'exploitant téléphonique allemand a annoncé, le 5 juillet, tabler sur une cotation de ses actions au plus tard le 18 novembre. L'opérateur a indiqué qu'il n'entend pas vendre ses réseaux de télévision, ciblés avant cette entrée en Bourse.

■ **ALCATEL SEL** : la filiale allemande du groupe français Alcatel TSB-com a annoncé le 5 juillet une amélioration de son résultat d'exploitation en 1996 (après 300 millions de marks, soit 1 milliard de francs, de pertes en 1995).

■ **BRITISH AIRWAYS** : les pilotes de la compagnie aérienne britannique se montrent en grève le 16 juillet si une solution n'est pas trouvée au conflit en cours sur les salaires, a annoncé vendredi 5 juillet le syndicat des pilotes BALPA.

■ **POST CZEQUE** : la poste britannique, dernier grand service public à ne pas avoir été privatisé, a réalisé un bénéfice impossible de 422 millions de livres en 1995-1996 (3,4 milliards de francs), en baisse de 11 % par rapport aux 472 millions de l'exercice précédent, a annoncé vendredi 5 juillet le Post Office.

## RÉSULTATS DU BAC

Lundi 8 juillet

Bac Général

Académies : AIX-MARSEILLE, AMIENS, DIJON  
LYON, MONTPELLIER, NANCY, NICE, REIMS, ROUEN  
STRASBOURG, TOULOUSE

(Départements manquants : 10, 52, 57, 58, 88, 89)

Bac Technologique

Académies : AIX-MARSEILLE, BORDEAUX, CAEN,  
LYON, NICE, POITIERS

Bac Pro

Académies : AIX-MARSEILLE,  
GRENOBLE, RENNES

(Département manquant : 05)

Dès le 10 juillet : Résultats du BAC PRO

Académies de Paris, Créteil, Versailles

Minifret 3617 LMPLUS



## La détente monétaire française bute sur l'immobilisme allemand

Le conseil de la politique monétaire de la Banque de France a réduit le taux de ses appels d'offres, ramené de 3,60 % à 3,55 %, alors que le taux de prise en pension hebdomadaire de la Bundesbank (REPO) reste fixé à 3,30 %

L'annonce, vendredi 5 juillet, d'une nouvelle baisse du taux de chômage aux États-Unis au mois de juin (5,3 %), accompagnée de tensions sur les salaires, a entraîné un vif repli du marché obligataire américain. Le rende-

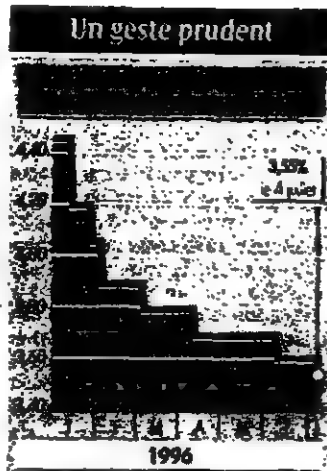
ment de l'emprunt d'État à trente ans est remonté au-dessus de la barre des 7 %. En Europe, l'événement de la semaine a été la baisse de 0,05 % du taux des appels d'offres de la Banque de France. L'institut d'émission

a profité de la bonne tenue du franc face au deutschemark pour agir. L'immobilisme de la Bundesbank limite toutefois la marge de manœuvre de la Banque de France. L'écart entre l'appel d'offres français et le REPO de la Bun-

desbank est revenu à 0,25 %, un niveau historiquement bas. En l'absence d'initiative de la banque centrale allemande, la poursuite de la détente monétaire paraît compromise en France.

**FAUT-IL VRAIMENT** se réjouir de la baisse du taux d'appels d'offres décidé, jeudi 4 juillet, par la Banque de France ? Le conseil de la politique monétaire de l'institut d'émission (CPM) a annoncé une réduction de 0,05 % de son principal taux directeur, ramené de 3,60 % à 3,55 %. Certains analystes ont fait une lecture positive de ce geste. Il démontre, à leurs yeux, que l'heure reste à la détente monétaire en Europe. Le message revêt une grande importance étant donné les incertitudes qui entourent la politique de la Bundesbank. Depuis début février, la banque centrale allemande n'a plus abaissé le niveau de ses prises en pensions hebdomadaires (REPO). Il reste fixé à 3,30 %. Et plus personne ne sait quels sont les intentions de la Bundesbank.

Ses responsables prennent soin de brouiller les pistes. Ils soulignent d'un côté que la surveillance du deutschemark est aujourd'hui entièrement corrigée et évoquent les signes de reprise de l'économie (la production industrielle a progressé de 1 % en mai outre-Rhin). De l'autre, ils répètent que la croissance de la masse mo-



La Banque de France a profité de la bonne tenue du franc face au deutschemark pour agir. L'immobilisme de la Bundesbank limite toutefois la marge de manœuvre de la Banque de France.

nétaire devrait ralentir au cours des prochains mois et se rapprocher de son objectif initial, compris entre 4 % et 7 %.

Ce flou se traduit par des anticipations opposées. Pour les opérateurs des marchés, les taux d'intérêt à court terme allemands vont remonter progressivement d'ici la fin de l'année (3,70 % pour les échéances à trois mois fin dé-

cembre contre 3,30 % actuellement). La plupart des économistes ne partagent pas ce pessimisme. Selon les experts de la banque Deutsche Morgan Grenfell, les taux à trois mois allemands se situent à 3,10 % à cette date. Le

### Nouveau choc aux États-Unis

La publication, vendredi 5 juillet, des statistiques du chômage aux États-Unis au mois de juin a provoqué de nouvelles secousses sur les marchés obligataires internationaux. Le rendement de l'emprunt à trente ans américain est remonté à 7,19 %, son plus haut niveau depuis mai 1995. Le dynamisme du marché de l'emploi fait craindre l'apparition de tensions inflationnistes outre-Atlantique. Les obligations européennes ont bien résisté à ce choc. Le contrat notional du Matif a terminé la séance sur un recul limité de 36 centimes. Le marché des emprunts français, soutenu par la demande des compagnies d'assurance-vie, reste solide, comme l'a démontré le bon accueil réservé par les investisseurs aux deux emprunts (3 milliards de francs à treize ans, 1 milliard à dix ans) lancés cette semaine par la SNCF, sous la direction de la BNP et de la Caisse des dépôts et consignations. Les titres avaient pourtant été émis à des prix jugés élevés.

geste de la Banque de France - qui disposerait d'informations privilégiées sur ce que va faire la Bundesbank - serait à cet égard très rassurant. Il serait annonciateur d'une baisse imminente des taux en Allemagne.

D'autres experts font une analyse radicalement différente. Selon eux, le fait que la Banque de France

banque centrale allemande va prochainement baisser le REPO, ils auraient fait preuve d'une plus grande audace et auraient décidé une baisse de 0,10 %. Les 0,05 % consentis jeudi sont d'abord un aveu d'ignorance.

Cette interprétation conduit à des conclusions pessimistes et critiques. En l'absence d'initiative de

la Bundesbank au cours des prochaines semaines, la poursuite de la détente monétaire en France sera compromise. La Banque de France dispose tout au plus d'une marge de baisse de 0,25 %, avant que l'appel d'offres français ne vienne buter sur le REPO de la Bundesbank (l'institut d'émission français semble peu disposé à contester la prééminence monétaire de l'Allemagne et à faire passer ses taux directeurs sous ceux de la Bundesbank).

### BESOIEN DU PIB

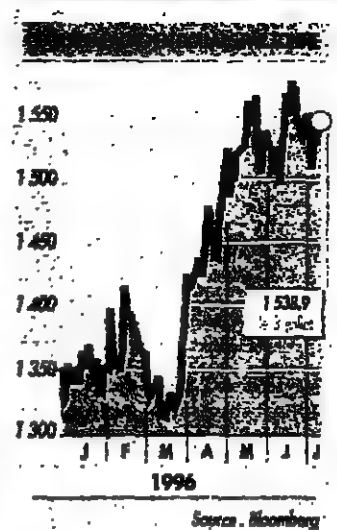
Ce quart de point potentiel correspond-il aux besoins monétaires de l'économie française ? Le produit intérieur brut (PIB) devrait avoir reculé de 0,3 % au deuxième trimestre, tandis que le taux de chômage atteint des niveaux records. La croissance de la masse monétaire, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, reste très modérée (+2,9 % en avril). L'obstacle de l'agrégat M3 n'existe pas en France. Les prix, enfin, continuent à évoluer de façon sage (le rythme d'inflation sous-jacente s'est inscrit à 1 % au mois de mai selon l'Insee, les prix des biens intermédiaires ont baissé de 0,3 % en mai) ce qui augmente d'autant le coût réel du crédit. La politique monétaire française conserverait aujourd'hui encore un aspect restrictif, mal adapté à la situation économique et peu susceptible de compenser la rigueur budgétaire accrue décidée par le gouvernement. Si la Bundesbank n'agit pas rapidement, la question de savoir si la politique monétaire française est adaptée à la situation économique risque de se poser à nouveau.

Alors qu'en Europe, les banques centrales hésitent - de peur d'avouer que l'économie du Vieux Continent est atteinte du même mal déflationniste que celui qui a frappé celle du Japon au cours des dernières années ? - à assouplir davantage leur politique monétaire, la Réserve fédérale américaine (Fed) est réticente à l'idée de resserrer la sienne. Son conseil a opté, mercredi 3 juillet, pour le statu quo.

L'annonce, vendredi 5 juillet, d'une forte baisse du taux de chômage au mois de juin (5,3 %), accompagnée de tensions sur les salaires (le salaire horaire moyen a progressé de 9 cents, un record depuis la création de cette statistique en 1965), pourrait toutefois mettre un terme aux tergiversations de la Fed. De nombreux analystes parient sur une hausse du taux des fonds fédéraux (5,25 % depuis la fin du mois de janvier), avant même la prochaine réunion de la Fed, prévue pour la fin du mois d'août.

## MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao reste ferme



Source : Bloomberg

LE MARCHÉ du cacao est alimenté par la rumeur. Rumeur d'une baisse de la récolte du premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire, par rapport aux estimations. Rumeur aussi sur l'étrangement programmé du marché par l'américain Phibro. Celui-ci se faisant actuellement plus discret, les professionnels se demandent s'il s'agit d'un renoncement de sa part ou bien d'une nouvelle ruse. Ainsi que le souligne un négociant de la place parisienne, « c'est la nébuleuse totale ». D'autant plus que se rajoutent des problèmes liés au nouveau système de commercialisation en Côte d'Ivoire qui ne simplifient pas les opérations des acheteurs.

### HAUSSE DES BROYAGES

En attendant une tempête qui ne se produira peut-être pas, le marché a retrouvé une certaine routine et les prix, qui ont chuté fin juin, restent maintenant à peu près stables. Ils ont clôturé mercredi 3 juillet à 1338,9 dollars par tonne. La consommation (traité plutôt en augmentant). Selon le négociant parisien Eurorot, les chiffres du second trimestre de 1996 indiquent une hausse des broyages chez les principaux consommateurs par rapport à la même période de 1995 : +6,4 % de hausse aux Pays-Bas, +5,3 % en Allemagne, +26 % en Grande-Bretagne (la hausse réelle est sûrement plus modeste car toutes les usines n'avaient pas communiqué leurs tonnages en 1995). On compte sur une bonne reprise de la consommation américaine bien que les données chiffrées ne soient pas encore disponibles.

Malgré ces nouvelles satisfaisantes, les professionnels restent attentifs. Comme le remarquait l'un d'eux : « En septembre, ça passe ou ça casse ! » Mentionnons, par ailleurs, la publication du bilan annuel de l'hebdomadaire *Marchés tropicaux et méditerranéens* (n° 2643 du 5 juillet 1996), sous la direction de L. Jacquet.

Carole Petit

## Marché international des capitaux : un projet rassurant pour la stabilité des changes

AVANT LA FORTE CHUTE des cours de vendredi 5 juillet après-midi, les projets d'emprunts étrangers de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) semblaient se préciser. On venait d'apprendre que l'établissement public chargé d'amortir l'endettement de la dette sociale, pourrait commencer par se procurer des ressources en florin néerlandais.

Cette éventualité a rassuré tous ceux qui, depuis des semaines, alertés par la prudence d'autres emprunteurs internationaux, s'inquiétaient de l'instabilité des cours des changes de la monnaie néerlandaise. Celle-ci est depuis longtemps attachée au deutschemark. Si elle rompait ses liens, ce serait pour s'envoler. Plus rien ne resterait alors du système monétaire européen tel qu'il existe, avec ses marges de fluctuation limitées à 2,25 %, il y a quelques années, avant la dernière crise des changes.

La crainte d'une hausse du florin explique pourquoi la grande majorité des débiteurs étrangers qui s'endettent dans cette monnaie s'assurent contre le risque de change. Pour ce faire, ils échangent leur nouvelle dette contre une autre, libellée dans la monnaie dont ils ont l'emploi, en passant un contrat avec un établissement financier spécialisé.

Mais on ne procède ainsi que si le résultat de l'opération est économique. Dans le cas du florin, de tels contrats sont assez fréquents lorsqu'ils concernent des emprunts de durée et de montants moyens. Il est possible de profiter des disparités des niveaux de rendement

qui existent sur les différents marchés et d'obtenir finalement d'excellentes conditions de financement. Deux banques allemandes ont agi de la sorte ces derniers jours, dont une a levé 250 millions de florins sur cinq ans et l'autre 200 millions de florins sur six ans.

Mais lorsque les emprunts portent sur des montants élevés et des durées longues, de telles opérations d'échange sont trop coûteuses pour être menées à bien. Si la Cades venait à emprunter en florin, il est probable qu'elle ne prendrait pas d'assurance contre le risque de change. Cette perspective donne toute sa valeur au projet sur lequel travaillent actuellement plusieurs intermédiaires financiers.

### ÉLÉMENT SUBJECTIF

Quoi qu'il advienne, que l'emprunt vole le jour ou non, le simple fait qu'un établissement public aussi proche de l'État envisage de lever des fonds dans la monnaie néerlandaise ne manque pas d'être interprété comme une marque de confiance dans la stabilité de relations de changes. L'emprunteur français est particulièrement bien placé pour juger de la situation. Il ne songerait pas à s'endetter en florin si cette devise menaçait de gagner du terrain face au franc, ce qui renchérirait le coût de son emprunt.

Contracter un emprunt néerlandais présenterait plusieurs avantages. Le premier serait de répondre à une demande certaine. Les principaux investisseurs des Pays-Bas, en particulier la caisse de retraite et de pension,

ont d'énormes liquidités à leur disposition qu'ils souhaitent placer à long terme dans des titres de toute première qualité.

Par ailleurs, le niveau des rendements est le plus faible d'Europe, à l'exception de ceux qui se sont associés aux francs suisses et luxembourgeois, deux monnaies dans lesquelles il n'est, pour l'instant, guère possible de libérer de très grandes émissions. En outre, d'aucuns mettent en avant un élément subjectif, d'ordre politique. Les relations de la France et des Pays-Bas sont telles qu'un emprunt en florin pourrait apparaître plus neutre qu'un autre, par exemple libellé en deutschemark.

Il reste que rien n'est encore décidé et, même si la conjoncture financière permettait le lancement prochain d'une telle opération, nul ne pourrait affirmer qu'elle verra le jour. Les grands emprunteurs sont capables de changer leur plan très rapidement en fonction des opportunités qui se présentent.

Dans ces conditions, il est difficile de savoir dans quelle mesure le calendrier de la deuxième semaine de juillet sera tenu. Y figurent plusieurs projets qui permettent de retenir l'attention, notamment le premier emprunt en franc du Maroc, le premier emprunt en mark de la Pologne, le premier emprunt en dollar d'une banque de Berlin ainsi qu'une importante transaction en dollar d'un habitué du marché international, la banque du commerce extérieur du Japon, qui bénéficie de la garantie de son pays.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeaux

## La Bourse de New York, à la baisse, entraîne Paris et Londres dans son sillage

L'ÉVÉNEMENT MAJEUR de la semaine a été le brusque décrochage vendredi de la Bourse de New York qui a entraîné dans son sillage Paris et Londres. L'indice Dow Jones a perdu 114,88 points, soit 2,01 % pour finir à 5 588,14 points. Il s'agit de sa plus forte baisse depuis le 8 mars (171 points). La séance a pourtant été écourtée de trois heures à Wall Street au lendemain de la fête nationale américaine. Les marchés américains étaient fermés le jeudi 4 juillet. Sur la semaine, le Dow Jones a abandonné 1,18 %.

La journée de vendredi rappelle cinq autres chocs d'ampleur similaires depuis le début de l'année. Le Dow Jones avait déjà cédé tout aussi brutalement 171 points le 7 mars, 88 points le 8 avril, 75 points le 10 avril et 77 points le 2 mai. A chaque fois, les systèmes de coupe-circuit, destinés à freiner l'évolution des cours lorsque l'indice connaît des fluctuations de plus 50 points, ont été actionnés... en vain. Le schéma a été le même à

presque lors de chaque dégringolade. Des chiffres sur le chômage (le 7 mars, le 8 avril) ou sur la croissance au premier trimestre (le 2 mai) indiquent que l'activité aux États-Unis est bien plus soutenue que ne l'imaginaient les experts. Ainsi vendredi, c'est l'annonce d'un recul du taux de chômage à 5,3 % en juin contre 5,6 % en mai et d'un nombre de créations d'emplois plus important que prévu (239 000) qui a mis le feu aux poudres.

Le taux de chômage du mois de juin est le plus bas depuis 1990. Outre le large nombre de créations d'emplois, alors que les analystes s'attendaient à seulement 150 000 emplois nouveaux, les marchés se sont focalisés sur la hausse de 9 cents du salaire horaire, de 0,8 %, à 11,82 dollars, contre 0,1 % en mai. Elle est interprétée par certains analystes comme le signe avant-coureur d'une résurgence de l'inflation. C'est une hausse mensuelle record depuis les années 60.

Enfin, le nombre de créations d'emplois du mois de mai a été révisé à la hausse à 365 000 contre 348 000. Ces chiffres signifient que l'économie américaine reste dans une phase de forte expansion. La majorité des économistes pensent que le PIB devrait afficher une croissance de plus de 4 % au deuxième trimestre contre 2,2 % au premier. « Ces chiffres sont largement au-dessus de ce à quoi l'on s'attendait, notamment l'augmentation des salaires », note Craig Coats, courtier pour Prudential Securities. Craig Coats rappelle que selon la théorie de la Réserve fédérale, l'inflation par les salaires représente 75 % des tensions inflationnistes d'une économie.

Le paradoxe, c'est que les marchés financiers craignent avant tout une croissance trop forte et la surchauffe. C'est pourquoi après la publication de ses statistiques, les taux obligataires ont dérapé jusqu'à 7,19 % pour les rendements à trente ans contre 6,93 % mercredi soir. Les opérateurs sont, d'autre part, de plus en plus persuadés que la Réserve fédérale va être condamnée à remonter rapidement ses taux directeurs. Un relèvement des taux « pourrait intervenir dès lundi matin », déclare John Williams, économiste du Bankers Trust. Pour le marché des actions, une hausse des taux signifie des investissements plus chers pour les entreprises, des crédits moins accessibles pour les consommateurs et au final de moins bons résultats pour les sociétés cotées. « Plus les taux remontent, plus il faut s'interroger sur le potentiel de croissance des bénéfices », explique Peter Canoll, responsable des investissements en actions d'Aetelus Investment.

### BESOIEN DE STIMULANTS

Comme à l'accoutumée, Wall Street a donné le ton vendredi et Paris comme Londres ont suivi. L'indice CAC 40 qui cédait 0,17 % avant l'annonce des statistiques américaines sur l'emploi a abandonné ensuite jusqu'à 1,54 % avant finalement de perdre 1,32 % en clôture à 2 098,79 points. D'un vendredi à l'autre, le CAC 40 cède 1,17 %. Ce

minimisme entre Paris et New York agace les gestionnaires qui soulignent à l'envi que les économies américaine et européenne sont dans des situations opposées.

En France, l'économie a du mal à sortir de l'ornière. Les dernières statistiques le prouvent : le PIB a reculé de 0,3 % au deuxième trimestre et le taux de chômage a augmenté de 1 % en mai. L'économie française a, avant tout, besoin de stimulants. Une politique monétaire accommodante fait partie de l'arsenal. La Banque de France a légèrement diminué jeudi son taux d'appel d'offres, le ramenant de 3,60 % à 3,55 %. Mais ce geste est jugé « trop modeste » pour avoir des conséquences sur la conjoncture.

A Londres, le FT 100, après avoir cédé plus de 1 % vendredi à la fin de la séance, a finalement gagné 0,87 % ce qui lui permet d'effacer sur la semaine une hausse de 0,87 %. Le maintien inchangé mercredi de ses taux directeurs par la Réserve fédérale a été très bien accueilli par les marchés obligataires

qui ont entraîné les actions à la hausse. Jeudi, le Stock Exchange avait salué cette décision par une hausse de 1,2 %.

Toujours vendredi, les séances s'étaient terminées à Francfort et Tokyo avant l'annonce des statistiques américaines. Ce qui a permis à Francfort de gagner 0,86 % et à l'indice DAX 30 de battre un nouveau record historique. Rassérénée par la réflexion du président russe Boris Eltsine, la place allemande a atteint deux nouveaux sommets cette semaine.

Pour sa part, Tokyo a perdu du terrain. L'indice Nikkei a abandonné 298,33 points (-1,32 %) pour s'établir à 22 232,42 points après son léger rebond de la semaine dernière. Bon nombre d'observateurs estiment qu'il faudra attendre une hausse de ses taux directeurs par la Banque du Japon pour rassurer le marché obligataire et celui des actions, et permettre à ce dernier de reprendre sa marche en avant.

E. L.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↓ - 1,32%	↓ - 1,18%	↓ - 1,17%	↑ + 0,87%	↑ + 0,86%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**TOUR DE FRANCE.** Le Néerlandais Michael Boogerd (Rabobank), vingt-quatre ans, a obtenu sa première victoire professionnelle, vendredi 5 juillet à Aix-les-Bains. ● **ÉCHAPPÉ** à 2 kilomètres de

l'arrivée de la 6<sup>e</sup> étape, il a résisté au retour du peloton emmené par Erik Zabel (Telekom) et Laurent Jalabert (Once). ● **LES ONCE** de Zülle et Jalabert avaient haussé le rythme en fin d'étape, de ma-



nière à éprouver l'équipe Banesto de Miguel Indurain, plusieurs équipiers de l'Espagnol ayant été distancés dans la dernière côte du parcours. ● **LE TEMPS** a rendu la course très pénible pour l'en-

semble du peloton, à la veille d'aborder les Alpes. Au cours de l'étape disputée sous une pluie battante entre Arc-et-Senans et Aix-les-Bains, quatorze coureurs ont été contraints à l'abandon.

## Les coureurs abordent les Alpes, éprouvés par les intempéries

Dans la pluie et la bourrasque, un inconnu, Michael Boogerd, a gagné, vendredi 5 juillet à Aix-les-Bains, une étape marquée par quatorze abandons, trois éliminations et de nombreux attardés

### AIX-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

Pour lui tout seul, il ne pleuvait plus. Vendredi 5 juillet, à 100 mètres de la ligne d'arrivée, Michael Boogerd réalisa qu'il venait de concrétiser le rêve que tous les néophytes de l'épreuve emportent dans leur musette : gagner une étape. Alors, avec un sourire « à décrocher la lune », l'enfant de Groenendaal leva les bras, comme pour remercier ce ciel noir qui lui avait souri.

Plus loin, dans le peloton, Melchor Mauri, le fidèle équipier de Laurent Jalabert, pouvait, lui, maudire cette pluie qui avait contrecarré une victoire soignée préparée depuis une vingtaine de kilomètres. Sachant qu'une partie des équipiers de Miguel Indurain, dont le propre frère du champion, Prudencio, avaient été lâchés, les Once prirent les choses en main et menèrent un train d'enfer, manière de planter quelques banderilles dans le dos du quatuor vainqueur du Tour. Miguel Indurain paraît toujours aussi sûr de lui, mais cette étape a montré l'une de ses faiblesses : la relative faiblesse de sa garde rapprochée.

À 2 kilomètres de l'arrivée, Mauri, qui avait mené le train pour les Once, fonce sur Michael Boogerd, qui venait de tester crânement sa chance. Il le rejoignit, mais rate un méchant virage, glissant comme sur un rebord de piscine. Le coureur espagnol évite la chute, mais perd l'étape. A vingt-quatre ans, Michael Boogerd écrit la première

vraie ligne de son palmarès, qui ne comptait jusqu'à présent qu'un championnat junior des Pays-Bas en 1990 et une victoire dans une course « open » en 1996. Avec la simplicité réjouie d'un enfant récompensé, il raconte son exploit : « À 4 kilomètres de l'arrivée, j'ai dit à un de mes coéquipiers : « Je me sens bien, l'attaque. » Il m'a répondu : « Alors, attaque ! » Ainsi fut fait.

Melchor Mauri ne sera pas le

seul à avoir fait les frais d'une étape courue sous une pluie tenace, exaspérante. Un défilé qui a donné envie aux plus obstinés de mettre pied à terre. « Atrocité, pénible, pénible », se lamentait Stéphane Heulot, qui a réussi à conserver son maillot jaune. Les orages ont succédé au vent, en attendant - la météo le craint - de la neige à Val d'Isère. Aix-les-Bains avait déjà connu de telles épopées. Comme la formidable arrivée en

solitaire de Charly Gaul en 1958, suivie du cri d'amertume de Raphaël Géminiani, qui avait perdu ce jour-là tout espoir de gagner l'épreuve.

### SADGAIN ABANDONNE

« Les Judas ! », avait-il lancé en direction des équipiers de Louison Bobet, accusés de ne pas l'avoir soutenu dans sa dérive. Quelques heures auparavant, Jacques Anquetil avait mis pied à terre, vic-

time d'une méchante congestion pulmonaire.

Sur le livre noir d'Aix-les-Bains, quelques pages supplémentaires ont été écrites vendredi. Quatorze abandons, trois coureurs éliminés, plus de trente champions arrivant avec au moins un quart d'heure de retard : à la veille d'aborder la première étape de montagne, l'état de santé des coureurs est peu réjouissant. « Écrasable » même, n'hésitait pas à dire le personnel médi-

cal. Conséquence du froid, les ennemis pulmonaires et intestinaux se multiplient. Les concurrents craignent surtout l'apparition de tendinites, une des malédictions de ce sport. « Poussant » des braquiers de plus en plus impressionnants, les coureurs soumettent leurs genoux à un régime infernal. Un coup de froid et l'articulation bloque.

À l'issue d'une telle étape, on commence aussi à rayer des noms sur la liste des 198 témoins qui sont partis des Pays-Bas. On ne pleurera pas longtemps sur les abandons programmés, comme celui de Mario Cipollini, parti, dès jeudi, préparer les Jeux d'Atlanta. En revanche, on déplore sincèrement que l'Américain Lance Armstrong s'en aille sans avoir pu poser son empreinte sur la course comme en 1995, où sa victoire d'étape à Limoges fut le plus beau des hommages à son coéquipier mort, Fabio Casarilli.

Quant aux trois p'tits gars de l'équipe d'Ambervilliers, Frédéric Pontier, Francisque Teyssier et Cyril Sangrain, ils peuvent partir la tête haute. En remportant une étape, en animant toutes les étapes, en montrant, depuis s'Hertogenbosch, le visage gaullois d'une banlieue débarrassée de ses clichés, ils avaient fait passer une source régulatrice sur une caravane mélancolique. Pour eux aussi, le rêve a passé. Le Tour est cruel, qui n'épargne même pas les « couacs » comme ça.

### Courir au pays sous pavillon étranger

vivre son métier différemment : « L'appréhension d'un peu, explique-t-il. Mais j'avais envie d'une nouvelle expérience. » Cet hiver, il a pris quelques cours d'anglais. « Au début, je ne comprenais rien. Avec Jesus Montoya, qui ne parlait qu'espagnol, on essayait de comparer ce qu'on avait compris par gesticulation ».

### ESPOIR DE « RETOUR »

Laurent Roux ne s'est pas essayé au néerlandais. « C'est une langue impossible à apprendre », justifie-t-il. Les conversations de ses coéquipiers lui sont hermétiques. Tandis que les autres plaisantent, le Français descend en silence du bus, prend son vélo et s'en va signer la feuille de départ. À vingt-trois ans, il vit dans un monde à part, qu'il a choisi : « J'avais besoin de savoir comment ça se passait ailleurs ». Pourtant, dès qu'une compétition se termine, il retourne à Cahors, auprès de sa femme, Isabelle, et s'en va fonder son accent roucailleur dans son lieu d'origine.

Pascal Lino adore qu'on vienne lui parler en français. Cela le change du saïbi qu'il doit utiliser dans sa nouvelle formation. Rostotto, une équipe italienne financée par la loterie russe, il

esquisse un sourire quand un spectateur le reconnaît. Cela prouve qu'on n'a pas oublié celui qui porta douze jours le maillot jaune en 1992, remporta une étape à Perpignan en 1993, et termina onzième de l'édition 1994. Depuis, il a connu une année calamiteuse au sein de l'éphémère équipe du Groupement : en juillet 1995, privé de Tour, il avait appris le vélo à sa fille Nastasia. « Les bonjours ressemblaient à des condoléances », explique-t-il plus tard. Le Morbihannais, qui aura trente ans le 13 juillet, a envie de reconquérir une popularité que d'autres ont captée en son absence.

Six Français participent au Tour de France sous pavillon étranger. Ils représentent deux « diaspora » qui a dû quitter le pays sans le quitter, contrairement aux Russes des équipes italiennes, qui ont recréé un petit Moscou sur les bords de lac de Garde. Poussés à l'exode par l'absence de commanditaires dans le cyclisme national, les coureurs de l'Hexagone espèrent en la création de deux équipes françaises en 1997. Le « retour » n'est peut-être pas loin.

Benoît Hopquin

José-Alain Trépo

### RÉSULTATS

#### CYCLISME

##### Tour de France

##### 6<sup>e</sup> étape

Arc-et-Senans - Aix-les-Bains (207 km)

1. M. Boogerd (P-B), 2. E. Zabel (A),

3. L. Jalabert (F), 4. A. Tondal (N),

5. F. Bakkato (N), m. l.

Classement général : 1. S. Heulot (F), 2. M. Pizzoli (N), 3. A. Zülle (S),

4. M. S. 1 ; 4. L. Jalabert (F), 4 min 10 s ;

5. E. Berrone (F), 4 min 12 s ; 6. A. Clivio (S),

4 min 12 s ; 7. B. Hila (D), 4 min 13 s ;

8. M. Indurain (E), 4 min 17 s ; 9. R. Jermann (S),

4 min 20 s ; 10. C. Boudin (S), 4 min 22 s.

Classement par points (maillot vert) : 1. F. Mon-

clavin (F), 194 pts ; 2. E. Zabel (A), 148 ;

3. J. Berrone (F), 121 ; 4. F. Bakkato (N), 115 ;

5. M. Traversari (N), 111.

Classement de la montagne (maillot à pois

rouge) : 1. L. Van den (P-B), 28 pts ;

2. M. Salgado (N), 23 ; 3. D. Niekman (F-B), 21 ;

4. M. Pizzoli (N), 21 ; 5. R. Vennema (F), 21.

TENNIS

Championnats de Grande-Bretagne

à Wimbledon

Simple messieurs

Demi-finales : T. Martin (E-U, n° 19) et M. Washington

(E-U, n° 20), 7-5, 6-4, 7-6 (4-6), 3-6 (interrompu

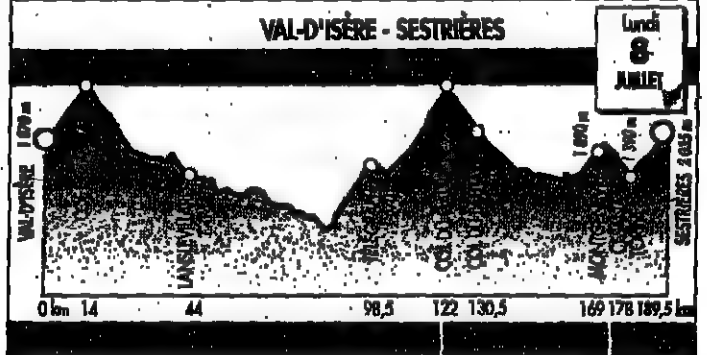
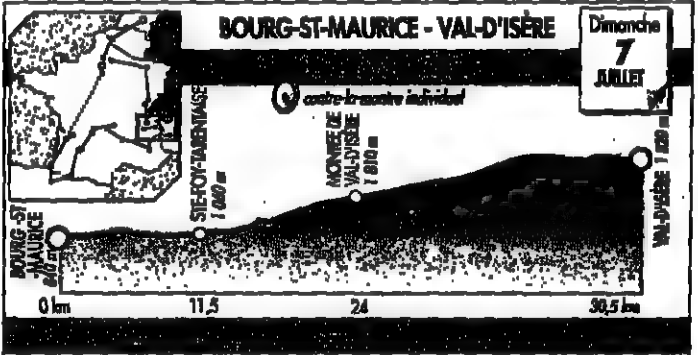
par la pluie vendredi 6 juillet)

Simple dames

Demi-finales : S. Graf (A), n° 1, K. Kato (Jap,

n° 12), 6-2, 6-6, 6-3.

Classement par points (maillot vert) : 1. F. Mon-



## Le temps change à Wimbledon

Graf-Sanchez, pour la septième fois en finale d'un tournoi du Grand Chelem

### LONDRES

« Ladies and gentlemen, play is suspended. » Depuis trois ans, cette petite phrase lâchée à contrecœur par le juge de



### TENNIS

Wimbledon. Après trois années de quasi-sécheresse - un jour de pluie sur les trente-neuf de jeu -, le tournoi a été marqué par le retour des averses, au moment où toute la presse anglaise annonçait à la une que, dans un proche avenir, le climat du sud de l'Angleterre allait ressembler à celui de la Provence.

Lundi 1<sup>er</sup>, les spectateurs ont retrouvé les parapluies, ont chanté en chœur sur le central, pour patienter, ou ont fait des farandoles pour se réchauffer. Et la direction du tournoi a dû se réinventer aux programmations aléatoires, aux suspensions, aux ajournements. Si bien que, vendredi, les finalistes du simple messieurs n'étaient pas connus et que le tournoi juniors était au point mort, en quarts de finale, avec des finales programmées samedi et dimanche.

Comme par magie, le retour du mauvais temps marque la fin d'une époque, du moins un tournant dans l'histoire du jeu, le coup d'arrêt porté à Pete Sampras. L'élimination, jeudi, de l'Améri-

cain qui avait été le maître des lieux ces trois dernières années, est survenue après les défaites prématurées de nombreuses têtes de série. Jim Courier et Andre Agassi, prétendants à mieux, ont été « sortis » les premiers. Puis Boris Becker s'en est allé sur une blessure. Wimbledon perdait ainsi, sans sommations, les piliers du carré magique des grandes demi-finales depuis 1993. Des quatre de 1996, Todd Martin est le seul à avoir été « invité », une seule fois, à ce stade de la compétition, en 1994.

De ce tournoi masculin, qui marche en ayant perdu ses « têtes », ne sortiront finalement pas des jeunes loups ambitieux.

### PROMOTION MÉRITÉE

À vingt-six ans, dans deux jours, Todd Martin est presque un vétéran du circuit, tout comme son compatriote MaliVai Washington, âgé de plus de vingt-sept ans. Richard Krajicek désolée ses adversaires de ses attaques depuis sept ans. Il est actuellement treizième mondial, classement insuffisant aux yeux des organisateurs des championnats pour attribuer à cet ancien demi-finaliste de Roland-Garros un numéro de tête. À vingt-six ans, Jason Stoltenberg n'a pas comblé les espoirs placés en lui par l'Australie. Ce quatorze de vraies fausses révélations aura pourtant mérité sa promotion. Leur tennis a été un bel acte de rébellion à un ordre trop établi.

À moins qu'il ne témoigne d'un nivellement ou d'un effritement

des valeurs ? En tout cas, la question ne se pose pas pour ce qui concerne le tournoi dames. Quelle que soit la surface de jeu - ciment, terre battue ou gazon -, la hiérarchie reste impérieuse sinon impériale. Tout juste soumise à des variations saisonnières, aussi prévisibles que le temps qu'il fera demain. Ainsi Monica Seles peut bien faire ses valises en fin de première semaine et Conchita Martínez peut toujours se demander comment elle a fait pour gagner le titre 1994, le tennis féminin n'est pas plus orphelin qu'après le départ en retraite de Martina Navratilova, neuf fois tenant du titre et finaliste 1994. Ainsi, un mois après leur duel sur la place rouge de Roland-Garros, Steffi Graf et Arantxa Sanchez Vicario devaient se retrouver sur le pré vert de Wimbledon, pour un affrontement désormais des plus classiques : l'Allemande et l'Espagnole se rencontraient pour la septième fois dans une finale d'un tournoi du grand chelem, en trente-six matches.

Au total, des perturbations mineures au regard des changements annoncés. Dès les finales terminées, le All England Lawn Tennis and Croquet Club doit entreprendre d'énormes travaux pour inaugurer, en 1997, un complexe de jeu recomposé autour d'un nouveau court n°1 planté au milieu d'un terrain plus vaste. Les joueurs auront donc assuré la transition.

Bénédict Mathieu

■ **RUGBY** : la Nouvelle-Zélande a écrasé l'Australie 43 à 6, en ouverture du Tournoi des trois nations, samedi 6 juillet à Wellington (Nouvelle-Zélande). C'est le plus gros écart de points jamais enregistré entre ces deux nations. - (AF, AFP)

■ **ATHLÉTISME** : Frankie Fredericks a battu Michael Johnson, lors du 200 m du meeting d'Oslo (Norvège), vendredi 5 juillet. Le Namibien a fait subir à l'Américain (en 19 s 82 contre 19 s 85) sa première défaite sur le demi-tour de piste depuis deux ans. - (AFP)

■ **ÉQUITATION** : Roger-Yves Bost a retrouvé son cheval, *Souviens-toi III*, pour les Jeux. Un accord est intervenu, vendredi 5 juillet, entre le cavalier français et le propriétaire du cheval, Claude Lambert. Ce dernier avait refusé de laisser son cheval partir à Atlanta si la Fédération française d'équitation (FFE) ne lui versait pas une indemnité de 500 000 francs (*Le Monde* du 5 juillet). Selon cet accord, Roger-Yves Bost disposera de sa monture jusqu'en 1997. Pour sa part, la FFE annonce son intention d'organiser « un nouveau mode de relation avec les propriétaires ».

■ **BOKE** : le Français Frédéric Sellier est devenu champion d'Europe des super-moyens en battant aux points l'Italien Mauro Galvano, vendredi 5 juillet à Hyères. A trente-deux ans, il retrouve le titre qu'il avait abandonné en 1995 pour briger une couronne mondiale. Au cours de la même réunion, Patrice Aouissi a abandonné à l'appel de la dixième reprise, dans son championnat du monde des lourds-légers, face à l'Argentin Marcelo Dominguez, qui conserve son titre.

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**MICHEL PERICARD**

ANIMÉ PAR  
**JEAN-PIERRE DEFRAIN**

AVEC  
**JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)**  
ET  
**DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**



## Des jumelles pour voir plus clair

En France, écologistes et randonneurs redécouvrent les qualités d'un instrument dont les meilleurs fabricants améliorent sans cesse la netteté des images. En matière d'observation, le grossissement ne suffit pas

LE TAPAGE n'est pas toujours gage de réussite. Si le nouveau format « Advanced Photographic System » (APS), avant-garde de la photo numérique, créé il y a quelques mois par cinq grandes marques, n'a pas encore relancé les ventes d'appareils photo, un autre marché de l'image connaît, lui, un réel succès. Sur un an, il s'est vendu en France 15 % de plus de paires de jumelles que pendant les douze mois correspondants de 1994-1995.

La redécouverte douce de la nature, elle aussi, a besoin de techniques avancées. En témoigne le stabilisateur électronique d'image lancé par Canon il y a un an, qui permet d'observer à la jumelle sans effet de « bougé », malgré les forts grossissements nécessaires à l'examen d'oiseaux lointains ou d'insectes minuscules.

On aurait tort, pourtant, de croire que l'intérêt croissant porté par le public à la vision éloignée s'explique par les progrès d'une technologie de pointe qui avait déjà percé avec Zeiss et son stabilisateur mécanique. Car nous sommes



redresseurs, pour ne pas apparaître la tête en bas et la droite à gauche.

On a une idée de la humilité en regardant la « pupille de sortie », le petit rond clair visible quand on regarde l'oculaire de bas en haut. On la mesure en faisant le rapport entre le diamètre d'entrée et le grossissement : une jumelle 7x42 a une pupille de sortie de 6,

et vient d'être introduit sur certains grands téléobjectifs, permettant des photos sans trépidation. Reste que les progrès les plus convaincants sont ceux accomplis en matière d'optique pure, notamment par les grands fabricants : Leica, Carl Zeiss, Swarovski, Nikon, Pentax, Minolta, Perle et quelques autres.

Il est plus difficile qu'on ne pense de maîtriser des ensembles complexes de lentilles qui, à partir d'un objectif et d'un oculaire (entrée et sortie de la jumelle), guident la lumière pour que se forme sur la rétine de chaque œil deux images qu'il appartiendra au cerveau de synthétiser en relief : le couple œil-jumelle est sous haute surveillance. C'est assez dire l'extraordinaire complexité des rapports qui doit s'établir entre le corps humain et l'instrument dont il se sert pour voir au loin.

### PUPILLES

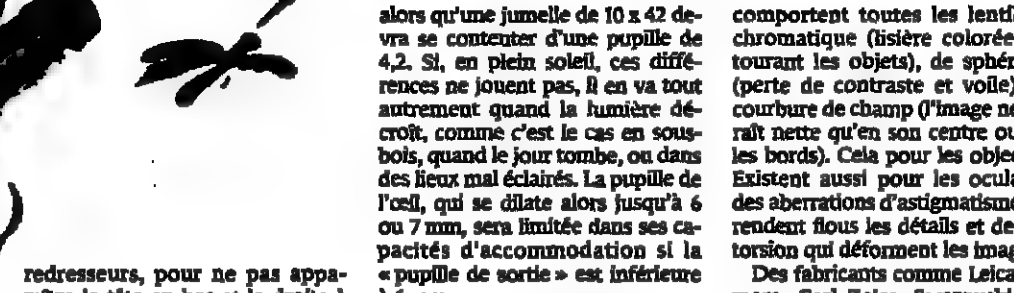
A priori, le plus recherché dans une paire de jumelles est son grossissement, c'est-à-dire sa capacité à rapprocher les objets lointains. Un grossissement 10 rapproche à 10 mètres un objet situé à 100 mètres. Mais les connaisseurs s'intéressent, eux, davantage à la clarté de l'image obtenue. Car c'est beaucoup de cette clarté que dépendra la qualité de l'observation mais aussi, en grande partie, la netteté des détails et la séparation des couleurs.

L'oculaire, groupe de lentilles situé près de l'œil et dont dépend le grossissement, est en fait une bonne loupe, destinée à examiner l'image intermédiaire formée par l'objectif, autre groupe de lentilles, situé, lui, à l'entrée des jumelles et finalement pièce essentielle.

Chaque paire de jumelle porte deux chiffres (7x42, ou 8x30 ou 10x25...) indiquant, le premier, le grossissement, le second, le diamètre d'ouverture de l'objectif - on dit la pupille d'entrée - dont dépendra en grande partie la luminosité.

On aura compris qu'une image, aussi grande soit-elle, n'a pas beaucoup d'intérêt si la lumière qui l'éclaire est insuffisante. Les forts grossissements, ceux qui dépassent 10, ont deux autres inconvénients : comme avec les téléobjectifs, ils réduisent le champ de vision, c'est-à-dire ce que l'on observe horizontalement à 1 000 mètres sans bouger la tête, et qui peut varier du simple au double ; ils accentuent le tremblement des mains et, donc, l'instabilité de l'image.

Reste à savoir quelle quantité de lumière entre dans la jumelle par l'objectif, cheminant à travers l'oculaire puis émergeant par la « pupille de sortie », pour être utilisée par l'œil après un parcours pas si simple que cela. Une question qu'on doit d'autant plus se poser que l'image intermédiaire, celle qu'observe l'œil à travers l'oculaire, devra être remise debout par un ensemble de prismes



alors qu'une jumelle de 10x42 devra se contenter d'une pupille de 4,2. Si, en plein soleil, ces différences ne jouent pas, il en va tout autrement quand la lumière décroît, comme c'est le cas en sous-bois, quand le jour tombe, ou dans des lieux mal éclairés. La pupille de l'œil, qui se dilate alors jusqu'à 6 ou 7 mm, sera limitée dans ses capacités d'accommodation si la « pupille de sortie » est inférieure à 6 mm.

La qualité d'une paire de jumelles n'est pas seulement inscrite dans des chiffres et des indices. Elle est surtout le résultat de sa fabrication. Il est nécessaire, notamment pour atteindre une excellente netteté et une bonne séparation des couleurs, de corriger les aberrations que

comportent toutes les lentilles : chromatique (lisière colorée entourant les objets), de sphéricité (perte de contraste et voile), de courbure de champ (l'image ne paraît nette qu'en son centre ou sur les bords). Cela pour les objectifs. Existence aussi pour les oculaires des aberrations d'astigmatisme qui rendent flous les détails et de distorsion qui déforment les images. Des fabricants comme Leica Camera, Carl Zeiss, Swarovski ont porté la qualité optique - et les prix - à de tels niveaux qu'on peut se demander si des marges de progrès existent encore, sauf à alléger certains modèles et à réduire un peu leur taille. La perfection n'est plus très loin.

Alain Verhulst

### Un outil à tout faire

Bricoler n'est pas à la portée de tous, on le sait. Mais trouver l'outil, même dans une caisse bien fournie, est déjà un exercice qui peut en décourager plus d'un. Pince coupante, démonteur de fil, scie à métaux, scie à bois, tournevis de différents gabarits,

couteau cranté, pince pointue, règle, lime, tournevis cruciforme, voilà un malin qui sait faire tout cela. Il est américain, fabriqué dans l'Oregon, un de ces États où vivent des hommes des bois d'un nouveau style, loin des villes et du quinquillage du coin. Il a été inscrit - promu - au catalogue de l'US Army, client exigeant qui n'entend pas se laisser surprendre par les imprévus de la vie militaire. Il a été, enfin, adopté par les professionnels du cinéma et de la télévision, trop heureux de n'avoir plus à crier du haut de la dinette, entre deux spots défaillants, « Passe-moi la pince coupante, Joe ! ». D'ailleurs, ce qui prouve que c'est un objet vraiment utile, c'est qu'il comprend, comme le couteau suisse, auquel il ressemble, un décapapleur et un ouvre-boîtes. C'est l'arme absolue du bricoleur, le « SuperTool » de Superman.

Mis sur le marché en 1983, le Leatherman, fabriqué par l'entreprise du même nom, est en acier inox (la notice précise qu'il convient de le graisser convenablement pour le garder en bonne condition), garanti un quart de siècle, et se présente dans une housse de cuir qu'on peut accrocher à la ceinture. Replié, il mesure dix centimètres de long. Ouvert, il bénéficie d'un

système de blocage qui interdit aux lames de se retourner contre l'utilisateur. Son concurrent a été racheté par la marque scandinave Flakars, mais c'est lui que les gens du spectacle préfèrent. Dix-sept outils en un seul.

Importé en France par un distributeur d'équipements pour le cinéma, l'objet figure en bonne place dans une exposition qui a pour thème « Design et écologie ». Avec une vingtaine de produits sélectionnés, du téléviseur en matériaux récupérables à la chaise la plus légère, du scooter entièrement électrique à la machine à laver ultra-économe, en passant par la bouteille plastique rétractable, on a voulu montrer, sous

la verrière de l'École nationale supérieure de création industrielle, comment la société de consommation pouvait faire pour gaspiller moins. Dépenser moins de matières premières, encombrer moins, et gagner du temps à ne pas en perdre.

Anne Bataille

★ SuperTool Leatherman, trois modèles de 400 à 600 F. Diffusé en France par Ciné-Boutique, 22, rue Proudhon, 93210 La Plaine-Saint-Denis. Tél. : 49-09-20-20. Télécopie : 49-09-83-92. Comptoir ouvert au public en semaine de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures.

★ Exposition « Design et écologie », avec le soutien du ministère de l'Environnement. École nationale supérieure de création industrielle, les Ateliers, 48, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Tél. : 49-23-72-69. Jusqu'au samedi 13 juillet inclus.

### LIEU

## De mémoire de monument

UNE VILLE n'est jamais si nouvelle qu'elle n'ait besoin d'un monument du souvenir, d'une pierre dressée, d'une minute de silence. C'est bien ce qu'ont pressenti, dans l'Eure, les édiles d'une petite communauté quasi urbaine, posée en pointillé près des dernières boucles de la Seine, avant Rouen. Ville nouvelle sous le nom du Vaudreuil, village existant dans ces parages, puis sous le nom de Val-de-Reuil, l'aventure administrative de cet ensemble est restée unique.

Comment fédérer une population rassemblée par les hasards de l'existence, treize mille habitants venus d'un peu partout - plus de cinquante origines dénombrées, où les Cambodgiens et Vietnamiens constituent un groupe important ? Comment unir afin de commencer à écrire un bout d'histoire ? Pour ses vingt ans, étant devenue entre-temps une « vraie » commune, avec un conseil municipal et un maire, Bernard Amisaleu, socialiste, élu pour la première fois en décembre 1981, Val-de-Reuil se donne un monument. Un lieu de méditation et de rassemblement qui ne sera pas seulement le traditionnel « monument aux morts » réclamé par les anciens combattants, mais une évocation affirmée de ce qui, aujourd'hui, est l'affaire de tous : le combat pour la paix.

### EN DROGUE

A commune jeune, jeunes architectes : les lauréats du concours organisé il y a trois ans, l'équipe Jakob-Macfarlane-Violet, viennent de terminer leur ouvrage. Un débat sur les extrêmes, l'intégrisme et le négationnisme, a suivi l'inauguration ce samedi 6 juillet, en présence des personnalités qui ont parrainé le projet et de représentants de l'Unesco, qui a pris sous son aile cette fragile colombe. Un chantier financé par la seule commune, les administrations sollicitées n'ayant pas trouvé de ligne budgétaire pour apporter leur pierre à l'édifice.

Édifice n'est pas le mot. Pourtant, l'espace est construit, le paysage cadré, le parcours architectural pensé et réalisé selon une idée et un dessin rigoureux. Situé à proximité de l'entrée de la ville, il apparaît en première lecture comme un angle de murs en béton nu qui arrête la vue à deux mètres de haut. C'est peu, mais c'est assez pour que celui qui s'approche ait le temps de faire le calme en lui. Une fois passé le linteau d'un porche abstrait, symbolique, celui qui a franchi le seuil découvre un espace ouvert en gradins réguliers vers la campagne, les champs, jusqu'à l'horizon de la proche forêt de Bord, sur la hauteur. Une haute offerte à la réflexion et au recueillement, soutenus par une phrase d'Elle Wiesel, gravée en exergue dans la paroi : « Bouclier contre la laideur de la haine et l'absurdité de la guerre, la mémoire seule permet aux hommes d'espérer ».

L'initiative de Val-de-Reuil n'est pas isolée. Cette fin de siècle toujours en proie aux mêmes démons ne cesse pourtant de commémorer et de chercher de nouvelles manières d'espérer. Ainsi, l'Unesco, place Fontenay, à Paris, a demandé récemment à Tadao Ando, qui n'avait jamais construit en France, de bâtir dans l'enceinte de l'institution internationale un oratoire du temps. Murs nus, lumière venue du ciel, passage de l'eau sur un sol couvert de plaques de granit irradié lors du bombardement d'Hiroshima, le purisme engagé de l'architecte japonais s'y est exprimé avec force, en dépit de l'exiguité de l'emplacement et de la proximité de la rue urbaine.

De même, c'est un « monument vivant » qui sera inauguré le 13 juillet prochain, dans le village historique de Biron, en Dordogne, après la commande passée à un artiste d'origine allemande, Jochen Gerz, qui a demandé aux habitants d'exprimer la signification aujourd'hui, pour eux, du sens du sacrifice et qui a inscrit leurs témoignages sur un obélisque dressé au centre de la commune.

Michèle Champenois

★ Mairie de Val-de-Reuil (27106), 70, rue Grande, tél. : 32-09-51-51. Mairie de Biron (24540), tél. : 53-63-06-23.

### Une discrète progression

Les marchés de l'appareil photo et des jumelles n'ont pas du tout la même dimension : 6,5 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel pour le premier, 180 millions pour l'autre. Mais la croissance du plus petit (+ 5,5 % en volume sur un an) est significative d'une offre dynamique, stimulée par des marges bénéficiaires très confortables.

On en voit le résultat dans l'intérêt nouveau porté par le commerce à la promotion de ces objets mal connus que sont les jumelles, dont les prix varient entre 400 et 10 000 francs pour des usages apparemment semblables. Autant le vaste secteur de la photographie, maintenant presque saturé, stagne dans l'exubérance publicitaire, avec 1,2 million d'appareils vendus annuellement, autant celui des jumelles progresse dans la discrétion avec ses 247 000 unités écoulées entre avril 1995 et mars 1996.

Il y a dans des gammes de prix très élevées, supérieures à 5 000 francs, qui ne représentent actuellement qu'un tout petit marché. Il faut chercher ailleurs que dans les promesses techniques les plus voyantes le succès croissant des jumelles.

Des chiffres de ventes au détail sont régulièrement recensés par GFK, une société d'études de marché, dont l'origine est allemande mais qui travaille dans le monde entier. Pour la France, les statistiques de GFK montrent que 85 % des ventes concernent des jumelles de moins de 1 500 francs. A ce niveau de prix, pas d'innovations spectaculaires mais une qualité optique qui, pour les marques connues, a beaucoup progressé.

Il est possible qu'au cours des prochaines années les fabricants de jumelles utilisent les uns après les autres les avantages de l'électronique. Le stabilisateur de Canon existe déjà sur les caméscopes

### SPORTS

Athlétisme, Cyclisme, Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS

3615 LE MONDE

Luxeuses draperies pour vous sur mesure

**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et Dames  
DE LA RETOUCHE AU BEAU TAILLEMENT  
Ouvert Juillet - Août  
27, rue du 4-Septembre, PARIS 2<sup>e</sup>  
Tél. : 47.42.70.61

**Finsbury**  
PROMOTIONS D'ÉTÉ  
(sur TOUS les modèles)  
Chaussures de luxe, fabrication artisanale  
Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs  
Rapport qualité/prix exceptionnel  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.  
3, rue de Rivoli, 75004 Paris.  
112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.



# Un dimanche frais et pluvieux

UNE PERTURBATION très active arrivera dimanche dans les régions du sud de la France. Elle donnera des précipitations modérées à assez fortes dans toute la moitié sud, excepté le littoral méditerranéen.

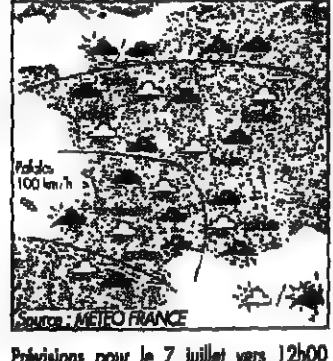
Dimanche matin, le ciel sera très nuageux à couvert sur tout le pays. La pluie éparpillera les régions du littoral méditerranéen, le Nord-Picardie, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace. Par-tout ailleurs, la pluie sera au ren-

dez-vous. Les pluies les plus fortes parfois orageuses débiteront sur l'Aquitaine puis toucheront Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, le Languedoc-Roussillon et le massif Central en fin de matinée. Le vent d'ouest atteindra 90 à 100 km/h au Pays basque.

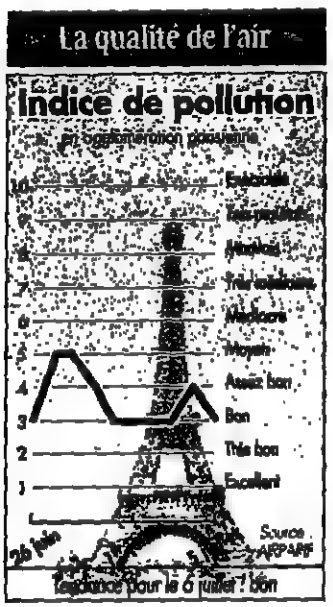
En cours d'après-midi, les pluies fortes et orageuses se décaleront vers l'est. Le massif Central puis Rhône-Alpes, la Franche-Comté, la Provence-Côte d'Azur seront concernés. Les cumuls de pluie pourront aller jusqu'à 60 mm. Une amélioration se fera sentir par l'ouest avec l'atténuation des pluies en Aquitaine et en Poitou-Charentes. Quelques éclaircies entrecoupées d'averses se produiront en Bretagne et dans le Cotentin. Dans les autres régions, le ciel sera couvert et faiblement pluvieux. La tramontane se renforcera jusqu'à 100 km/h en soirée.

Les températures seront fraîches pour la saison. L'après-midi, le thermomètre atteindra 15 à 25 degrés du nord au sud du pays. Ces valeurs sont environ inférieures de 5 à 6 degrés aux normales saisonnières.

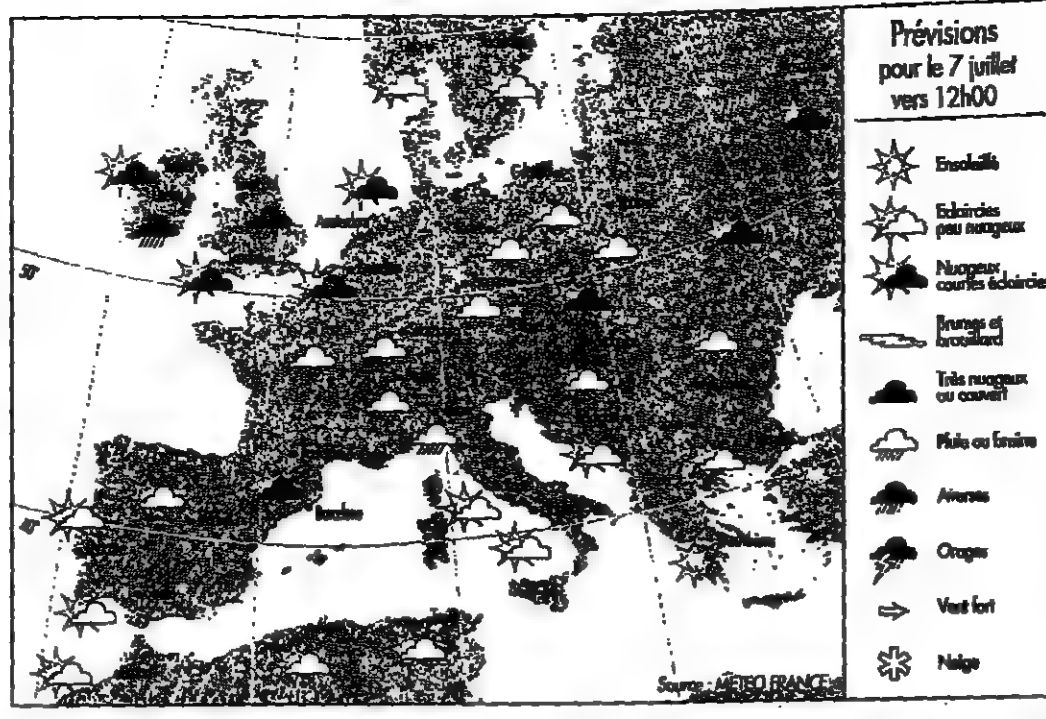
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 7 juillet vers 12h00

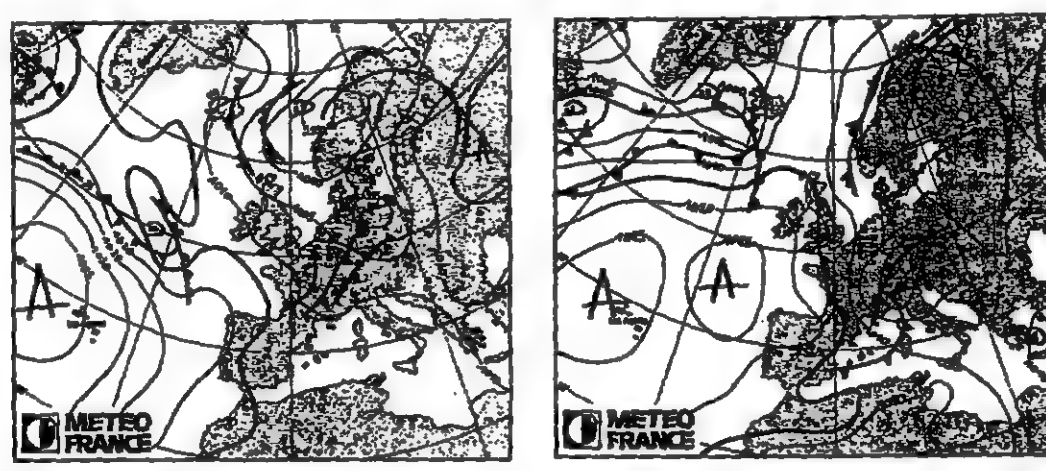


Indice de pollution



Prévisions pour le 7 juillet vers 12h00

du 5 juillet		GRENOBLE		20/15	TOURS		18/10	CHICAGO		20/17	LES ANGOULEME		25/16	PRETORIA		24/15	
Prévisions		du 6 juillet		Prévisions		du 7 juillet		Prévisions		du 8 juillet		Prévisions		du 9 juillet		Prévisions	
LYONS	20/15	ALGER	31/20	LONDRES	20/13	PARIS	20/13	ABIDJAN	26/20	RIO DE JANEIRO	26/20	SAO PAULO	26/20	LA PAZ	19/10	SANTIAGO	16/7
NANTES	20/15	AMSTERDAM	20/11	DJAKART	32/24	BOURGES	20/13	STRASBOURG	20/13	TOULOUSE	20/13	LYON	20/13	SEVILLE	20/13	ST-PETERSBURG	23/13
NANCY	21/11	ATHENES	36/23	MADRID	30/16	TOULOUSE	20/13	STRASBOURG	20/13	SYDNEY	20/13	TEHRAN	27/21	TOKYO	24/22	TUNIS	24/21
PARIS	17/11	BANGKOK	32/23	DURBAN	34/18	LOS ANGELES	25/17	TOULOUSE	20/13	VARSOVIE	20/13	VIENNE	25/18				
BOURGES	20/13	BARCELONE	27/19	FRANCOFORT	24/13	BOURGES	20/13	STRASBOURG	20/13	LYON	20/13	SEVILLE	20/13	ST-PETERSBURG	23/13	MONTREAL	18/14
BREST	17/9	BERLINO	23/19	MILAN	24/13	MOSCOW	20/13	SYDNEY	20/13	TEHRAN	27/21	TOKYO	24/22	TUNIS	24/21	VARSOVIE	20/13
CAEN	19/9	BOMBAY	32/22	NEW DELHI	37/26	NEW YORK	27/26	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13						
CLERMONT	17/10	BRASILIA	28/19	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13										
DIJON	20/12	BRUXELLES	16/11	NEW YORK	27/26	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13								
FOR-DE-FL.	20/12	BUCAREST	23/19	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13										
		BUDAPEST	28/19	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13										
		BUEENOS AIRES	11/0	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13										
		CARACAS	34/24	OSAKA	27/18	PRAGUE	24/13										



Prévisions pour le 8 juillet, à 0 heure, temps universel

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6859

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI  
XII  
XIII  
XIV  
XV

## HORIZONTALEMENT

1. Vraiment touchants. A beaucoup d'épines dans le pied. - 2. C'est d'une femme transportée. Pour l'ouvrir qui veut faire son trou. - 3. A qui il faut adresser des rappels. Direction. - 4. Donné avant d'attaquer. Réagir très cavalièrement. - 5. Un œil dans l'œil. Une ville du tonnerre. - 6. Pas bien élevé. Travaille avec discernement. Héros, pour des Américains. - 7. Lentes. Conjonction. Vieilles vaches. Faisait fureur. - 8. Marque l'égalité. Qui se rapporte à une mer. Le pied, en Bourgogne. - 9. C'est la moindre des choses pour être couvert. On peut y faire des exercices. Vraiment gâté. - 10. Sortes de gros pâtés. Craint les caries. Article. Demi-lune. - 11. Mis en bouteille en Afrique. Défendit la Caule. Bande d'effort. - 12. Foyer du plain-chant. Se dorent au soleil. - 13. Saint. Apparus. Une couche d'alliage. - 14. D'un auxiliaire. Appareil de détection. Fromage suisse. - 15. Dispositif comme des lauriers. Signes d'altération.

## VERTICALEMENT

1. Il a le mauvais œil. On ne répond plus quand on nous l'a coupé. - 2. De feu. Dans le nord-ouest du Texas. Ville de Chaldée. - 3. Fit un assortiment de couleurs. Il faut les remplir quand on les a regues. En Suisse. - 4. A été mis en caisse. Est à prendre

## SOLUTION DU N° 6858

HORIZONTALEMENT  
1. Inhumaine. - 2. Nuisances. - 3. Férailles. - 4. Les. Deb. - 5. Uniront. - 6. M. V. Verin. - 7. Moise. Goa. - 8. Assise. - 9. Me. Rale. - 10. X. Ueue. Ut. - 11. En. Résume.

## VERTICALEMENT

1. Inflammable. - 2. Nuée. los. In. - 3. Hirsutisme. - 4. USA. Sieur. - 5. Maldives. Se. - 6. Anière. Eres. - 7. Iceberg. - 8. Nés. Niobium. - 9. Es. Ema. Eté.

## PARIS EN VISITE

Mardi 9 juillet

- MARAIS : aristocrates et courtisanes, la vie des femmes au Marais (50 F), 10 h 30 et 14 h 30, parvis de l'église Saint-Paul (Prédication Jeanne).
- MARAIS : le quartier juif (55 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Pierre-Yves Jaslet).
- LE QUARTIER MONTEPOIVRE-BEL AIR (60 F), 11 heures, devant le guichet du métro Bel-Air (Vincent de Langlade).
- L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS et la place de Fontaine (50 F), 14 h 30, devant le portail de l'église (Elisabeth Romann).
- LA GRANDE MOSQUÉE et ses jardins (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, place du Puits-de-Fer (Monuments historiques).
- L'HÔTEL-DIEU (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autours).
- HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haullier).
- JARDINS DE BELLEVILLE (55 F), 14 h 30, sortie du métro

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Luchaire - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

le durée	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for \$ 800 per year. LE MONDE is a French weekly newspaper. For more information, contact your local post office or the nearest LE MONDE office. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, Chantilly, France 69646. For the subscription service, contact LE MONDE, 3000 Pacific Avenue, Suite 400, Virginia Beach, VA 23462-5045 USA. Tel. : (800) 421-3445.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : \_\_\_\_\_  
Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse : \_\_\_\_\_  
● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris 07M  
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
33 (1) 42-17-32-90 de 8 h à 17 h 30 du lundi au vendredi.  
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU MONDE

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56  
CD-ROM : (1) 44-06-78-30  
Index et microfilms : (1) 42-17-29-33  
Films à Paris et en province : 36-48-43-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 France)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme sans objet de surveillance. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimeur du Monde : 12, rue M. Guesbroux 94052 Ivry-Cedex  
PRINTED IN FRANCE  
Président-directeur général : Dominique Aubry  
Directeur général : Gérard Mourou  
Secrétaire général : 2, rue M. Guesbroux 94052 Ivry-Cedex

## LE CARNET DU VOYAGEUR

GRANDE-BRETAGNE. Le syndicat des pilotes de ligne de British Airways s'est prononcé en faveur d'une série d'arrêts de travail d'une journée, dont le premier pourrait avoir lieu le 16 juillet. Ce serait la première grève des pilotes de la compagnie britannique depuis 1978. - (Bloomberg, AFP)

CORSE. La compagnie Corsica Ferries a mis en service, vendredi 5 juillet, un navire à grande vitesse, le Corsica-Express-II, qui peut accueillir à son bord 507 passagers et 150 véhicules. Sa vitesse est sensiblement la même que celle de l'Asco, navire à grande vitesse de la compagnie concurrente, la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM), qui mettra en service un deuxième navire, l'Aliso, dès le 27 juillet. - (AFP)

INDE. L'Inde a décidé de renforcer cette année son réseau téléphonique en installant 2,6 millions de liaisons supplémentaires et 75 000 cabines publiques dans les villages. - (Bloomberg)

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### La victoire de Pétra

LA VICTOIRE internationale que vient de remporter Yvon Pétra à Wimbledon, si elle nous emplit d'une joie et d'une fierté sans égales, ne nous surprend pas. Au soir de sa défaite en Coupe Davis, le mois dernier, nous écrivions : « Ce qu'il y a de sûr, c'est que nous possédons un crack en Pétra et qu'avec les moyens formidables dont il dispose, la volonté qui l'anime, il peut prétendre à des succès mondiaux. » En battant Geoff Brown (6-2, 6-4, 7-9, 5-7, 6-4), Pétra a donc largement confirmé les espoirs que nous fondions sur lui.

Avoir failli être vainqueur en trois, puis en quatre sets, s'être fait alors remonter sans en être le moins du monde démoralisé et sans cesser d'attaquer, gagner finalement une partie au cours de laquelle la foule n'avait cessé de soutenir son adversaire, témoigne en vérité d'une bravoure à toute épreuve.

Il n'est nullement puéril de considérer cette victoire comme un indice flatteur du relèvement français. Les luttes du stade sont un peu les batailles du temps de paix, et il était plaisant hier de constater que les délégations des « Quatre Grands » au palais du Luxembourg s'intéressaient autant au compte-rendu radiodiffusé de la finale qu'à leurs débats.

Nous pensons que le succès de Pétra, se plaçant après celui de nos footballeurs, de nos rugbymen, de notre champion de cross Pujazon, et concomitant à celui de notre rameur Séphériades à Henley doit nous valoir à l'étranger un prestige accru. L'intérêt qu'on y a pris à travers les ondes en Amérique comme en Europe, l'allégresse que nous observons hier sur les boulevards à la lecture des éditions spéciales indiquent en tout cas clairement que le sport a pris, depuis la guerre, une résonance nouvelle.

Olivier Merlin

(7-8 juillet 1946.)

L'été, on rêve tous d'un petit bloc de fraîcheur qui nous suivrait partout.

N'en rêvez plus. Voici le climatiseur Compact Line de Calor.

Le nouveau Climatiseur Compact Line de Calor ne pèse que 25 kg et sa petite taille le rend très mobile. Il climatise la pièce de votre choix jusqu'à 25m<sup>2</sup>. En plus, avec ses lignes courbes et ses commandes intégrées, il est aussi discret qu'efficace.

calor



## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1996

**ARTS** Deux expositions à Paris proposent de découvrir ce qu'est l'art public aujourd'hui, qui touche les rues anciennes ou nouvelles, les places, les quais de gare, les stations

de métro, mais aussi les jardins, les églises. ● LE MUSÉE du Luxembourg présente trente-sept commandes réalisées en province depuis 1990. L'Espace Electra s'intéresse au deve-

nir des monuments commémoratifs à Paris. Ces expositions permettent de remarquer la quantité et la diversité des œuvres qui, ici et là, ont trouvé place, à condition, souvent,

d'être discrètes. ● LA COMMANDE PUBLIQUE, relancée par le ministère de la culture au début des années 80, subit aujourd'hui les restrictions budgétaires de l'Etat et des

villes. ● A TOULON, la fontaine monumentale de René Guiffrey, inaugurée en 1993, vient d'être rasée, à la demande de la municipalité Front

## Pour exister dans la ville, les œuvres d'art doivent s'intégrer

Deux expositions permettent de découvrir les commandes passées par l'Etat et autres collectivités publiques à des artistes. Près d'un millier d'œuvres, plus ou moins judicieuses, ont été implantées en quinze ans sur les places, quais de gare, dans les rues, jardins, métros, monuments, églises...

**MONUMENT ET MODERNITÉ. A PARIS: ART, ESPACE PUBLIC ET ENJEUX DE MÉMOIRE, 1891-1996.** Espace Electra, 6, rue Récamier, 75007 Paris. Jusqu'au 21 juillet.

Près d'un millier d'œuvres contemporaines ont été implantées dans les lieux publics en France, depuis une quinzaine d'années. Commandées par l'Etat et autres collectivités locales, elles se glissent plus qu'elles ne sont plantées dans le tissu urbain de bien des manières. Sous forme de sculpture ou de mobilier urbain, d'images non publicitaires ou de mise en lumière moins banale qu'une rangée de néons, de modelage de parterres, de dessins au sol, ou de tickets de tram. Les uns sont bien venues, les autres moins, mais, dans l'ensemble, on peut constater les bienfaits de ces œuvres fort diverses, propres à tisser l'ordinaire des citadins pressés ou des promeneurs, des usagers des transports en commun ou des automobilistes. Ce retour effectif et amusant de l'art public en France, plus que dans n'importe quel pays, s'est fait moyennant bien des évolutions: celle de l'artiste, celle de la notion de commande, celle de monument

aussi. Deux expositions à Paris, au Musée du Luxembourg et à l'Espace Electra, invitent à le constater. Celle du Musée du Luxembourg présente, avec de bonnes photos et des maquettes, trente-sept réalisations en régions, de 1990 à 1996: beaucoup de vitraux (ceux de Soulaiges pour l'abbaye de Conques, ceux de la cathédrale de Nevers), quelques grandes sculptures pour les abords de musées (Deacon à Villeneuve-d'Ascq, Jacobsen à Meymac) et nombre d'œuvres difficilement qualifiables autrement qu'en termes d'"intégrations urbaines" (le Labyrinthe pour Nantes, de Dan Graham). Ou d'"anti-monuments": celui de Joseph Kosuth, à Figeac, à la mémoire de Champollion; celui d'Emmanuel Saulnier, à Vassieux-en-Vercors, à la mémoire de résistants.

Dans son Labyrinthe pour Nantes, fait de parois de verre qui prennent au reflet les passants et la ville, Dan Graham a cherché à réaliser une œuvre « qui s'harmonise avec l'environnement urbain plutôt qu'un simple contenant capable de susciter une émotion artistique ». A Issoudun, avec sa Place des miroirs, Marin Kasimir fait un peu la même chose, en plus spectaculaire. Autre exemple, plus délicat, de construction réfléchissant l'espace: les stèles de verres d'Emmanuel Saulnier pour Rester résister, un mémorial transparent en bordure du cimetière de Vassieux-en-Vercors. Cette idée d'anti-monument hante l'exposition, un peu confuse mais riche, de l'Espace Electra, qui traite de Paris, où



L'hommage à Arago de Jan Dibbets (décembre 1994).

L'on peut voir aujourd'hui, dispersés dans la ville ou dans des bâtiments publics, plusieurs centaines d'œuvres (le catalogue en fournit la liste) réalisées depuis Malraux, l'"inventeur" des statues de Maillol aux Tuileries et du plafond de Chagall à l'Opéra.

L'exposition ne met pas l'accent sur tous les aspects de l'art public, mais sur le devenir de l'exercice

commémoratif, qui représente encore aujourd'hui une bonne part de ces commandes: bicentennaires, centennaires, cinquante-annaires, hommages aux martyrs, aux grands hommes. Depuis le début des années 80, ces hommages ont changé de tournure, qui, après avoir failli sombrer dans la statuomanie - Pompidou en pied et complet veston (par Georges Der-

bré), Léon Blum (par Philippe Garrel) en redingote - sont devenus des monuments à rebours: des œuvres au sol, sur lesquelles on peut marcher et que, à la limite, on peut ne pas voir. Ainsi de l'hommage à Champollion, à Figeac (présenté au Luxembourg), où Joseph Kosuth, un conceptuel qui aime l'écrit, tapisse une place avec un agrandissement de la pierre de Rosette, quand, à Paris, Jan Dibbets, qui vient lui aussi de l'art conceptuel, rend hommage à Arago, en concevant « un monument imaginaire réalisé sur le tracé d'une ligne imaginaire, le méridien de Paris ». Soit cent trente-cinq petits médaillons de bronze portant l'inscription Arago et l'indication du Nord et du Sud scellés dans le sol parisien, depuis la porte Montmartre jusqu'au parc Montsouris, en passant par le Louvre.

### LE JEU DE L'INTÉGRATION

Ces deux exemples très réussis de commandes - Buren avait préparé le terrain avec ses colonnes au Palais-Royal -, et beaucoup d'autres, donnent à penser que l'art contemporain retrouve sa place dans l'espace public. A une condition: qu'il s'aplatisse, s'étale au sol, ou se fasse transparent. C'est au prix de cet aplatissement, ou, si l'on préfère de l'oubli de l'objet d'art au profit de la création de lieux, que l'histoire de la commande publique au XX<sup>e</sup> siècle n'est plus une histoire de rendez-vous-maqués. L'exposition d'Electra y fait penser, qui remonte à l'affaire du Balzac de Rodin, dont le plâtre, qui ne répondait ni à la forme ni à l'esprit du monument commémoratif, fit scandale au Salon de 1898, au point de décourager les commandes.

On peut citer des cas récents d'œuvres qui ne passent pas, où qui passent mal parce que novatrices et ne témoignent pas de valeurs partagées ou n'ayant pas l'apparence d'un « profil bas ». Dans le genre monumental mouvementé, c'est la Tour aux figures, de Dubuffet, qui a trouvé asile en banlieue; dans le genre fleuri, c'est le Centaure de César de la Picasso, qu'on ne savait trop où mettre; dans le genre austère, c'est Clara-Clara, la double courbe d'acier de Richard Serra, dont Paris est bien embarrassé: après avoir passé quelques mois au Louvre, cette grande sculpture acquise par la Ville était accueillie dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, subissant les assauts des usagers d'un square - il est vrai beaucoup trop petit pour elle. On l'en a enlevée, comme on a enlevé, à la Défense, une autre sculpture de Serra, Slat, qui, là où

elle était, pouvait servir de pissoir. Cette dernière devrait retrouver une place plus honorable dans l'axe de l'Arche. Quant à Clara-Clara, son avenir est un mystère.

L'Etat, dans son empressement à commander, n'a pas forcément posé la question: quelle œuvre pour quel espace? Depuis, sa politique s'est affinée, qui le porte vers les projets d'intégrations plutôt que d'objets d'art, et à exploi-

### Une fontaine rasée au bulldozer à Toulon

On sait que le devenir de l'art public est précaire. Jadis, les statues ont été fondues pour faire la guerre; aujourd'hui, nombre d'œuvres contemporaines sont maltraitées ou tagées. Et, pourtant, toutes les œuvres commandées par l'Etat ou une collectivité font partie, quel qu'on puisse en penser, de notre patrimoine, et elles méritent des égards. Ce que le maire de Toulon, M. Le Chevalier (FN), n'a pas voulu savoir. Il vient en effet de faire raser au bulldozer la fontaine monumentale du plasticien René Guiffrey, sans prévenir l'artiste, sans prévenir le ministère de la culture.

Inaugurée en 1993, place Bessagne, la fontaine de Guiffrey, qui mariait le verre et l'eau, était une commande de la ville dans laquelle 2 millions de francs ont été engagés. Elle avait fait l'objet d'un concours national auquel ont participé quatre autres artistes: Michèle Blondel, Piotr Kowalski, Pierre Tual et Daniel Pommeur.

ter la capacité des plasticiens (devenus très souples) à se glisser dans un espace pour mieux le révéler, à rendre visible ce qui l'est déjà, mais qu'on ne voit plus, à attirer l'attention sur des données invisibles telles que l'histoire et la mémoire d'un lieu.

Les plus contestataires d'hier peuvent jouer le jeu de l'intégration, même si les espaces qu'on leur offre ne sont pas toujours du gâteau. Ils peuvent y trouver l'occasion de faire déboucher leurs nouvelles conceptions de l'art, et les réflexions sur la notion de sculpture comme espace ouvert et contextuel que certains mènent depuis le début des années 70. Ils le peuvent, au risque de perdre leur identité dans des interventions qui ne sont qualifiées d'art que par un petit nombre d'initiés.

Geneviève Breuerette

## Baisse des budgets après l'euphorie de créations dans les années 80

PENDANT plusieurs décennies, le budget de l'art public en France était relativement mince et simple à calculer. Il n'y avait pratiquement pas de commandes en dehors du budget des constructions scolaires (puis des constructions de l'Etat: administrations, hôpitaux, bibliothèques...) dont 1 % devait servir à la réalisation d'œuvres d'art. Cette loi du 1 % vaut toujours, mais ce sont les constructions qui manquent.

Le coup de fouet est venu du ministère de la culture, en 1983, qui entendait alors mener une politique volontariste en matière d'art contemporain. Un fonds de la commande publique est alors créé au sein du Centre national des arts plastiques (CNAP). Ce fonds, alors doté de 5 millions de francs, a disposé de moyens accrus jusqu'en 1989, où il a atteint 33 millions. En sept ans, 186 millions de francs ont ainsi permis de réaliser quelque quatre cents œuvres. Citons les « accumulations » d'Arman devant la gare Saint-Lazare (1985), Deux plateaux, de Buren pour le Palais-Royal (1986), Tour aux figures, de Dubuffet dans l'île Saint-Germain (1988), la fontaine de Tinguely et Niki de Saint-Phalle à Châteaur-Chinon (1988).

Certaines commandes n'ont pas manqué de

provoquer froissements et grincements, notamment du côté des Monuments historiques. D'où la mise en place, en 1987, d'un comité pour l'insertion de l'art contemporain dans les monuments anciens, qui a convaincu qu'il était possible de placer des œuvres de Richard Serra, d'Ulrich Rückriegel ou de Michel Gérard à l'abbaye de Bru, de demander à Daniel Dezeuze de refaire le sol de l'église Saint-Laurent au Puy-en-Velay, et à quantité de peintres de concevoir des vitraux: le programme de réfection des verrières de la cathédrale de Nevers par Claude Viallat, Jean Michel Alberola, Gottfried Honnegger, François Rouin, avait obtenu l'aval, en 1989, de la commission des Monuments historiques.

### SITUATION PEU BRILLANTE A PARIS

Depuis 1989, l'enveloppe du fonds de la commande publique du ministère de la culture a été réduite d'un tiers. En 1996, elle est de 23,5 millions de francs et ne permet plus de réaliser de grands projets autrement qu'en partenariat. Dans la plupart des commandes, l'Etat apporte moins de 50 % du financement. Aux collectivités locales de trouver l'argent néces-

saire à la réalisation. Ce qui ne va plus de soi. A Paris, par exemple, la situation de la commande publique n'est pas très brillante. Entrée tardivement dans le bal, la capitale a consacré pour la première fois un gros budget de commandes en 1989, à l'occasion du Bicentenaire. Dépassant largement les 10 millions de francs, il a permis notamment l'intervention de Nam June Paik au Musée d'art moderne de la ville, les décorations d'Adami et le rideau de scène de Garouste pour le théâtre du Châtelet. Dans la foulée, une enveloppe de 500 000 francs était réservée à des crédits d'études, et, de 1992 à 1996, par-delà les alicés des restrictions, le budget de la commande publique a oscillé entre 1,2 et 2 millions de francs.

Dans l'enveloppe, on compte le prix de deux ou trois belles réalisations en partenariat avec le ministère de la culture: l'aménagement de la chapelle Saint-Symphorien de l'église Saint-Germain-des-Prés par Buraglio, l'hommage à Arago, de Dibbets, et la sculpture sonore de Bill Fontana, une œuvre éphémère pour l'art de triomphe de l'Etoile.

G. B.

**RENDEZ-VOUS DES ARTS**

**21 JUILLET ET 11 AOÛT POUR LA BROCANTE**  
antiquités  
collection  
4 h  
surposition  
189  
surposition  
Tél/Fax: 51 35 27 27  
ST CHRISTOPHE DU LEBRON

**Drouot Formation, les clés du marché de l'art**  
25 cycles de spécialisation et d'initiation au Marché de l'Art animés par des Commissaires-Priseurs et des experts: mobilier, objets d'art, peinture, tapisserie, céramique, orfèvrerie...  
Le programme complet sur simple demande à Drouot Formation, 13, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris - Tél.: 48 00 20 52.

**Kendone**  
6 JUIN - 3 AOÛT 1996  
GALERIE SCOT  
7, RUE DE MIROMESNIL  
75008 PARIS  
Tél.: (1) 47 42 68 98  
TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE  
11-12.30 H / 15-19 H

**MIMMO ROTELLA**  
Galerie DIONNE  
19 bis, rue des Saints-Pères  
75006 Paris - Tél.: 49 26 03 06

**GALERIE BEAUBOURG**  
IMPRESSIONS D'AFRIQUE  
art africain et art contemporain  
Mananne & Pierre Nahon  
VENCE: 16.93 24 52 00

**KIMIKO KAN**  
"PAYSAGES PARISIENS"  
Peintures  
Exposition du 4 juillet au 18 septembre 1996  
Vernissage, le mercredi 10 juillet à partir de 19 h 00  
Bâtiment INTERNET  
19, rue Salvador Allende 75008 Nanterre  
Tél.: 47.25.91.34 - RER Nanterre Préfecture

**La voir, le regard, les œuvres de Colette**  
vous attendent au château de Saint-Sauveur-en-Puisaye dans l'Yonne.  
Le Musée est ouvert tous les jours sauf le mardi de 10 à 18 heures, d'avril à octobre.  
Salon de thé (déjeuner possible) et librairie.  
Renseignements au 86.45.61.95

**GALERIE LOUISE LEIRIS**  
47, rue de Montau 75008 Paris  
Tél.: 45 63 28 85 - Fax: 45 63 26 14  
**A. MASSON**  
105 œuvres de 1919 à 1927  
du 14 mai au 13 juillet

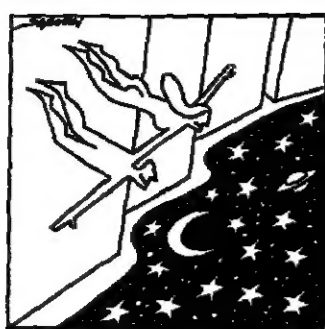
**NICE MUSÉE MATISSE**  
MATISSE  
BONNARD  
une amitié

**FIAC**  
2-7 octobre 96  
Espace Eiffel Branly Paris.



**Danse, concerts, théâtre  
sur le thème  
de la Méditerranée**

Nacho Duato, directeur de la Compagnie nationale de danse d'Espagne, propose trois chorégraphies dont une sur les musiques espagnoles anciennes dirigées par Jordi Savall (les 9 et 10). La soirée flamenco accueille des danseurs et le guitariste Juan Carmona (le 11). Sur les plages du Prado, un concert gratuit accueille les rappeurs de Massilia



★ Jusqu'au 20 juillet. Festival de Marseille, 14, rue Beauvau, 13001 Marseille. Renseignements, tél.: 36-68-77-36 (2,23 F la min). Location: 3615 FNAC.

tique les rythmes et les scansiones de la musique populaire avec l'application du chirurgien fou.  
*Divan du monde, 15 rue des Martyrs, Paris-19. - M. Pignale.*  
22 heures, le 6. Tél. : 44-92-77-66.  
80 F.  
**Paul Rousseau**  
(viole de gambe),  
**Jean-Louis Charbonnier**,  
**Mauricio Buraglia** (théorbe),  
**Pierre Trocietier** (clavecin)  
Autrefois, l'été, dans les églises, on jouait les *Quatre saisons* de Vivaldi ou le *Canon* de Pachelbel.  
Mais aujourd'hui, depuis certains *Matins du monde*, Marin Marais attire les foules. Mais on donnera les adagios de Pachelbel et d'Albinoni réunis pour une sarabande du divin Marais.  
*Eglise, saint Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris-9. M. Maubert-Mutualité.* 17 h 30, le 7 juillet. Tél. : 34-51-36 46, 100 F.

**New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>l</sup> Châteaud'Eu. 20 h 30, le 6 juillet. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.**

**Itamar Assumpcao**  
L'un des pionniers de l'underground urbain brésilien, Itamar Assumpcao, s'est pris d'aujourd'hui au répertoire traditionnel de la samba, et en particulier au compositeur Ataulfo Alves. Nègre et fier de l'être, il décor-

## NOUVEAUX FILMS

## NOUVEAUX FILMS

240

Parts d'attractions  
Expositions  
Musées  
Monuments

**Sortez informés !**  
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

**3615 LEMONDE**

2,13 Euro

3613 LEMONDE

\_\_\_\_\_

21

—

2

100



مكتبة الأمل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 1996 / 17

SAMEDI 6 JUILLET

TF 1

20.45

ON A TUÉ MES ENFANTS

1 et 2/2 Têtu de David Greese, avec Patrick Fawcett, Ryan O'Neal (20 min.)

3800544

C'est l'histoire terrible d'un des crimes les plus odieux perpétrés par une psychopathe sur ses trois enfants (la cadette meurt, le garçon est handicapé à vie, l'aîné perd l'usage de la parole). Le réalisateur n'a rien modifié ou arrangé de cette affaire qui a défrayé la chronique voici quelques années aux États-Unis.

0. Les Dessous de Palm Beach. Récit de sang. Série.

1.00 Journal, Météo.

1.30 et 2.30, 4.20, 5.30 Histoire naturelle. 2.05 et 2.40, 3.40, 4.35 TF1 min. 2.15 Musique. 4.35 Musique.

France 2

20.50

FORT BOYARD

Diversité présentée par Patrick Laffont et Caroline Dominguez. Société de secours. Avec Julie Calguinet, Igor Butler, Laurent Males, Van Espae, Patrick Raynal, Lydia André. Au profit de l'association Les Douneurs de voix (105 min.)

122273

22.35

LE PIRE DE LA BROUSSE

A DENTS

Diversité présentée par Nagui (2 parties) (55 min.)

23.30 Journal, Météo.

23.45 Têtu.

Les virages de la mort.

1.35 Histoire 1900. La Révolution de la mort. 2.30 Les Quatre Éléments. 3.35 L'Art et le métier. 4.35 L'Art et le métier. 4.45 Le Tour de France (rediff.).

France 3

20.55

L'ENFANT EN FUIE

George Henri Rivière (1957-1965), d'Alexandre Tarr (10 min.)

2044285

Une jeune institutrice s'interpose dans une guerre des clans, en Calabre, pour sauver la vie d'un jeune garçon.

23.55 Journal, Météo.

Arte

20.45

L'AVOCAT

Série (50). Le volait volé, de Helmut Schir, avec Manfred Krug, Michael Kraus (14 min.)

412235

21.30 Métropolis. Cinquantième anniversaire du Festival d'Avignon. Francis Bacon par lui-même, d'Alain Joubert. L'abbé de Gilles Deleuze, de Claire Parinet. L'agenda culturel (60 min.)

13255

22.30

MUSIC PLANET

Magazine. Jazz Collection (30). Courte Basile, d'Élisabeth Laporte. Jean-Noël Chastani et Sylvie Papay (35 min.)

34866

23.25 Ligne de démarcation

Téléfilm de Panos Karkanavos, avec Aris Leontopoulos (70 min.)

5289186

0.45 L'Art au trépas. Corneille. Poussin (52) (rediff.). 25 min. 1.30 Carroux Jacquot. Dessins animés (rediff.). 1.40 Poussin en laune. Documentaire (rediff.). 1.55 Miquel. 2.30 Histoire. Documentaire (rediff.). 30 min. 2.35 Le Tour de France. Documentaire (rediff.). 25 min.

M 6

20.45

MURDER ONE, L'AFFAIRE JESSICA

Série. Avec Daniel Berni, Mary McCormack (14 min.)

3665438

Chapitre 7 (10 min.). Chapitre 8 (50 min.). Chapitre 9 (50 min.).

8005341

712254

23.30

LA MAISON DE TOUS LES CAUCHEMARS

Série. Souffrances (115 min.)

9688902

1.25 Best of Dance.

2.30 Fatale. Série. Documentaire. 3.40 Culture. 4.30 M 6. 5.30 Ceylan-Médecine. Documentaire. 6.30 Boulevard des ceps.

Canal +

20.30

CADFAEL

Série. Le capuchon du moine. (77 min.)

3942051

Le moine détective est appelé pour enquêter sur une affaire d'empoisonnement. Il va retrouver son amour de jeunesse. Une série britannique médiévale.

21.45

PÉTANQUE

Trophée Canal + 1996

22.40 Flash d'information.

22.45 Basket africain.

0.05 Rebecca

Film italien d'Alex Perry (1995, 93 min.)

4340910

1.40 Beethoven III

Film de J. S. Roffin (1994, v. o., 101 min.)

8041804

3.20 Un dimanche à Paris III

Film de Hervé Dhôtel (1994, 76 min.)

2114005

Radio

France-Culture

20.45 Fiction : Le nouveau répertoire dramatique.

Saint, de Robert Schneider.

22.35 Musique : Opus.

Lust (Lust).

0.05 Fiction : Tard dans la nuit (rediff.). Nouvelles musicales, de Marguerite Yourcenar : Comment Wang-Fu fut tué ; Notre-Dame des Miracles. 0.35 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (retr.).

20.00 Feuilleté :

Le Château des Oliviers.

21.30 Reportages.

21.55 Médo des cinq continents.

22.00 Journal (France 2).

22.35 Faïte la fête.

0.30 Soir 3 (France 2).

Planète

19.40 Terrorisme :

la Fraction armée rouge. (14).

20.35 Des mains pour rien.

21.20 15 Jours sur Planète.

21.50 Les Plus Beaux Jardins du monde.

(10) Les Jardins du Nouveau Monde.

France 2

22.15 Retour à Samarkand.

(40) En pays ouïst.

23.15 L'Histoire oubliée.

(25) Les parachutes indochinois.

Paris Première

19.35 Stars en stock.

20.00 Golf en capital.

20.30 Paris modes spécial homme.

21.30 Les Légendes de la glace.

23.00 Michel Jonasz :

Mister Swing.

De Philippe Koc.

0.15 Paris dernière (45 min.).

France Supervision

19.50 et 22.10, 22.45 L'Exé des grands créateurs.

France 3

20.30 et 0.20 Volley-ball.

23.20 Caroline Roussel, peintre-brodeur.

0.15 Concert : Soun & MC.

Empire au Festival de Val-de-Marne (60 min.).

1382391

Ciné Cinéfil

19.50 Actualités Parthé n° 2.

20.45 Le Club.

22.00 Hollywood Backstage.

23.00 Les Rats du désert III.

Film de Robert Vézina (1976, v. o., 85 min.)

8897344

0.25 Un jour aux courses III.

Film de Sam Wood (1937, v. o., 110 min.)

1880488

Ciné Cinémas

19.35 Le Bazar de Ciné Cinémas.

Arte

20.30 L'enfance mise à prix

(Téléfilm d'Eric Laroche, 1995, 90 min.)

5310419

22.00 Les Dessous de Hollywood.

De Nicolas Koss. Les stars.

23.05 Betty III.

Film de Claude Chabrol (1991, 100 min.)

72529419

0.45 La Possédée du Bayou.

Téléfilm classé X (85 min.)

87123465

Série Club

19.55 Agence Acapulco.

20.45 Spécial Rasta.

20.50 et 0.00 Têtu séries spécial Rasta.

21.20 Miami Vice.

21.55 Les Indes impossibles.

23.10 Chapeau raïon et bottes de cuir.

Canal Jimmy

20.00 Earth Two.

La voie de la mine.

M 6

20.50 Friends.

Celui qui aimait les lazzos.

21.10 Le Guide du parfait petit emmerdeur.

21.20 Batman.

21.30 Les Rats du désert III.

Film de Robert Vézina (1976, v. o., 85 min.)

8897344

0.25 Un jour aux courses III.

Film de Sam Wood (1937, v. o., 110 min.)

1880488

Eurosport

19.00 Cyclisme.

En direct. Tour de France.

7 étape : Chambéry - Les Arcs (221 km, 240 min.)

8810544

17.20 Motocyclisme. En direct.

Championnat du monde de vitesse. Grand Prix d'Allemagne de side-cars au Neuburg (70 min.)

8643506

18.30 (et 23.00) Tennis.

Wimbledon : finale dame.

21.30 ATP Tour Magazine.

22.00 Cyclisme. (60 min.)

Les films sur les chaînes européennes



## Araignée du soir

par Alain Rollat

IL ÉTAIT UNE FOIS une gentille araignée qui vivait paisiblement dans son coin, sans se soucier de ses responsabilités sociales en tricotant son fil au milieu d'un livre de Rabelais. « Or ça, y avait-elle lu, les lois sont comme toiles d'araignées : les simples mouches y sont pris ; les gros taons malfaisants les rampent et passent à travers... » Ayant été éduquée dans l'idéal démocratique et ne supportant plus d'avoir été si longtemps abaissée au rang d'auxiliaire de l'injustice par les mœurs de son époque, cette araignée fort civique se résolut à ravauder sa toile de telle sorte qu'aucun taon ne pût désormais la rompre ou passer à travers. Redevenue une authentique gardienne des lois, elle mit tellement de conscience professionnelle dans l'exercice de sa mission qu'un vit bientôt de gros taons rejoignant en pénitence de simples mouches.

Tous les mouches applaudirent ce changement dans lequel ils voyaient un progrès. Ils avaient trop déploré les apamages, les monopoles, les exclusivités, les passe-droits, les privilèges, les avantages mal acquis et le retour du népotisme dans le partage de l'argent, de l'emploi et des logements pour ne pas se réjouir de voir enfin une araignée courageuse mettre un frein aux dérives climatiques de la caste appelée à régner. Se souvenant qu'une toile nationale pédi-cite quand l'esprit de justice la déserte, ils l'encourageaient à persévérer.

Mais les taons ont toujours plus d'un tour dans leur sac. Forts de leurs mandats électifs, les uns

créèrent au complot ; nantis de leurs prérogatives économiques, les autres hurlèrent à l'abus de pouvoir. En choeur, les uns et les autres multiplièrent les manœuvres procédurales pour demeurer au-dessus des lois. On en vit même certains recourir à la calomnie et à la menace contre la vaillante araignée. En vain. C'est alors que les taons, en désespoir de cause, en appelèrent à la solidarité des mouches. Prenant la télévision à témoin de leur infortune, ils exhortèrent docilement que si tous les taons, dépositaires des ressources collectives, étaient frappés, ce serait toute la famille des mouches qui en pâtirait. Et en premier lieu, les mouches eux-mêmes, au seul profit de la société arachnéenne, voire d'un méchant bourdon brun à l'air fatigué dans le voisinage.

Pour grossier qu'il fût, cet argument fit mouche. Les simples mouches crièrent à leur tour haro sur l'araignée, cette pelée, cette mygalienne. Tant et si bien que celle-ci, découragée, se retira définitivement dans ses pénates.

Que croyez-vous qu'il advint ? Faute d'araignée pour la raccommode, la toile des lois ne fut plus que passoire et tomba en désuétude. La loi du plus fort, celle qui ne donne jamais aux petits les mêmes droits qu'aux gros, connut son apogée. Les simples mouches comprirent alors que si la démocratie a besoin de justice, l'aristocratie des taons peut toujours s'en passer. Ils jurèrent qu'on ne les y prendrait plus, mais il était trop tard.

## Les protestations s'amplifient à propos de la réforme des arsenaux

Près d'un quart des 23 500 emplois pourraient être supprimés

PENDANT que 10 000 personnes manifestaient, jeudi 4 juillet à Cherbourg, contre des suppressions d'emplois à l'arsenal, six fédérations syndicales des industries de défense (CGT, FO, CFTD, CGC, CFDT et autonomes) ont fait bloc, le même jour à Paris, pour rejeter le plan du gouvernement de reconversion des constructions navales militaires (Le Monde du 26 juin) et pour défilé de nouvelles actions en septembre. A Locre, 2 000 personnes ont manifesté vendredi et un nouveau rassemblement est prévu à Brest jeudi 11 juillet. De leur côté, les directeurs des neuf établissements industriels relevant de la direction des constructions navales (DCN) ont reçu comme consigne du ministre de la défense, Charles Millon, de préparer, pour la mi-septembre, une analyse des plans de charge. Cette étude se fera site par site, métier par métier, atelier par atelier.

A peine connu, le projet a soulevé un tollé parce qu'il se traduit par des départs à la retraite non compensés par des embauches à la même hauteur, par des reclassifications dans d'autres branches de la défense et donc une mobilisation accrue des personnels, par des départs de 55 ans, et par des aménagements apportés au temps de travail. Entre le cinquième et le quart des emplois - la DCN occupe de l'ordre de 23 500 salariés dans sa structure actuelle - sont menacés.

Si les personnels de la DCN ont, pour la quasi-totalité d'entre eux, des garanties statutaires qui les pro-

tègent, il n'en est pas de même pour les travailleurs des firmes de sous-traitance. D'où les craintes des populations, surtout dans l'Ouest, que des pans entiers d'activités ne s'écroulent, en dépit des promesses de M. Millon de nommer des chargés de mission pour « accompagner » les conversions nécessaires et de créer des « comités de pilotage » par sites, associant collectivités, élus et patronat.

**SOLUTIONS TRANSITOIRES**

Pourquoi la démarche du ministre de la défense, qui s'est voulue en trois étapes avec un diagnostic préalable de chaque établissement, une concertation nationale et locale, et enfin un choix de ses orientations par le gouvernement, n'a-t-elle pas contribué à apaiser les esprits ?

La raison la plus probable est que la réorganisation annoncée est en trompe-l'œil, repoussant après les élections législatives de 1998 les décisions les plus radicales. Certes, la DCN ne peut plus revenir en arrière, au temps d'une pérennité de ses arsenaux « à la Colbert », comme l'ont qualifiée ses détracteurs. Mais, elle peut aller plus loin encore dans sa mise à jour et, pour l'instant, le gouvernement a choisi de temporiser. Il s'agit de trouver la forme juridique et administrative que revêtira le service industriel de la DCN (les neuf arsenaux) dans sa version définitive, c'est-à-dire ce qui restera de l'actuelle DCN une fois accompli le rattachement de la DCN à l'étatique (les services centraux re-

présentant l'état investisseur et son contrôle sur les programmes) au sein d'un grand corps de l'armement.

En scindant en deux la DCN, le ministre de la défense est soupçonné par les syndicats de vouloir laisser dans le vague le sort du service industriel et sa transformation éventuelle en société nationale ou privée, avec la précarité que cela entraîne sur le statut des ouvriers d'État.

Ce n'est pas la seule question en suspens. M. Millon a fixé désormais à la nouvelle DCN industrielle - en la dotant d'un authentique service commercial, qui pourra prendre des initiatives - l'ambition d'exporter jusqu'à 20 % de sa production dans les dix années à venir, soit 4 ou 5 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel à atteindre dans les cinq ans. Aujourd'hui, les arsenaux français ont pris 13 % du marché mondial (7 milliards de francs par an) des bâtiments de surface, 11 % de celui (6 milliards de francs) des sous-marins, et ils sont quasiment absents du secteur des systèmes d'armes embarqués (5 milliards de francs par an).

Souhaiter « une stratégie volontariste en matière d'exportation », selon l'expression de M. Millon, c'est aussi accepter de couvrir le risque de faire dépendre l'emploi, dans les arsenaux, des aléas de la conjoncture internationale et de la bonne volonté des pays clients - les clients « fréquentables » et ceux qui le seraient moins, pour citer un expert. D'autant que les contrats d'armes relèvent du droit régalien des États et que, en France, aucun gouvernement ne peut s'engager à s'en remettre aux seules lois libérales du marché pour assurer les plans de charge de ses chantiers militaires dans un secteur aussi stratégique.

Enfin, le gouvernement est resté discret sur une autre partie de son dossier. Il n'a pas précisé la stratégie d'alliances qu'il envisage de suivre vis-à-vis d'éventuels partenaires industriels de la DCN, qu'ils soient français ou européens. Or ce point-là fait débat au sein même des organisations professionnelles. Pour s'associer avec qui que ce soit, la DCN industrielle devra acquiescer une totale autonomie de gestion et, du même coup, c'est pour ses salariés la démonstration que, de fait et sans encore l'avouer, le gouvernement veut désamortiser leur entreprise.

## Dior se sépare de son couturier Gianfranco Ferré

FRANÇOIS BAUFUMÉ, président de Christian Dior (groupe LVMH), a annoncé, vendredi 5 juillet, que la maison - qui fête en 1997 son demi-siècle - ne renouvelait pas son contrat avec Gianfranco Ferré, qui réalise depuis 1989 la haute couture et le prêt-à-porter Dior. Cette nouvelle survient alors que d'importants changements se préparent dans ce secteur : le 3 juillet, la société florentine Ferragamo a annoncé le rachat de la maison Emanuel Ungaro. Lundi 8 juillet, lors du début des défilés de l'hiver 1996-1997, Gianfranco Ferré présentera donc sa dernière collection de haute couture Dior. Sa dernière collection de prêt-à-porter défilera en octobre.

Ce « divorce » entre Dior et son couturier a été décidé « d'un commun accord », selon M. Baufumé. Gianfranco Ferré quittera le 30 avenue Montaigne à Paris au terme de son contrat, le 31 décembre. C'est à Milan, siège de sa propre société Gianfranco Ferré, fondée en 1978, qu'il se consacra au développement de sa marque, notamment en direction de la Chine, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine. Elle rassemble sept griffes (femmes, hommes, fourures, Studio 000, Forma 0 pour femmes fortes, Gilette pour les femmes, et Gianfranco Ferré Jeans) et des parfums : l'ensemble réalise un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs en 1995.

Dans un entretien à La Repubblica du 6 juillet, le couturier confirme la difficulté de faire face à toutes ses obligations : « Quand l'on dirige une entreprise, à cinquante-deux ans, on doit abandonner ses rêves. Pendant huit ans, je me suis divisé entre Dior et la maison Gianfranco Ferré, entre Paris et Milan, deux journées ici et trois autres là. Mais ce n'est point par fatigue que je quitte Dior, c'est parce que les deux sociétés auraient besoin de ma présence permanente. Puisque je suis chef de la Gianfranco Ferré, j'ai choisi Milan, aussi par loyauté à l'égard de mon associé, Franco Mattioli. »

Un couturier s'en va, mais qui le remplace ? La rumeur a fait circuler bien des noms, de Christian Lacroix à Jean-Paul Gaultier et l'Américain Marc Jacobs. Mais aucun couturier n'a été désigné vendredi par la direction de Dior, ce qui augmente encore les incertitudes sur l'avenir de ce métier.

## « Le Monde » couronné par l'OJD pour la progression de sa diffusion en 1995

LES « ÉTOILES » 1996 de l'Office de justification de la diffusion (OJD), que l'on appelle maintenant Diffusion-Contrôle, récompensent les journaux et magazines dont la diffusion a le plus fortement progressé en France, entre 1994 et 1995, ont été décernées vendredi 5 juillet, à Paris.

Dans la catégorie des quotidiens de plus de 100 000 exemplaires, Le Monde a été primé pour avoir enregistré le meilleur score en 1995, grâce à sa nouvelle formule lancée le 9 janvier 1995. L'augmentation de sa diffusion payée en France s'établit à 6,34 % (soit 321 366 exemplaires diffusés en moyenne) mais à 7,25 % au total (368 856 exemplaires), c'est-à-dire en y intégrant les ventes à l'étranger. En 1995, les scores de vente les plus importants ont été obtenus en Grande-Bretagne et en Espagne, mais la diffusion est restée forte dans les pays francophones (Belgique, Suisse, Maroc notamment) et en Allemagne. La progression du Monde est la plus importante enregistrée récemment au sein de la presse quotidienne nationale. La Tribune-Despôts et Le Parisien, distingués l'an dernier par l'OJD, avaient atteint respectivement une hausse de 4,97 % et 2,93 % en 1994.

Parmi les journaux de moins de 100 000 exemplaires, deux titres, L'Alsace-Lorraine, qui dépend du quotidien régional L'Alsace (Mulhouse), et L'Éveil de la Haute-Loire sont exaequo avec une progression de 2,33 %. Dans la presse magazine, c'est le mensuel L'Entreprise (groupe CEP) qui a été récompensé : la progression de sa diffusion a été de 27,18 % en 1995 (104 346 exemplaires vendus en moyenne en France) - l'augmentation la plus élevée parmi les titres de plus de 100 000 exemplaires. Dans la catégorie des moins de 100 000 exemplaires, Super GTI Magazine, magazine automobile du groupe Hommel, se classe à la première place, avec 67,11 % de plus (63 581 exemplaires).

Tirage du Monde daté samedi 6 juillet 1996 : 461 544 exemplaires

## Le docteur Gubler condamné à quatre mois de prison avec sursis pour violation du secret professionnel

L'ANCIEN MÉDECIN personnel de François Mitterrand, le docteur Claude Gubler, a été condamné, vendredi 5 juillet, à quatre mois de prison avec sursis, pour le délit de « violation du secret professionnel » par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris. La poursuite avait été engagée par le parquet après la plainte déposée par l'épouse et les enfants de l'ancien président de la République, lors de la parution, en janvier 1996, de l'ouvrage Le Grand Secret, principalement consacré à la découverte, à l'évolution et au traitement de la maladie de François Mitterrand. En les déclarant coupables de « complicité », le tribunal a infligé 30 000 francs d'amende à Michel Gonod, coauteur de l'ouvrage, et 60 000 francs d'amende à Olivier Orban, PDC des éditions Plon.

La publication du livre Le Grand Secret a permis de soulever plusieurs questions de nature très différente, qui n'ont pas reçu une réponse globale de la part de la justice. Dans un premier temps, c'est le juge des référés qui a été saisi. « Juge de l'urgence », il a estimé, dans une décision confirmée par la cour d'appel, qu'il y avait lieu d'interrompre provisoirement la parution d'un ouvrage déjà distribué à 40 000 exemplaires. Le 11 septembre prochain, le tribunal civil examinera le fond de l'affaire et décidera s'il y a lieu de confirmer l'interdiction de la diffusion et d'attribuer des dommages et intérêts à la famille Mitterrand. Parallèlement, le tribunal correctionnel avait à se prononcer sur le seul aspect pénal de la violation du secret professionnel dans une question de principe, qui a été sanctionnée par une peine de principe.

Avoué par le docteur Gubler, le délit est si nettement caractérisé qu'il n'obligeait pas les juges à rédiger une décision complexe. Cependant, la défense avait soulevé plusieurs arguments auxquels le tribunal, présidé par Jean-Yves Monfort, donne des réponses intéressantes. Ainsi, les avocats soutenaient qu'il n'y avait plus de secret dès lors que Le Monde et, après lui, d'autres journaux avaient publié des articles révélant que le chef de l'État souffrait d'un cancer depuis 1981. Les juges répondent : « Il im-

porte peu que le fait divulgué par le confident ait été déjà évoqué par la rumeur publique ou même connu dans son ensemble. Venant d'un professionnel autorisé, la confirmation transforme en un fait indiscutable ce qui n'était encore que supposition ou sujet de controverse. »

La défense estimait aussi que François Mitterrand avait renoncé à se prévaloir du secret médical en faisant publier des communiqués sur sa santé à intervalles réguliers. Selon les juges, pourtant, « on ne saurait donc tirer argument des discours prononcés ou des pratiques observées par l'ancien chef de l'État sur la question de son état de santé, qui n'ont curieusement jamais suscité d'observations du conseil de l'ordre et qui relevaient d'une démarche inspirée de préoccupations politiques tout à fait étrangères à la déontologie médicale. »

**LA « TRANSPARENCE »**

L'un des arguments les plus forts invoqués par les avocats du docteur Gubler reposait sur la « transparence » imposée aux hommes d'État, dans la mesure où chaque citoyen serait en droit de savoir si ceux qui le gouvernent ou sollicitent son suffrage disposent des capacités physiques et intellectuelles nécessaires pour assumer leurs fonctions. En soulignant que cette transparence n'est qu'un « usage » que la loi n'a pas prévu, les juges écrivent : « Il n'appartient pas au tribunal de dire si les hommes politiques ont un droit de vie ou de mort sur leur état de santé. Il lui suffit de constater qu'en l'état actuel du droit

positif aucune disposition n'autorise un médecin à se transformer en garant du bon fonctionnement des institutions ou en témoin de l'Histoire, mais qu'au contraire les textes en vigueur lui imposent un devoir de garder le silence qui participe à la grandeur de sa charge. »

Une des rares jurisprudences qui autoriserait la violation du secret concerne le cas où cette violation est rendue nécessaire pour se défendre d'une accusation injuste. Dans la préface de l'ouvrage, Michel Gonod indiquait que François Mitterrand s'était plaint d'avoir été mal soigné. C'est pour répondre à ces critiques que le docteur Gubler avait écrit l'ouvrage. Mais les magistrats constatent : « M. Gubler ne faisait l'objet d'aucune accusation devant une quelconque instance judiciaire, et la réplique qu'il a entendue opposer à ce qu'il considérait comme la rumeur publique a manifestement dépassé, par sa forme comme dans son principe, la tolérance admise par la jurisprudence. »

Cependant, le tribunal ne néglige pas cet aspect douloureux de la démarche du docteur Gubler. Au contraire, les juges observent qu'« il ne résulte pas des débats que les agissements du prévenu étaient motivés par des considérations méprisables, mercantiles par exemple. Le comportement du docteur Gubler semble avoir plutôt procédé d'un mouvement de désespoir inspiré par le sentiment d'abandon d'un homme blessé par la fin d'une relation passionnément vécue. »

Maurice Peyrot

## Dans « Le Monde Dossiers et documents » de juillet-août

■ Cent ans de Jeux olympiques. A la veille du rendez-vous olympique d'Atlanta, « Dossiers et documents » raconte l'histoire des JO modernes, depuis la redécouverte de l'idéal olympique par Pierre de Coubertin jusqu'aux avatars de cette utopie humaine. Sans oublier les lieux du stade, dont les plus marquants sont présentés - avec photos - sur deux pages. L'avenir des Jeux olympiques du troisième millénaire passe par un retour à

des valeurs moins mercantiles et plus humaines.

■ Dans « Les Clés de l'Info ». Un dossier sur la fin du service national obligatoire et, en une « une », deux articles : en France, les grands enjeux de la réforme fiscale et, en Israël, le nouveau premier ministre face au défi de la paix (avec lexique).

★ En vente chez votre marchand de journaux, 12 F.

UN MALAUSSÈNE INÉDIT SIGNÉ PENNAC DANS Le Monde

Daniel PENNAC inaugure la série de Séries Noires du MONDE ce vendredi 12 juillet à Paris et samedi partout ailleurs.

